

LE DEVOIR



ÉCONOMIE

Des pirates pénètrent des secrets de Microsoft

Page B 1

LES ARTS

14^e Coup de cœur francophone

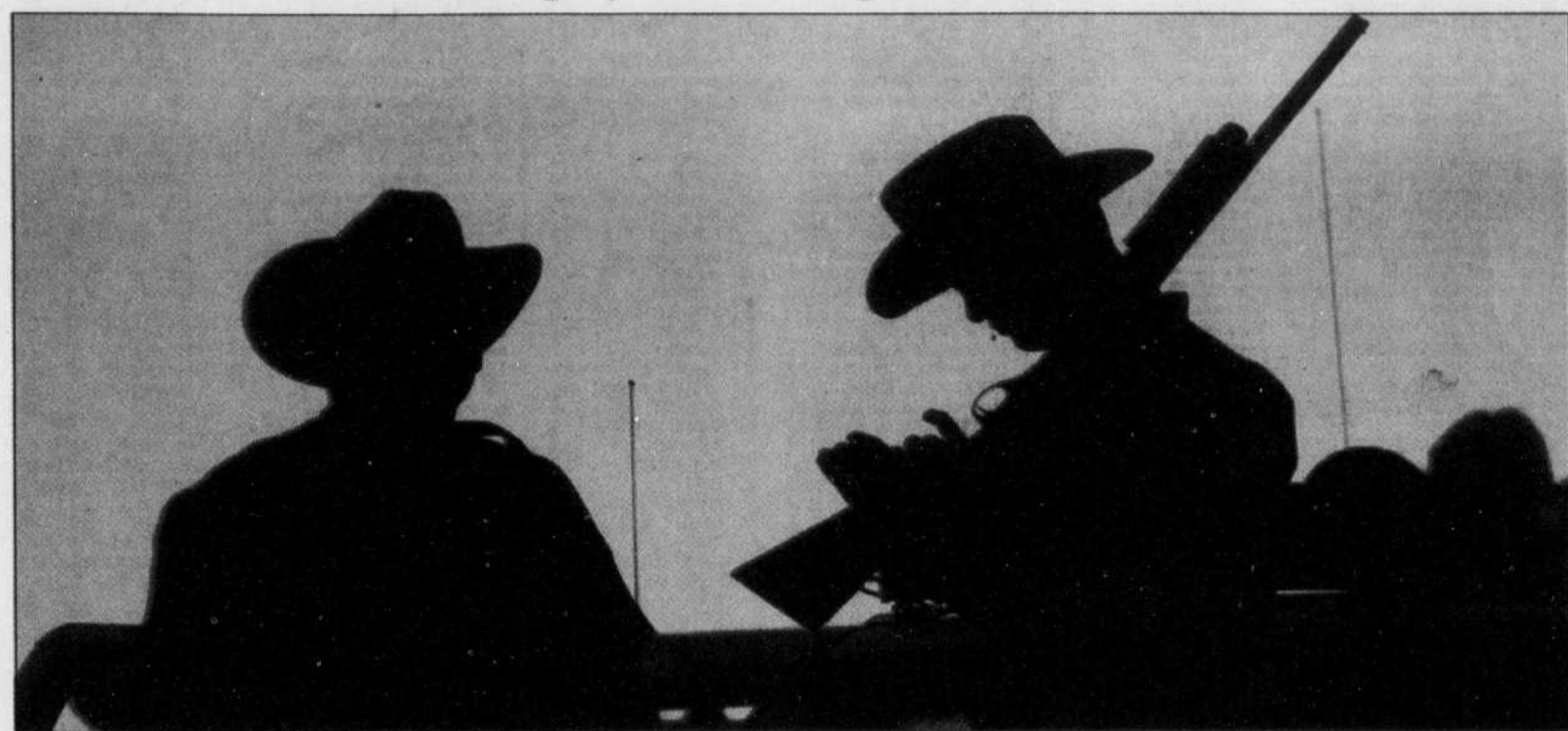
Page C 1

VOL. XCI N° 246

LES SAMEDI 28 ET DIMANCHE 29 OCTOBRE 2000

1,95\$ + TAXES = 2,25\$

Au pays de George W. Bush



ERIC DRAGER ASSOCIATED PRESS

À la tombée du jour, deux policiers texans montent la garde près de la frontière à la recherche d'un groupe de sécessionnistes. Brandissant fièrement leurs fusils, ces patrouilleurs incarnent une culture des armes à feu typiquement texane.

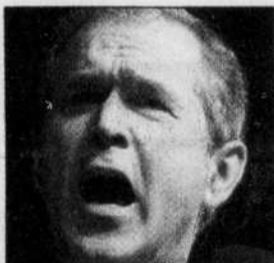
Tous des rednecks, ces Texans ?

Le Devoir entreprend aujourd'hui la publication d'une série d'articles sur les élections américaines. D'entrée de jeu, Guy Taillefer jette un regard sur la campagne à partir du lointain Texas. Louise Leduc a de son côté visité le Vermont pour y saisir l'air du temps. Quant à Serge Truffaut, il abordera de grands enjeux de la course à la présidence.

GUY TAILLEFER
LE DEVOIR

Premier d'une série de trois textes

Dallas et San Antonio, Texas — Vous avez des préjugés à l'endroit des Texans? Pas facile de les infirmer. Le mardi 3 octobre dernier, à la pizzeria Mr. Gatti's, dans un quartier bien mis de San Antonio, une cinquantaine de militants républicains regardaient le premier de trois débats télé-



George W. Bush

sés entre Al Gore et George W. Bush. Le candidat démocrate, bien entendu, est condamné d'avance: «Il ne parle jamais de réductions de taxes que pour ceux qui gagnent moins de 20 000 \$ par année», hurle une dame. Quand il répète que les remboursements fiscaux promis par son adversaire bénéficieront avant tout aux contribuables les mieux nantis, une autre, n'y tenant plus, lâche un: «Mais c'est nous qui les avons payées, ces taxes!» Que détestent-ils donc tant chez les démocrates?

Une bête politique est une bête sauvage

Le Texas, terre du Lone Star, c'est le cœur battant du conservatisme américain. Ici, dans l'État le plus grand après l'Alaska et le deuxième en importance pour sa population devant celui de New York, tout est vraiment très big. Et tout tire à droite. Huit ans de clintonisme plus tard, voici que Bush a des chances de rendre aux républicains la Maison-Blanche aux élections du 7 novembre prochain. En ce soir du 3 octobre, chez Mr. Gatti's, chaque fois que Bush ouvre la bouche, c'est donc comme si c'était parole d'Évangile. Pas étonnant: le Texas, disent les sondages, est depuis longtemps acquis aux républicains. «Le Texas n'est pas du tout un terrain de bataille, il n'y a pas eu de campagne ici», affirme Mark Edgar, responsable des pages politiques au Dallas Morning News.

Pas de publicité électorale ni à la télé ni dans les journaux. Ou si peu. Ça se voit dans les rues, les décorations de l'Halloween l'emportent facilement sur les affiches partisanes. «Le Parti démocrate est dans un état pathétique», constate le politologue Larry Hufford.

VOIR PAGE A 14: TEXANS

LES ACTUALITÉS

Un palmarès controversé des écoles

Le voilà enfin, ce fameux palmarès qui a fait frémir le milieu scolaire en même temps qu'il piquait furieusement la curiosité des parents. Nous en publions les résultats et reprenons l'essence de l'étude qui a donné lieu au classement. Alors que le ministre de l'Éducation réagissait en contestant

la validité d'un tel classement, donnant le ton à l'ensemble des réactions du milieu scolaire, les parents se réjouissent d'avoir accès à de telles données.

■ À lire en pages A 2 et A 3

Les médecins veulent une société d'État de la santé

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Le Collège des médecins du Québec propose que tous les budgets de la santé soient gérés par une société d'État et non par des élus, dont les décisions fluctuent au gré des aléas politiques et des campagnes électorales.

Voilà en substance ce qu'a défendu avec éclat le président de la corporation professionnelle des médecins, le D^r Yves Lamontagne, lors de la dernière journée des consultations nationales amorcées il y a un mois par la commission Clair sur la santé et les services sociaux. «Il est temps qu'on sorte la politique de la santé car, les politiciens étant ce qu'ils sont,

ils ont besoin de gagner leurs élections aux quatre ans, et on assiste parfois à un saupoudrage de choses qui ne devraient pas être faites comme ça. Avec une société d'État, on sort la politique de la santé», a-t-il soutenu lors d'un point de presse après la présentation du mémoire du Collège.

Devant les commissaires, le D^r Lamontagne a donné en exemple le cas d'une unité de traumatologie, ouverte dans un hôpital en Gaspésie, et d'un scanner, installé de 50 à 100 kilomètres plus loin, dans le comté voisin. «Ça n'a pas d'allure sur le plan médical, mais politiquement, vous avez un scan dans un comté et une unité dans l'autre», a-t-il dénoncé.

VOIR PAGE A 14: MÉDECINS

Missions économiques ou guerres politiques ?

FRANÇOIS CARDINAL
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Deux missions économiques, deux ordres de gouvernement, deux signatures officielles, un seul contrat. Lors de leurs visites différées au Maroc il y a quelques semaines, Québec et Ottawa sont revenus les poches pleines de contrats. Mais une simple comparaison des résultats des deux missions économiques révèle qu'au moins un contrat revendu par le fédéral avait en fait été signé par le Québec quelques semaines auparavant.

VOIR PAGE A 14: MISSIONS

INDEX

7 83131 00069 6	Announces..... B 11	Fonds..... B 8
	Avis publics.. B 4	Idées..... A 13
	Bourse..... B 10	Monde..... A 10
	Carrières..... B 6	Mots croisés B 11
	Économie..... B 1	Météo..... B 11
	Éditorial..... A 12	Plaisirs..... B 14
	Élections..... A 7	Sports..... B 13

Intentions de vote au Québec

Bloc et PLC à égalité

JEAN-ROBERT SANSFAÇON
LE DEVOIR

Si la tendance se maintient, comme le veut l'expression consacrée, bloquistes et libéraux se partageront à peu près également le vote de 86 % des électeurs du Québec le soir du 27 novembre prochain, ne laissant que les restes aux tiers partis.

C'est du moins la première conclusion du sondage Le Devoir-CKAC mené par la firme Sondagem entre le 15 et le 26 octobre, qui place le Bloc et le Parti libéral à égalité dans les intentions de vote des Québécois.

VOIR PAGE A 14: ÉGALITÉ

■ Autres informations en page A 8

Enquête Sondagem Le Devoir - CKAC

S'il y avait des élections fédérales aujourd'hui, pour quel parti politique voteriez-vous?

Parti libéral du Canada	43,1 %
Bloc québécois	42,8 %
Alliance canadienne	5,9 %
Parti conservateur	4,2 %
Nouveau Parti démocratique	3,4 %

Après répartition des indécis
1008 répondants au Québec — Marge d'erreur: 3,1%, 19 fois sur 20



La bataille du Québec

Les bloquistes redoutent l'indifférence des électeurs et craignent que le vote qui leur est sympathique ne s'exprime pas. Les libéraux appréhendent plutôt la division du vote souverainiste. Une quinzaine de circonscriptions sont à surveiller.

La chronique de Manon Cornellier

Stockwell Day a fait un parti osé: celui de s'en prendre au bilan de ses adversaires plutôt qu'à leurs personnalités. Mais quand la vertu ne paie pas en politique...

Douze jeunes candidats bloquistes appuient Duceppe

Une douzaine de jeunes candidats du Bloc québécois soutiennent Gilles Duceppe dans l'affaire qui ébranle le parti dans Chicoutimi-Le Fjord, où le chef a imposé son candidat, Noël Tremblay.

Le bilan économique des libéraux

Après sept ans de gouvernement libéral à Ottawa, tous les indicateurs économiques, à l'exception du dollar, sont au beau fixe. Le premier ministre Jean Chrétien et son ministre des Finances, Paul Martin, peuvent s'en féliciter mais ne doivent pas oublier de remercier les conservateurs, qui avaient mis en place les réformes nécessaires à l'assainissement des finances publiques.

■ À lire en pages A 6, A 7, A 8, A 9, A 12 et B 1

MAGAZINE CULTUREL DIMANCHE 17h
ICI RADIO-CANADA

LES ACTUALITÉS

Le palmarès des écoles secondaires du Québec

Voici le palmarès des 474 écoles secondaires du Québec, produit par des chercheurs de l'Institut Fraser (Peter Cowley) et de l'ENAP (Richard Marceau) et commandité par l'Institut économique de Montréal. Cette

étude donne une cote sur 10 à chacun des établissements. Les résultats eux-mêmes comptent pour 50 % de la «note», le pourcentage d'échecs à ces mêmes épreuves, pour 30 %, la surestimation des notes par

l'école, pour 10 % (l'écart entre la note du ministère et la note moyenne donnée par l'école), et la différence entre les garçons et les filles complète le tout avec une tranche finale de 10 %.

Rang	Nom de l'établissement	Ville	Cote 1998-99	Rang	Nom de l'établissement	Ville	Cote 1998-99	Rang	Nom de l'établissement	Ville	Cote 1998-99
1	ÉCOLE D'ÉDUCATION INTERNATIONALE	SAINTE-HUBERT	10,0	120	SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES	TROIS-RIVIÈRES	7,3	237	POLYVALENTE DE NORMANDIN	NORMANDIN	6,2
1	COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF	MONTRÉAL	10,0	120	ÉCOLE PIERRE-LAPORTE	MONT-ROYAL	7,3	237	ÉCOLE PIERRE-DE-LESTAGE	BERTHEVILLE	6,2
1	COLLÈGE REGINA ASSUMPTA	MONTRÉAL	10,0	120	COLLÈGE DE SAINTE-ANNE-DE-LA-POCATIÈRE	LA POCATIÈRE	7,3	237	ÉCOLE SECONDAIRE GRANDE-RIVIÈRE	AYLMER	6,2
1	ÉCOLE ECS	WESTMOUNT	10,0	120	ÉCOLE RIVIÈRE-DES-QUINZE	NOTRE-DAME-DU-NORD	7,3	237	ÉCOLE LE TREMPIN	MALARTIC	6,2
1	COLLÈGE JEAN-EUDES	MONTRÉAL	10,0	120	POLYVALENTE DE LÉVIS	LÉVIS	7,3	237	POLYVALENTE SAINT-DAMIEN	SAINTE-ANNE-DE-BUCKLAND	6,2
1	ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER	LA PRAIRIE	10,0	120	COLLÈGE NOTRE-DAME DES SERVITES	AYER'S CLIFF	7,3	237	POLYVALENTE HYACINTHE-DELORME	SAINTE-HYACINTHE	6,2
1	COLLÈGE DE MONTRÉAL	MONTRÉAL	10,0	120	COLLÈGE FRANÇAIS SECONDAIRE MONTRÉAL	MONTRÉAL	7,3	237	POLYVALENTE BENOÎT-VACHON	SAINTE-MARIE	6,2
1	ÉCOLE SECONDAIRE KENOGAMI	JONQUIÈRE	10,0	120	ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-MARC	SAINTE-MARIE-DES-CARRIÈRES	7,3	237	POLYVALENTE CHARLES-GRAVEL	CHICOUTIMI	6,2
9	COLLÈGE CHARLEMAGNE	PIERREFONDS	9,9	120	ÉCOLE SECONDAIRE SAINTE-URSULE	TROIS-RIVIÈRES	7,3	237	ÉCOLE PAUL-HUBERT	RIMOUSKI	6,2
10	COLLÈGE JEAN-DE-LA-MENNAIS	LA PRAIRIE	9,8	120	ÉCOLE SECONDAIRE RIVE-NORD	BOIS-DES-FILJON	7,3	237	POLYVALENTE DES QUATRE-VENTS	SAINTE-FÉLICIEN	6,2
10	TRAFALGAR SCHOOL FOR GIRLS	MONTRÉAL	9,8	130	COLLÈGE CHAMPAGNEUR	ÉCOLE THÉRÈSE-MARTIN	7,2	237	ÉCOLE DE LA RIVE	LAWALTRIE	6,2
10	THE STUDY	WESTMOUNT	9,8	130	COLLÈGE RIVIER	COATICOOK	7,2	251	COLLÈGE BOURGET	RIGAUD	6,1
10	ÉCOLE INTERNATIONALE DE MONTRÉAL	WESTMOUNT	9,8	130	COLLÈGE HÉRITAGE DE CHÂTEAUGUAY	CHÂTEAUGUAY	7,2	251	MACDONALD-CARTIER HIGH SCHOOL	SAINTE-HUBERT	6,1
14	ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-SACREMENT	TERREBONNE	9,7	130	ÉCOLE SECONDAIRE LA SEIGNEURIE	BEAUPORT	7,2	251	ÉCOLE SECONDAIRE LES COMPAGNONS-DE-CARTIER	SAINTE-FOY	6,1
15	PENSIONNAT DU SAINT-NOM-DE-MARIE	OUTREMONT	9,6	130	ÉCOLES-DORAS-MINVILLE	GRANDE-VALLÉE	7,2	251	ÉCOLE ÉMILE-LEGault	SAINTE-LAURENT	6,1
15	ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE (CAMPUS SAINTE-THÉRÈSE)	SAINTE-THÉRÈSE	9,6	130	ÉCOLE DU SENTIER	ROCK FOREST	7,2	251	ÉCOLE MITCHELL-MONTCALM	SHERBROOKE	6,1
17	VILLA SAINTE-MARCELLE	WESTMOUNT	9,5	137	SÉMINAIRE DES PÈRES MARISTES	SILLERY	7,1	251	ÉCOLE MONSIEUR-LABRIE	HAVER-SAINTE-PIERRE	6,1
18	COLLÈGE SAINTE-HILAIRE	MONT-SAINTE-HILAIRE	9,4	137	ÉCOLE G.-THÉBERGE (FRANÇAIS)	TEMSCAMING	7,1	251	POLYVALENTE SAINT-PAUL	SAINTE-PAUL-DE-MONTMAYN	6,1
18	COLLÈGE D'URDORCHER SAINT-LAMBERT (PAVILLON D'URDORCHER)	SAINTE-LAMBERT	9,4	137	ÉCOLE JEAN-BAPTISTE-MEILLEUR	REPENTIGNY	7,1	251	ÉCOLE SECONDAIRE MONSIEUR-RICHARD	VERDUN	6,1
20	ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-JOSEPH DE HULL	HULL	9,3	137	ÉCOLE POLYVALENTE LA SAMARE	PLESSISVILLE	7,1	251	ROYAL VALLEY SCHOOL	MONTRÉAL	6,1
20	COLLÈGE SAINT-LOUIS	LACHINE	9,3	141	ÉCOLE LE PRÉLUDE	MASCOUCHE	7,0	251	ÉCOLE DU TRANSCONTINENTAL	MATAPÉDIA	6,1
20	COLLÈGE MONT-SAINTE-ANNE	MONTRÉAL	9,3	141	ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-GEORGES	CHARLESBOURG	7,0	262	ÉCOLE FACE	PONÉNEGAMOOK	6,1
20	ÉCOLE JÉSUS-MARIE-DE-SILLERY	SILLERY	9,3	141	ÉCOLE JEAN-JACQUES-BERTRAND	FARNHAM	7,0	262	ÉCOLE SECONDAIRE LA FRONTALIÈRE	COATICOOK	6,0
20	COLLÈGE SAINT-ALEXANDRE	GATINEAU	9,3	141	POLYVALENTE DE CHARLESBOURG	MONTMAGNY	7,0	262	ÉCOLE SECONDAIRE PAMPHILE-LEMAY	SAINTE-CROIX	6,0
20	COLLÈGE CLARETAIN DE VICTORIAVILLE	VICTORIAVILLE	9,3	141	LACADÉMIE CENTENNALE (CAMPUS)	MONTRÉAL	7,0	262	POLYVALENTE LOUIS-SAINTE-LAURENT	EAST ANGLUS	6,0
26	COLLÈGE NOTRE-DAME DU SACRÉ-CŒUR	MONTRÉAL	9,2	141	ÉCOLE SAINTE-PIERRE-LES-SENTIERS	CHARLESBOURG	7,0	262	ÉCOLE SECONDAIRE OZIAS-LEDCU	SAINTE-HILAIRE	6,0
26	SÉMINAIRE DE LA TRÈS SAINTE-TRINITE	SAINTE-TRINITE	9,2	141	ÉCOLE MONT-DE-LA-SALLE	LAVEL (LAVEL-DES-RAPIDES)	7,0	262	ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-JEAN-BAPTISTE	LONGUEUIL	6,0
26	COLLÈGE DU SACRÉ-CŒUR	SHERBROOKE	9,2	141	ÉCOLE SECONDAIRE A.S. JOHNSON MEMORIAL	THETFORD MINES	7,0	262	ÉCOLE ROBERT-QUIMET	ACTON-VALE	6,0
26	ÉCOLE ARMÉNIENNE SOURP HAGOP	MONTRÉAL	9,2	141	ÉCOLE SAINT-LUC	MONTRÉAL	7,0	262	ÉCOLE L'ÉRABLIÈRE	SAINTE-FÉLIX-DE-VALOIS	6,0
26	HERZLIAH HIGH SCHOOL SNOWDON (SECTION ANGLAISE)	MONTRÉAL	9,2	141	ÉCOLE SECONDAIRE PAUL-LE-JEUNE	SAINTE-TITE	7,0	262	POLYVALENTE DE BLACK LAKE	BLACK-LAKE	6,0
31	COLLÈGE SAINTE-MARCELLE	MONTRÉAL	9,1	141	COLLÈGE FRANÇOIS-DE-LAPLACE	WATERVILLE	6,9	262	ÉCOLE DOLLARD-DES-ORMEAUX	SHANNON	6,0
31	ÉCOLE SACRÉ-CŒUR DE MONTRÉAL	MONTRÉAL	9,1	152	COLLÈGE MONT-ROYAL	LAVEL (SAINTE-ROSE)	6,9	273	POLYVALENTE JEAN-DOLBEAU	SAINTE-JUSTINE	5,9
31	COLLÈGE SAINT-MAURICE	SAINTE-HYACINTHE	9,1	152	ÉCOLE CURÉ-ANTOINE-LABELLE	BEAUPORT	6,9	273	ÉCOLE SECONDAIRE FRANÇOIS-BOURRIN	SAINTE-ANNE-DE-MONTRÉAL	5,9
31	LE PETIT SÉMINAIRE DE QUÉBEC	QUÉBEC	9,1	152	ÉCOLE SOPHIE-BARAT	MONTRÉAL	6,9	273	ÉCOLE SECONDAIRE MONT-BRUNO	SAINTE-ANNE-DE-MONTRÉAL	5,9
35	VILLA MARIA	MONTRÉAL	9,0	152	ÉCOLE SECONDAIRE FRANÇOIS-BOURRIN	BEAUPORT	6,9	273	ÉCOLE SECONDAIRE JEAN-PAUL II	BAIE-COMEAU	5,9
35	ÉCOLE SECONDAIRE MONT-SAINTE-ANNE	SAINTE-ANNE-DE-MONTRÉAL	9,0	152	ÉCOLE SECONDAIRE MONT-BRUNO	LAVEL	6,9	273	ÉCOLE SECONDAIRE DE LA-SALLE	TROIS-RIVIÈRES	5,9
35	ÉCOLE PASTEUR (PAVILLON KHALIL-GIBRAN)	MONTRÉAL	9,0	152	ÉCOLE ANTOINE-BROSSARD	BROSSARD	6,9	273	ÉCOLE SECONDAIRE QUEEN ELIZABETH	SEPT-ÎLES	5,9
38	COLLÈGE MARCELLE-MALLET	LÉVIS	8,9	152	ÉCOLE ANTOINE-CHAVIGNY	QUÉBEC	6,9	273	ÉCOLE POLYVALENTE DES ÎLES	L'ÉTANG-DU-NORD	5,9
38	COLLÈGE BEAUBOIS	PIERREFONDS	8,9	152	ÉCOLE SECONDAIRE CHAVIGNY	QUÉBEC	6,9	273	ÉCOLE POLYVALENTE DÉGELIS	DÉGELIS	5,9
38	JUVENAT NOTRE-DAME DU SAINT-LAURENT	SAINTE-ANNE-DE-MONTRÉAL	8,9	152	ÉCOLE ANTOINE-BERNARD	CARLETON	6,9	273	ÉCOLE SECONDAIRE POINTE-CLAIRE	POINTE-CLAIRE	5,9
41	ÉCOLE SECONDAIRE MARCELLIN-CHAMPAGNAT	IBERVILLE	8,8	152	ÉCOLE MONSIEUR-ÉLUCIDE-THÉBERGE	MARVILLE	6,9	273	ÉCOLE SECONDAIRE LES SEIGNEURIES	SAINTE-ANNE-DE-SOULÈS	5,9
41	ÉCOLE SÉLYN HOUSSÉ (CAMPUS 2)	LONGUEUIL	8,8	152	POLYVALENTE LE CARREFOUR	VAL-D'OR	6,9	273	PIERREFONDS COMPREHENSIVE HIGH SCHOOL	PIERREFONDS	5,9
41	COLLÈGE NOTRE-DAME DE L'URDES	LONGUEUIL	8,8	152	ÉCOLE POLYVALENTE DE CABANO	CABANO	6,9	273	ÉCOLE SECONDAIRE VALÉE-DES-LACS	MONTRÉAL	5,9
41	HERZLIAH HIGH SCHOOL DE SAINT-LAURENT	LONGUEUIL	8,8	152	ÉCOLE SECONDAIRE LESSELA	LOUISEVILLE	6,9	273	ÉCOLE SECONDAIRE PAUL-ARSENAL	SAINTE-ANNE-DE-VALOIS	5,9
41	ÉCOLE SECONDAIRE SAINTE-ANNE	ROSEMÈRE	8,8	152	ÉCOLE SECONDAIRE LESSELA	MURDOCHVILLE	6,9	273	ÉCOLE SECONDAIRE VALÉE-DES-LACS	SAINTE-ANNE-DE-VALOIS	5,9
41	ÉCOLE JÉSUS-MARIE DE BEAUCVILLE	BEAUCVILLE	8,8	152	BISHOP WHELAN SCHOOL	LACHINE	6,9	273	ÉCOLE SECONDAIRE VALÉE-DES-LACS	SAINTE-ANNE-DE-VALOIS	5,9
41	VINCENT MASSEY COLLEGIATE	MONTRÉAL	8,8	168	COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE (PAVILLON L'ACTUEL)	VILLE SAINTE-CATHERINE	6,8	287	ÉCOLE LA DAUVÉRIÈRE	MONTRÉAL	5,8
41	LOWER CANADA COLLEGE	MONTRÉAL	8,7	168	ÉCOLE LE SOMMET	CHARLESBOURG	6,8	287	POLYVALENTE DE MATANE	MATANE	5,8
41	ÉCOLE BETH JACOB (SECTION ANGLAISE)	OUTREMONT	8,7	168	ÉCOLE WILFRID-LÉGER	WATERLOO	6,8	287	POLYVALENTE BELANGER	SAINTE-ANNE-DE-MONTRÉAL	5,8
41	ÉCOLE LAURIER	MONTRÉAL	8,7	168	POLYVALENTE DES ABÉNAQUIS	SAINTE-PROSPER	6,8	287	ÉCOLE HONORÉ-MERCIER	LAVEL	5,8
41	ÉCOLE SECONDAIRE JEANNE-NORMANDIN	MONTRÉAL	8,7	168	ÉCOLE HORIZON-JEUNESSE	LAVEL	6,8	287	POLYVALENTE DE DISRAËLI	DISRAËLI	5,8
41	SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS	SAINTE-ANNE-DE-MONTRÉAL	8,7	168	ÉCOLE DE LA BAIE-SAINTE-FRANÇOIS	SAUBERRY-DE-VALLEYFIELD	6,8	287	ÉCOLE SAINTE-MARIE	PRINCÉVILLE	5,8
41	SÉMINAIRE DU SACRÉ-CŒUR	POINTE-AU-CHÊNE	8,7	168	ÉCOLE ACADÉMIE LES ESTACADES	CAP-DE-LA-MAGDELENE	6,8	287	ÉCOLE SAINT-HENRI	MONTRÉAL	5,8
41	COLLÈGE NOTRE-DAME-DE-L'ASSOMPTION	NIQUELLET	8,7	168	ÉCOLE POLYVALENTE LE BOISÉ	VICTORIAVILLE	6,8	287	ÉCOLE LE MISTRAL	MONTRÉAL	5,8
41	COLLÈGE DE L'ASSOMPTION	L'ASSOMPTION	8,6	168	ÉCOLE SECONDAIRE JEAN XXIII	DORVAL	6,8	287	ÉCOLE GABRIEL-LE-COURTOIS	MONTRÉAL	5,8
41	COLLÈGE LAVAL	LAVEL	8,6	168	ST. THOMAS HIGH SCHOOL	POINTE-CLAIRE	6,8	287	ÉCOLE MARGUERITE-DE-LAJEMMERAIS	SAINTE-ANNE-DE-MONTRÉAL	5,8
41	COLLÈGE DE LÉVIS	LÉVIS	8,6	168	ÉCOLE SECONDAIRE DES ÉTCHÉMINIS	CHARBY	6,8	287	ÉCOLE LÉOPOLD-GRAVEL	GATINEAU	5,7
41	SÉMINAIRE DE SHERBROOKE	SHERBROOKE	8,6	168	ÉCOLE SECONDAIRE VAL-MAJURIE	SHAWINIGAN-SUD	6,8	287	POLYVALENTE DE L'ÉRABLIÈRE	GATINEAU	5,7
41	COLLÈGE MONT NOTRE-DAME DE SHERBROOKE	SHERBROOKE	8,6	168	RICHMOND REGIONAL HIGH SCHOOL	RICHMOND	6,7	287	ÉCOLE SECONDAIRE D'ARCY MCGEE	WINDSOR	6,7
41	COLLÈGE ANTOINE-GIROUARD	SAINTE-HYACINTHE	8,6	168	ÉCOLE LE THOUZELIN ET LA SOURCE	RIMOUSKI	6,7	287	ÉCOLE SECONDAIRE DES PATRIOTES-DE-BEAUHARNOIS	BEAUHARNOIS	5,7
41	COLLÈGE DE L'OUËST DE L'ÎLE	DOLLARD-DES-ORMEAUX	8,6	168	ÉCOLE DE LA CLAIRIE-L'HEUREUX-DUBÉ	DOLLARD-DES-ORMEAUX	6,7	287	BEACONSFIELD HIGH SCHOOL	BEACONSFIELD	5,7
41	ÉCOLE SAINT-PATRICK	TROIS-RIVIÈRES	8,6	168	ÉCOLE RENAISSANCE	SAINTE-ANNE-DE-MONTRÉAL	6,7	287	ÉCOLE SECONDAIRE BERNARD-GARIEPY	TRACY	5,7
41	COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER	QUÉBEC	8,5	168	POLYVALENTE L'ESCALE	ASBESTOS	6,7	287	ROSEMÈRE HIGH SCHOOL	ROSEMÈRE	5,7
41	ACADÉMIE MICHÈLE-FROVOT	MONTRÉAL	8,5	168	ÉCOLE SECONDAIRE LA RENCONTRE	SAINTE-ANNE-DE-MONTRÉAL	6,7	287	ÉCOLE FÉLIX-LECLERC	MONTRÉAL	5,7
41	JOLLETTE HIGH SCHOOL	JOLLETTE	8,5	168	ÉCOLE SECONDAIRE LA CONCORDE	SENNETERRE	6,7	287	ÉCOLE SECONDAIRE BOM-PASTEUR	LISLET-SUR-MER	5,7
41	SÉMINAIRE SAINTE-MARIE	SHAWINIGAN	8,4	168	ÉCOLE ANDRÉ-LAURENDEAU	SAINTE-HUBERT	6,7	287	POLYVALENTE DEUX-MONTAGNES	DELUX-MONTAGNES	5,6
41	COLLÈGE SAINTE-ANNE DE LACHINE	LACHINE	8,4	168	ÉCOLE ÉDOUARD-MONTPEIT	MONTRÉAL	6,7	287	ÉCOLE SECONDAIRE CHAMOINE-BEAUDET	SAINTE-PASCAL	5,6
41	COLLÈGE SAINT-JEAN-VIANNEY	GRANBY	8,4	168	ÉCOLE SECONDAIRE DE BROMPTONVILLE	BROMPTONVILLE	6,6	287	CITÉ ÉTUDIANT DE LA HAUTE-GATINEAU	HULL	5,6
41	ÉCOLE PRÉSENTATION DE MARIE	CÔTE SAINT-LUC	8,3	168	ÉCOLE D'IBERVILLE	ROLYN-NORANDA	6,6	287	PENSIONNAT DES URSLINES DE STANSTEAD	STANSTEAD	5,6
41	BIALIK HIGH SCHOOL	MONTRÉAL-OUEST	8,3	190	STE-AGATHE ACADEMY	SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	6,6	287	POLYVALENTE SAINT-FRANÇOIS	HULL	5,6
41	ROYAL WEST ACADEMY	OUTREMONT	8,2	190	ÉCOLE POLYVALENTE SAINT-JÉRÔME	SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	6,6	287	ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-PAUL	VAL-D'OR	5,6
41	ÉCOLE COMMUN BELZ (CAMPUS 1, FILLES, SEC. ANGLAISE)	GRANBY	8,2	190	ÉCOLE CITE ÉTUDIANT	ROBERVAL	6,6	287	ÉCOLE DE PHARE	QUÉBEC	5,6
41	COLLÈGE MONT SACRÉ-CŒUR DE GRANBY	MONTRÉAL	8,2	190	ÉCOLE GEORGES-VANIER	MONTRÉAL	6,6	287	ÉCOLE JEAN-DE-BRÉBEUF	QUÉBEC	5,6
41	LOYOLA HIGH SCHOOL	TROIS-RIVIÈRES	8,2	190	ÉCOLE SECONDAIRE MONIQUE-PROULX	WARWICK	6,6	287	ÉCOLE SECONDAIRE DE MORTAGNE	BOUCHERVILLE	5,6
41	COLLÈGE MARIE-DE-L'INCARNATION	GREENFIELD PARK	8,2	190	ÉCOLE DES CHUTES	RAWDON	6,6	287	ÉCOLE SECONDAIRE DE MORTAGNE	BOUCHERVILLE	5,6
41	ÉCOLE SAINT-EDMOND	MONTRÉAL	8,2	190	ACADÉMIE KELLS (ENSEIGNEMENT ORDINAIRE)	MONTRÉAL	6,6	287	ÉCOLE PAUL-GÉRIN-LAJOLIE	OUTREMONT	5,6
41	ACADÉMIE BETH RIVKHA POUR FILLES	QUÉBEC	8,2	199	ÉCOLE SECONDAIRE DU VERBE DIVIN	GRANBY	6,5	287	ÉCOLE PAUL-GÉRIN-LAJOLIE	OUTREMONT	5,6
41	ACADÉMIE SAINT-LOUIS (FILLES)	QUÉBEC	8,2	199	ÉCOLE POLYVALENTE SAINT-JOSEPH	MONT-LAURIER	6,5	287	ÉCOLE MANIKOUTAI	SEPT-ÎLES	5,6
41	ACADÉMIE ANTOINE-MANSEAU	JOLLETTE	8,1	199	FINE ARTS CORE EDUCATION SCHOOL (F.A.C.)	MONTRÉAL	6,5	287	ÉCOLE JEANNE-MANCE	MONTRÉAL	5,6
41	QUEEN OF ANGELS ACADEMY	DORVAL	8,1	199	ÉCOLE SECONDAIRE DU PLATEAU	LA BAIE	6,5	287	ÉCOLE SECONDAIRE SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	BEAUPORT	5,6
41	COLLÈGE ESTHER-BLONDIN	SAINTE-ANNE-DE-MONTRÉAL	8,1	199	ÉCOLE SECONDAIRE JEAN-NICOLET	LAVEL (CHOMÉDEY)	6,5	287	ÉCOLE SECONDAIRE MARIE-VICTORIN	MONTRÉAL-NORD	5,6
41	LE LYCÉE DU SAGUENAY	CHICOUTIMI	8,1	199	ÉCOLE SECONDAIRE VAUDREUIL	AMQUI	6,5				

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

liberté



Cette photo que je n'ai pas faite

Le trafic de la drogue en Afghanistan
NUITS AFGHANES
 Roman
 Yves Potvin
 EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE
 www.varia.com

Bulletin des écoles secondaires du Québec

Le privé réussit à son examen

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 LE DEVOIR

Résumé par l'ensemble du milieu scolaire dès sa publication, très recherché au contraire par les parents, le *Bulletin des écoles secondaires du Québec* confère le haut du pavé aux écoles privées et aux écoles publiques qui pratiquent la sélection des élèves ou offrent une option particulière ou enrichie.

Les 476 écoles secondaires québécoises sont ainsi répertoriées, de la «meilleure» à la «pire», à partir d'un calcul qui tient principalement compte des taux de réussite aux épreuves uniques imposés par le ministère de l'Éducation en 4^e et 5^e secondaires.

«Avec ce bulletin, on veut répondre aux questions que se posent les parents au moment de choisir une école», nous expliquait-il y a quelque temps l'un des chercheurs associés à cette recherche, Richard Marceau, de l'École nationale d'administration publique (ENAP). «Les données existent; la preuve, c'est que nous y avons eu accès, mais elles ne sont pas accessibles aux parents.»

S'étonnera-t-on d'apprendre que des 50 meilleures écoles, 43 sont privées? Et que sur les 100 premières, 86 appartiennent au régime privé? Même si c'est une école publique qui remporte la palme (l'École d'éducation internationale de Saint-Hubert), elle pratique la sélection de la même manière que les écoles privées le font.

Tendances

Parmi les tendances observées, les écoles de langue anglaise semblent moins bien se classer que leurs comparses de langue française tandis que les écoles de petite taille paraissent profiter de leur nombre modeste d'élèves. En fin de classement se retrouvent principalement des écoles en milieu défavorisé et des écoles qui accueillent des clientèles particulières comme les racrocheurs, une triste posture au sujet de laquelle s'insurgent le ministère et les commissions scolaires, qui trouvent injuste ce décalage en comparaison avec l'énergie investie par ces écoles.

À partir d'un cumul de pourcentages accordés à diverses variables, l'étude — produite par des chercheurs de l'Institut Fraser (Peter Cowley) et de l'ENAP (Richard Marceau) et commanditée par l'Institut économique de Montréal — donne une cote sur 10 à chacun des établissements. Les résultats eux-mêmes comptent pour 50 % de la «note», le pourcentage d'échecs à ces mêmes épreuves, pour 30 %, la surestimation des notes par l'école, pour 10 % (l'écart entre la note du ministère et la note moyenne donnée par l'école), et la différence entre les garçons et les filles complète le tout avec une tranche finale de 10 %. «On se centre vraiment sur les résultats, sur des données quantitatives, pour effectuer notre bulletin», explique Richard Marceau.

Si l'un des reproches majeurs

faits à l'étude concerne le mélange indifférencié des écoles privées avec les écoles publiques, les chercheurs rétorquent que les données utilisées sont comparables dans la mesure où ils utilisent les résultats «bruts» aux épreuves uniques, sans égard à la sélection des élèves effectuée au point de départ.

«Malheureusement, la sélection effectuée dans les écoles n'est pas documentée», explique Richard Marceau, pour qui ce bulletin n'est que le point de départ d'une analyse de données qui pourrait s'enrichir au fil des enquêtes. «Mais il est clair que le phénomène de sélection pourrait nous en dire davantage sur les données que nous avons colligées.»

Deux points de moins

L'analyse des données effectuée par le magazine *L'actualité*, dans lequel le palmarès a été publié, révèle en outre que si les écoles privées obtiennent 7,8 de moyenne, les écoles publiques ré-

coltent une moyenne inférieure de deux points, soit 5,9.

Pour expliquer ces écarts, les chercheurs avancent trois variables: le «leadership» assumé par l'école (très lié à l'autonomie dont elle dispose), l'équipe d'enseignants et l'organisation dont bénéficie l'établissement. Outre l'effet de sélection, des données manquent toutefois à l'appel, tels les taux de diplomation (ou de décrochage), qui n'étaient pas disponibles au ministère pour le secteur privé et qu'on n'a donc pas pu inclure au calcul, de peur de fausser les données. «Si nous les recevons, nous les ajouterons au bulletin, ce qui pourrait changer le portrait dans certains cas», explique Richard Marceau.

Les données sur lesquelles les chercheurs se sont basés pour faire leurs calculs sont quantifiables et contribuent à hauteur de 40 % au succès scolaire. Ceci signifie qu'il existe 60 % de données in-

quantifiables, mais non moins importantes, que cette étude ne parvient pas à mettre en lumière, qui jouent également un rôle dans les facteurs de réussite.

«Ce qui va être difficile à accepter pour beaucoup des écoles classées, c'est le fait qu'on n'ait pas fait de classement par sous-catégories», nous expliquait Richard Marceau quelque temps avant la publication de l'étude. «Soit que ça en fera une référence, soit que, pour d'autres, ça jettera un peu de discrédit sur la démarche.»

Outre le classement, détaillé de 1 à 476, le bulletin brosse le portrait de chaque école, donnant le nombre d'élèves qui la fréquentent, le revenu familial moyen, les taux de diplomation ainsi que son rang provincial et régional à la fois pour l'année 1998-99 et de 1995 à 1999. On peut consulter l'ensemble de ce palmarès sur le site de l'Institut économique de Montréal, à l'adresse www.iedm.org.

Une note de zéro du milieu

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 LE DEVOIR

Pendant que les parents réclament à grands cris le droit à l'évaluation des établissements, le milieu scolaire entier, le ministre de l'Éducation en tête, remet en question la validité du *Bulletin des écoles secondaires*, n'y voyant qu'un exercice «démobilisateur» qui rapproche des éléments non comparables.

Jugeant l'étude «inappropriée et dangereuse», le ministre de l'Éducation, François Legault, a précisé hier qu'il n'était «pas pour les palmarès». «Je ne suis pas un adepte des palmarès, mais je suis un adepte de la réussite, c'est différent», a-t-il précisé, appelé à différencier un palmarès comme celui rendu public hier et le *Cédérom La Réussite scolaire au Québec* — produit par le ministère —, lequel contenait une liste des écoles dites à risque au Québec.

Si le ministre admet que ce *Cédérom* a entraîné lui aussi son lot de reproches, notamment en raison d'un manque apparent de nuances, il affirme que son intention première n'était pas le classement des meilleurs et des pires, mais plutôt la «circulation de l'information en vue de la préparation des plans de réussite».

M. Legault dénonce la méthode employée par les chercheurs de l'Institut Fraser et de l'ENAP, principalement parce qu'ils ne se basent que sur les taux de réussite aux épreuves uniques en omettant des données tel le taux de décrochage. «Un palmarès comme celui-là vient presque encourager les écoles à se débarrasser des élèves plus faibles avant le secondaire 4 ou 5 pour obtenir les meilleurs résultats possibles aux épreuves de 4 et 5», explique le ministre.

«Inutile»

Son de cloche similaire à la Fédération des commissions scolaires du Québec, où le président, André Caron, juge le bulletin «inutile». «Comparer le privé aux écoles publiques, c'est une comparaison qui est plus que boiteuse, elle est douteuse», explique-t-il.

Pourtant, les commissions scolaires ont elles-mêmes expédié aux écoles l'ensemble des données proposées par le ministère de l'Éducation pour bâtir les plans de réussite, certaines de ces données se comparant à celles des écoles issues de milieux comparables. «On n'a pas besoin de palmarès pour savoir que les écoles privées ont des meilleures notes que le public!», dit André Caron.

À l'UQAM, le professeur Louise Gaudreau, qui s'intéresse à la question de l'évaluation, croit qu'il faut prendre ce type de palmarès avec des pincettes, principalement s'il prend surtout en considération les résultats des élèves. «C'est la note des élèves qu'on nous donne, pas celle des écoles», explique-t-elle, précisant que le palmarès donne la cote aux écoles qui effectuent une sélection de leurs élèves.

«Ce type de palmarès, ce n'est pas une question d'être vrai ou faux, c'est que ça ne dévoile jamais totalement les données qu'on recherche», ajoute le professeur. En prenant un autre axe, on aurait d'ailleurs pu donner la meilleure

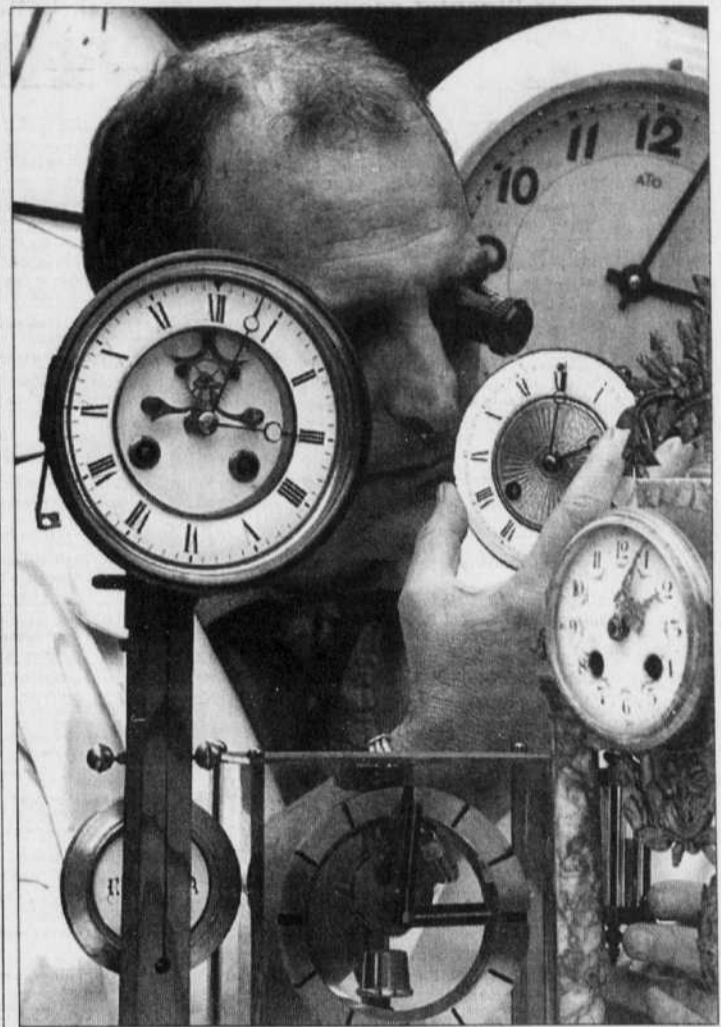
note aux écoles qui abritent les jeunes plus vulnérables. «Pour moi, les gagnants, ce pourrait justement être les écoles qui contiennent les plus faibles», précise-t-elle, montrant du doigt la considération «éthique» autour de la publication de telles données, particulièrement dévastatrices pour les écoles les moins bien classées.

«Dans la réforme du curriculum, le point le plus flou, c'est l'évaluation», explique Gary Stronach, président de la Fédération des comités de parents du Québec. Et tout à coup, lorsque quelqu'un sur le terrain fait l'évaluation des écoles et nous donne des informations que nous n'avons pas, ça ne fonctionne plus. Quelle incohérence!»

La Fédération des parents compte d'ailleurs transmettre le palmarès à l'ensemble des membres de son conseil d'administration, même si elle croit que cette liste ne doit pas être considérée comme une «bible» mais plutôt comme un outil «qui au moins nous dit quelque chose sur nos écoles».

Les enseignants dénoncent quant à eux «l'orthodoxie idéologique de droite» camouflée sous «une prétendue rigueur scientifique». La Centrale des syndicats du Québec remet en question la validité du classement, qui évalue côte à côte des écoles qui sélectionnent leurs élèves et des écoles défavorisées ou pour racrocheurs.

Changez d'heure!



REUTERS

À DEUX HEURES précises, cette nuit, nous revenons à l'heure normale de l'Est. Il nous faut donc reculer l'heure de nos montres, réveils et horloges (et, oui, nous gagnons ainsi une heure de sommeil). L'heure avancée fut décrétée par le gouvernement fédéral en 1918 pendant la Première Guerre mondiale. En bénéficiant d'une heure d'ensoleillement supplémentaire en fin de journée, on pouvait ainsi économiser l'électricité servant au fonctionnement des appareils dans les usines de fabrication d'armes et de munitions. Cette pratique fut abolie après le conflit, en 1919, pour être réinstaurée 20 ans plus tard, au cours de la Deuxième Guerre mondiale (1939-45). La décision d'opter ou non pour l'heure avancée est toujours laissée à la discrétion de chaque province.

UN DÉFI DE TAILLE
 CAHIER DE L'ÉLÈVE
 2^e ÉDITION
 L'ÉVALUATION
 L'ÉVALUATION

Martial BOUCHER

Un défi de taille
 5^e secondaire

Enseignement moral.

Cahier 288 pages — 16,50 \$ Guide 402 pages — 45,50 \$

LIDEC inc.
 (514) 843-9991

En vente dans toutes les librairies

Tilley Endurables est fier de présenter
S.A.R.
le prince Jacques de France,
 duc d'Orléans
 Journaliste-photographe renommé et grand voyageur, le prince Jacques sera à notre magasin de Montréal

le mardi 31 octobre
 de 15 h 30 à 17 h 30
 pour le lancement, au Canada, de son plus récent livre, *Les chasses des Princes d'Orléans*.
 Le prince Jacques sera heureux d'autographier votre exemplaire de son livre disponible en magasin.

Tilley Endurables
 1050, av. Laurier O. Montréal
 (514) 272-7791

Jacques Lacoursière
 Jean Provencher
 Denis Vaugeois
Canada - Québec
 1534-2000

CANADA - QUÉBEC
 1534-2000

29,95 \$ (Éd. régulière, prix de lancement)
 49,95 \$ (Éd. de luxe)

Tout (ou presque) ce que vous voulez savoir sur l'histoire du Québec ou du Canada; ce qu'on ne vous a pas enseigné ou que vous avez oublié.

SEPTENTRION
 www.septentrion.qc.ca

Dans le cadre du retour à l'heure normale de l'Est nous vous suggérons de

DETRUIRE LE FUTUR AVANT DE LE SUBIR

★

ONE HOUR LESS OF OPPRESSION

POUR UNE LEVITATION DU TEMPS

INTERNATIONALE VIROLOGIE NUMISMATIQUE - VORTEX FACTION

MONTRÉAL

TAPIS

TAPIS DECOR PLUS
 Claude Bouchard

3 POUR 1*

1. TAPIS 1ère Qualité
 2. SOUS-TAPIS Gratuit
 3. INSTALLATION Gratuite

12 mois sans intérêts*

SPÉCIAL INVENTAIRE
 TAPIS commercial \$0,59 p.c.
 TAPIS berbere \$1,49 p.c.
 TAPIS peluche \$1,49 p.c.
 TAPIS sisal \$2,49 p.c.
 PRELART sans cirage \$1,79 p.c.

JUSQU'À 65% DE RABAIS

TAPIS
 CARPETTES
 PRELARTS
 BOIS STRATIÉ
 RIDEAUX
 DOUILLETES
 COUVRE-LITS

1875, Panama, Brossard
 (450) 923-1234 (1 rue au sud de Taschereau, à l'est du pont Champlain)
3645, boul. St-Joseph Est, Montréal
 729-0891 (entre St-Michel et Pie IX)

Cyclistes!

À compter du mercredi 1^{er} novembre, les supports à vélos marqués d'un P seront retirés des trottoirs de la ville pour la saison hivernale.

Évitez de les utiliser à partir du mardi 31 octobre : les vélos qui y demeureront accrochés seront transportés à la fourrière municipale.

1^{er} NOVEMBRE

MONTRÉAL

• LES ACTUALITÉS •

Maladie
de Creutzfeld-Jakob

Des cas en Louisiane

ASSOCIATED PRESS

La Nouvelle-Orléans — Un patient décédé dans un hôpital de La Nouvelle-Orléans après une opération au cerveau était en fait atteint de la rarissime maladie de Creutzfeld-Jakob (MCJ), et d'autres patients pourraient avoir été contaminés par des instruments insuffisamment nettoyés, ont annoncé des responsables de cet hôpital.

L'hôpital universitaire de Tulane a détruit ces instruments dès que la maladie du patient a été connue, a précisé le docteur Alan Miller, vice-président de Tulane.

Ce patient avait été admis en mars et la maladie diagnostiquée au cours de son autopsie en mai, rapportait hier le *Wall Street Journal*.

Opérations au cerveau

Les autres malades ont tous subi des opérations au cerveau, avec des instruments nettoyés selon les procédés habituels de stérilisation, sans aucun traitement exceptionnel. Huit patients sont actuellement traités, ajoute l'université, sans plus de précisions.

La maladie de Creutzfeld-Jakob (MCJ), maladie dégénérative, frappe quelque 6000 personnes par an. Les responsables de l'université n'ont pas précisé si le premier patient était atteint de la forme de MCJ qui serait liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, ou «maladie de la vache folle»).

La Fondation MCJ va ouvrir une enquête dans cet hôpital, ainsi que les services de santé publique américains.

En Grande-Bretagne, à la suite d'un rapport accablant sur la gestion par Londres de la crise de la «vache folle», le gouvernement vient de décider de créer un fonds spécial de compensation pour les victimes de la maladie de Creutzfeld-Jakob. Quelque 80 personnes en sont mortes au Royaume-Uni.

Émissions polluantes

Le ministre Anderson n'est pas contre l'idée de serrer la vis aux motos

LE DEVOIR

Le ministre fédéral de l'Environnement, David Anderson, a déclaré hier qu'*il n'y a aucune raison pour que les motos ne respectent pas au moins les normes d'émissions des voitures, qui ont souvent des moteurs beaucoup plus gros.*

De son côté de la Colombie-Britannique où il mène fort activement campagne, le ministre Anderson réagissait ainsi à la série d'articles récents du *Devoir* sur les motos et engins récréatifs à titre de nouveau responsable législatif des émissions de ces véhicules. Jusqu'à tout récemment, les émissions des véhicules automobiles ou récréatifs étaient réglementées par Transports Canada. Mais la série d'amendements apportés au printemps par le Parlement à la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE) a transféré cette responsabilité au ministre fédéral responsable de cette loi.

Le ministre précise par ailleurs qu'il entend porter une attention prioritaire aux motomarines, comme celle qu'avait enfoncée Stockwell Day, le leader de l'Alliance canadienne, devant les caméras de télévision. «*En une heure, précise David Anderson, une motomarine pollue autant qu'une petite voiture pendant 20 000 kilomètres, c'est-à-dire qu'elle pollue autant en une heure qu'une voiture pendant une année entière. C'est sensiblement plus qu'une moto sur la grande route...*»

Les tests révélés par *Le Devoir* à propos des motos montraient que la plus polluante, une grosse Harley Davidson de 1,5 litre, rejetait sur la grande route autant d'oxydes d'azote que 147 Honda Civic.

Techniquement possible

Le ministre Anderson précise qu'il serait techniquement possible de construire des motos à la fine pointe du contrôle des émissions polluantes parce que la technologie existe et que cela ne nécessite pas un chambardement majeur des ententes économiques avec les États-Unis, comme cela serait le cas, dit-il, si le Canada voulait faire bande à part dans le dossier des normes d'émissions des voitures. «*Peut-être que ces motos coûteraient un peu plus cher, peut-être qu'elles seraient un peu moins puissantes*», convient le ministre, qui estime néanmoins que leur mise à jour technologique est souhaitable.

La plupart des motos vendues au Canada, dit-il, sont fabriquées au Japon et il n'y a pas là un marché

de libre-échange balisé avec des règles économiques comme dans le cas des voitures.

Ce qui fait dire au ministre Anderson qu'Ottawa demandera dans un avenir prochain aux constructeurs de motos de respecter au moins les normes applicables aux automobiles. Certes, reconnaît le ministre fédéral de l'Environnement, cela veut dire qu'il y aura encore une certaine iniquité entre motos et voitures parce qu'en réalité, les moteurs de moto étant plus petits, on serait en droit d'obtenir d'elles des émissions encore plus faibles, ce qui serait souhaitable à long terme.

«*Cependant, dit-il, si on obtenait, et rapidement, des constructeurs de motos non pas le niveau d'émissions des plus petites voitures mais au moins l'équivalent des émissions de voitures de moyenne ou grosses cylindrée, du moins dans un premier temps, ce serait déjà un gros progrès.*»

Les fabricants, précise-t-il, pourraient rapidement équiper les moteurs de leurs différents modèles de systèmes d'injection et de catalyseurs catalytiques à trois voies, ce qui constitue la norme pour les moteurs de véhicules automobiles.

Quant aux voitures, le ministre Anderson déclare que le gouvernement fédéral s'apprête à publier «*dans deux ou trois mois un avis d'intention*» qui annoncera son plan d'action à long terme sur la manière de gérer les émissions du parc automobile canadien maintenant que le dossier est passé à son ministère.

Les véhicules utilitaires comme les 4x4 et les fourgonnettes ainsi que les camions légers, dit-il, vont devoir respecter de nouvelles normes qui ramèneront leur pollution au niveau de celle des voitures. Par le passé, ces utilitaires échappaient aux normes applicables aux voitures, mais comme les ventes de ces véhicules atteignent maintenant 40 % des ventes annuelles des constructeurs et que ces véhicules dits de travail sont devenus de gros véhicules personnels au même titre que des autos, ils seront traités comme tels.

Le ministre Anderson semblait surpris d'apprendre que ses laboratoires n'avaient pas commencé à analyser les émissions des motoneiges alors qu'ils ont commencé à analyser celles des moteurs hors bord et des motos. Il affirme que cela n'a rien à voir avec le fait que plusieurs de ces machines polluantes sont fabriquées au Canada. Si l'Environmental Protection Agency des États-Unis fait ou a fait de tels tests, dit-il, et impose des normes à son marché, le Canada en fera autant, promet-il.

«**En une
heure, une
motomarine
pollue autant
qu'une
petite voiture
pendant
20 000
kilomètres**»

Plan préliminaire d'aménagement forestier

Québec veut augmenter la production de 23 %

Le plan gouvernemental vise à augmenter de 1,31 à 1,61 mètre cube à l'hectare le rendement annuel des forêts en reboisement

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

Québec — L'amélioration du rendement forestier est longue mais très payante. Le ministre des Ressources naturelles, Jacques Brassard, vient de rendre public un plan préliminaire de développement qui permettrait d'augmenter de 23 % la quantité de bois produite dans les forêts québécoises en phase de reboisement.

Il s'agit d'un plan de 60 ans mais, à terme, le gouvernement verrait en fin de course les redevances qu'il tire chaque année de ce type de forêt augmenter de 325 millions de dollars.

Le document a été déposé devant la commission parlementaire qui terminait, jeudi, les audiences publiques sur la révision de la politique forestière.

Le plan gouvernemental vise à augmenter de 1,31 à 1,61 mètre cube à l'hectare le rendement annuel des forêts en reboisement. La production totale de ce type de forêt augmenterait donc de 710 000 mètres cubes dans 25 ans et de 10,5 millions de mètres cubes dans 65 ans.

Mais le plan implique des investissements globaux annuels de 65 millions pour le reboisement de 50 000 hectares supplémentaires.

Parmi les techniques utilisées, on note la plantation systématique de nouveaux arbres et l'utilisation d'espèces à croissance rapide. Le ministre Jacques Brassard a dit avoir constaté qu'un large consensus existe autour du principe selon lequel le rendement de la forêt doit être accru.

La commission parlementaire a entendu 110 groupes et organismes

venus commenter les changements à apporter au régime forestier québécois, mis en place en 1987.

La révision de cette politique vise à augmenter la production de bois et à assurer une meilleure harmonie entre les différents utilisateurs de la forêt, notamment les entreprises comme les papetières et les scieries, les utilisateurs sportifs (pêcheurs, chasseurs, etc.) et les communautés autochtones.

Déjà, les droits de coupe octroyés dans certaines régions comme l'est du Québec ont récemment dû être réduits par manque de bois. Ces réductions ont atteint jusqu'à 19 % en Gaspésie.

Emplois perdus

Pour sa part, le porte-parole de l'opposition libérale, Claude Béchar, député de Kamouraska-Témiscouata, a signalé que le gouvernement ne semblait pas prêt à faire face à la diminution du potentiel forestier constatée depuis quelques années.

Des milliers d'emplois ont été perdus dans les différentes régions et aucune solution alternative n'a été préparée pour y faire face, a mentionné M. Béchar.

Le député a déploré que les budgets annuels destinés à l'aménagement forestier arrivent tardivement et laissent les exploitants dans l'incertitude.

Enfin, M. Béchar a souhaité un virage majeur en recherche forestière.

Notons que 90 000 emplois au Québec relèvent directement de la forêt, soit 3 % du produit intérieur brut. Au moins 250 villages et petites communautés du Québec dépendent de l'industrie du bois pour survivre.



Voici mon école!

L'école primaire Saint-Barthélemy offre un programme d'éducation internationale.

Inscriptions pour septembre 2001

- Niveaux: maternelle et primaire
- Période d'inscription: 1^{er} novembre au 15 décembre 2000

Examens de sélection

- Primaire: le samedi 27 janvier 2001, a.m. ou p.m.
- Maternelle: les samedis 21 et 28 avril 2001
- Coût: 40\$ (payable par chèque libellé à l'école Saint-Barthélemy)

Soirée d'information

- Le mercredi 29 novembre 2000 à 19h00 à l'Annexe de l'école Saint-Barthélemy au 7400, rue Sagard

SB École Saint-Barthélemy Annexe

7400, rue Sagard, Montréal (Québec)

596-4858



Vous avez enseigné dans une commission scolaire du Québec?

Si vous avez enseigné dans une école d'une commission scolaire du Québec entre le mois de janvier 1996 et le 30 juin 2000, il se peut que l'on vous doive de l'argent.

Si vous avez quitté avant le 1^{er} juillet 1998 ou si vous avez fait de la suppléance ou travaillé à taux horaire comme enseignante ou enseignant à la leçon, vous devez faire une demande écrite à la ou aux commissions scolaires qui vous employaient, et ce, avant le 13 novembre 2000 pour recevoir les sommes qui vous sont dues. En cas de décès, ces dispositions s'appliquent aux ayants droit.

Veuillez noter qu'à la suite de la restructuration des commissions scolaires survenue en juillet 1998, plusieurs d'entre elles ont changé de nom et couvrent un territoire différent. Si vous avez besoin d'aide pour identifier la commission scolaire à laquelle vous devriez vous adresser, téléphonez à la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) au (418) 649-8888 ou faites parvenir un courriel à fse@csq.qc.net.

FSE Fédération
des syndicats
de l'enseignement (CSQ)

Vous verrez clair dans vos finances.

(Même sans lunettes!)

Les conseillers en sécurité financière de Clarica vous aident à faire le point sur vos besoins et sur vos objectifs financiers. Une démarche qui vous aide à faire des choix éclairés et parfaitement adaptés à votre situation personnelle. Parce que dans la vie, comme dans les affaires, c'est tellement plus simple quand c'est clair.

CLARICA[™]

Investissements et assurances de personnes.

www.clarica.com

™ Marque de commerce de Clarica, compagnie d'assurance sur la vie.

• LES ACTUALITÉS •

EN BREF

Du maïs StarLink au Canada

Toronto (PC) — La compagnie américaine Mission Foods, dont certains produits font l'objet de rappel à cause du maïs StarLink, a reconnu jeudi que le maïs en cause s'était retrouvé d'une manière ou d'une autre dans ses produits distribués au Canada. La compagnie a cependant refusé d'identifier quelles étaient les marques des produits comportant l'ingrédient litigieux, non identifié sur les emballages. Ce maïs transgénique n'a pas été jugé propre à la consommation humaine parce que des questions demeurent sans réponse quant à la possibilité qu'il soit la cause d'allergies. Il est permis de s'en servir afin de nourrir les bêtes aux États-Unis, mais pas au Canada. Le Conseil des Canadiens en a profité pour presser les magasins d'alimentation et les producteurs d'aliments à cesser de faire usage d'ingrédients génétiquement modifiés, alors que vient d'être annoncé le rappel de tacs de fabrication américaine vendus au Canada sans autorisation.

PdA: des techniciens poursuivis

(Le Devoir) — La Place des Arts a déposé hier une poursuite de 363 242 \$ pour vandalisme contre un groupe de ses anciens techniciens syndiqués. Dans cette poursuite, la Place des Arts leur reproche notamment d'avoir répandu de l'urine de mouffette à l'intérieur de l'une de ses salles de spectacle.

Québec cède devant les juges

(Le Devoir) — Le gouvernement Bouchard cède devant les juges provinciaux. Québec n'a pas l'intention d'en appeler du jugement rendu cette semaine par la Cour d'appel, qui confirme le droit des juges à des augmentations de salaire. Les juges de la Cour du Québec et leurs collègues de la Cour municipale à Laval, Montréal et Longueuil, obtiennent une hausse rétroactive de 16,5 % pour 1998, en conformité avec les recommandations du rapport Bisson. L'Assemblée nationale avait déjà accordé des ajustements de 2 % en 1999 et de 2 % cette année. Cela revient à dire que le salaire moyen d'un juge passera de 122 800 \$ à 137 300 \$ par an.

Défilé de l'Halloween

Un défilé monstre force la fermeture de l'avenue du Mont-Royal, entre du Parc et de Lorimier, dès 18h aujourd'hui. Toute circulation est interdite. Le public est invité à participer au premier Cortège de la grande sorcière dès 19h30. Le déguisement est de mise.

Grève au port de Montréal

La CSN et la FTQ sont à couteaux tirés

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

La grève des camionneurs au service intermodal du Port de Montréal depuis dimanche sert de toile de fond à un nouveau conflit intersyndical dans le secteur entre la CSN et la FTQ.

Les accusations de pratiques déloyales, de collaboration avec les patrons et de mensonges ont fusé de part et d'autre hier, au cinquième jour du blocus illégal du port et de certaines entreprises de camionnage par le Syndicat national du transport routier (SNTR-CSN). Selon ce dernier, son concurrent de la FTQ, le Syndicat des Teamsters, se serait rendu coupable, avec la complicité des employeurs, de maraudage auprès de certains camionneurs des quelque 40 compagnies en grève.

On l'accuse d'avoir fait signer, à la compagnie Hervé Lemieux Transport, de Montréal, des cartes d'adhésion à des camionneurs engagés pour remplacer d'autres camionneurs congédiés en début de semaine à cause de leur participation à la grève. On affirme également que les employés d'une autre compagnie, Transpel Transport, de Boucherville, auraient été convoqués à une assemblée d'information des Teamsters par nul autre qu'un représentant de l'employeur.

La CSN et la FTQ n'en sont pas à leur premier accrochage dans le domaine du camionnage. L'hiver dernier, les deux centrales syndicales s'étaient affrontées sur la meilleure stratégie à adopter pour protéger notamment les droits des camionneurs indépendants.

«De telles pratiques syndicales doivent être dénoncées parce qu'elles ne servent qu'à réduire la portée d'une lutte qui s'avère très difficile dans l'industrie du camionnage», a déclaré par communiqué le vice-président de la CSN, Roger Valois. «C'est un coup de co-

chon de la part d'un syndicat de scabs», a crûment résumé le porte-parole du SNTR dans le dossier, John David Duncan, avant de se mettre à la tête d'un convoi de camions qui, hier, a fait la tournée de quelques-unes des compagnies en grève.

Cinglante réplique

La réplique n'a pas été longue à venir. Le président de la FTQ, Henri Massé, et le président canadien du Syndicat des Teamsters ont immédiatement qualifié les accusations de la CSN de «véritable tissu de mensonges». «On n'accepte pas que la CSN mette sur le dos de la FTQ et des Teamsters ses propres ratés dans le port de Montréal», a lancé Henri Massé. En ce qui concerne la compagnie Hervé Lemieux Transport, at-on précisé, ce ne sont pas quelques dizaines de briseurs de grève qui auraient demandé, mercredi, leur affiliation aux Teamsters mais environ 80 % de ses 200 camionneurs. Quant au soi-disant représentant de l'employeur de Transpel Transport qui aurait convoqué, jeudi, les chauffeurs de la compagnie lors d'une assemblée syndicale, at-on poursuivi, son nom est Jean Hardi, camionneur depuis une trentaine d'années, dont sept à l'entreprise de Boucherville.

«Le vrai problème au port de Montréal, estime Henri Massé, c'est que la CSN n'est pas allée chercher la véritable adhésion des camionneurs.» Il en veut pour preuve le fait que seulement 400 camionneurs sur les 1200 touchés ont voté lors de l'assemblée qui a décidé le déclenchement de la grève. «Les camionneurs nous disent qu'ils n'ont pas été consultés, a poursuivi M. Massé. Lorsque la CSN pourra nous démontrer qu'ils sont majoritaires dans les entreprises, on n'ira pas les déranger dans leur stratégie.» Mais d'ici là, on se promet bien, à la FTQ, de poursuivre la campagne d'accréditation.

Viaduc du Souvenir

La police de Laval dément avoir recommandé des accusations

L'enquête sur l'effondrement du viaduc ne serait toujours pas terminée

LE DEVOIR

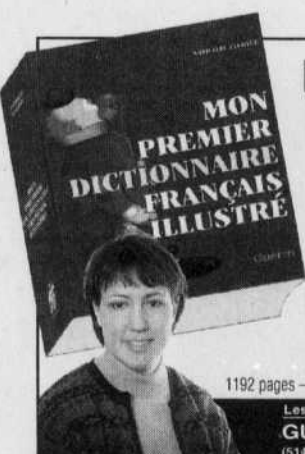
La police de Laval a démenti officiellement hier la nouvelle voulant qu'elle ait recommandé que des accusations de négligence criminelle ayant causé la mort soient portées contre des personnes qui travaillaient à la construction du viaduc du Souvenir, qui s'est effondré le 18 juin sur l'autoroute 15.

Contrairement à ce que rapportait hier le quotidien *La Presse*, a déclaré le Service de protection des citoyens de Laval, l'enquête sur l'effondrement du viaduc ne serait toujours pas terminée et n'a, par conséquent, pas encore permis de formuler quelque accusation criminelle que ce soit à l'encontre de personne physique ou morale. En fait, devant la complexité de l'enquête, le Département de police de Laval a même demandé qu'un procureur de la Couronne soit nommé au dossier afin d'en éclaircir les divers as-

pects juridiques. «Cette mesure est normale dans les circonstances, at-on précisé par communiqué, et ne permet pas de conclure à des accusations criminelles.»

Rappelons que le mandat confié à la police de Laval, à la suite de

cet accident qui a coûté la vie à une personne, comporte deux volets. En plus de son enquête criminelle, le service de police doit apporter son aide à une enquête publique présidée par le coroner Gilles Perron.



Nathalie ELLIOTT

Mon premier dictionnaire français illustré

4^e tirage.

1192 pages - 35 \$

Les Éditions GUÉRIN

(514) 842-3401

En vente dans toutes les librairies

Jeunes en difficulté

La situation demeure sérieuse malgré les améliorations

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

Québec — La situation des jeunes en difficulté s'est améliorée depuis quelques années mais elle demeure sérieuse.

Il reste encore 546 jeunes en attente de placement après leur évaluation par la Direction de la protection de la jeunesse. La situation est meilleure qu'en 1987, où le nombre de jeunes en attente atteignait 3496, mais tout n'est pas réglé.

Uniquement dans la région de Montréal, il faudrait quelque 920 professionnels additionnels au sein des CLSC pour prévenir l'apparition de problèmes dans les jeunes familles avant qu'ils ne dégénèrent au point d'hypothéquer le développement des

jeunes. L'étude de la Régie régionale de la santé de Montréal-Centre qui arrive à cette conclusion a été déposée hier devant l'Assemblée nationale, à l'occasion d'une interpellation demandée par le député de Nelligan, Russell Williams.

Le député Williams en a profité pour blâmer le gouvernement, estimant qu'on fait trop peu pour les jeunes en difficulté.

Il évalue à 24 millions de dollars les besoins uniquement pour accélérer l'évaluation et augmenter le placement des jeunes signalés à la protection de la jeunesse.

Le député libéral réclame que les centres d'accueil pour les jeunes en difficulté ne soient pas soumis à l'application de la loi 107, qui interdit les déficits budgétaires dans les établissements publics.

EN BREF

Attentat d'Air India: deux Canadiens inculpés

Vancouver (AFP) — Deux Canadiens sikhs ont été arrêtés et inculpés hier pour le meurtre des 329 personnes tuées dans l'explosion d'un Boeing 747 d'Air India au large de l'Irlande, le 23 juin 1985, qui avait décollé du Canada, a annoncé la police fédérale canadienne. Les deux hommes arrêtés à Vancouver sont Ripudaman Singh Malik, 53 ans, et Ajaib Singh Bagri, 51 ans, a affirmé à la presse une porte-

parole de la police, Cate Galliford. La Gendarmerie royale du Canada (GRC) avait déjà établi qu'une bombe avait explosé à bord du vol 182 d'Air India mais aucune inculpation n'avait eu lieu jusqu'ici. Les deux suspects ont aussi été inculpés du meurtre de deux bagagistes à l'aéroport Narita à Tokyo, tués le même jour dans l'explosion prématurée d'une bombe placée dans une valise qui devait être embarquée à bord d'un autre vol d'Air India. Ils sont aussi inculpés de tentative de meurtre sur les passagers de ce vol à destination de Bangkok. La police avait déjà établi un lien entre ces deux attentats.

Vaste sélection à partir de 288 \$
Diamants sur or 14K

Sondage Léger & Léger 4 années consécutives

le Parchemin
DEPUIS 1966

Place des Arts, 175 rue Ste-Catherine Ouest, (514) 849-8333
Métro Berri-UQAM, 505 rue Ste-Catherine Est, (514) 845-5243

Êtes-vous sur la liste?

Afin d'assurer que vous êtes inscrit sur la liste électorale — pour voter le lundi 27 novembre 2000 — Élections Canada vous enverra par la poste :

- un dépliant d'information. Vous y trouverez tous les renseignements nécessaires pour voter le jour de l'élection ou pour vous inscrire et voter avant le jour de l'élection;
- votre carte d'information de l'électeur. Elle confirme que vous êtes inscrit sur la liste électorale et vous indique où et quand voter.

Vérifiez votre courrier pour voir si vous avez reçu ces documents.

Les Canadiens à l'étranger peuvent voter. Si des parents, amis ou employés sont à l'étranger, indiquez-leur le site Web d'Élections Canada, où ils trouveront comment s'inscrire et voter.

Pour obtenir d'autres renseignements dès maintenant, visitez notre site Web (www.elections.ca).

Si vous connaissez quelqu'un qui a de la difficulté à lire, veuillez lui expliquer le contenu de cette annonce.

To obtain this information in English, call 1 800 463-6868.

**C'EST VOTRE AVENIR.
ÊTES-VOUS PRÊT À VOTER?**

Élections Canada

Élections Canada est l'organisme non partisan chargé de la conduite des élections et des référendums fédéraux

ÉLECTIONS 2000

Un peu de baume sur la plaie

Douze jeunes candidats réitèrent leur appui au chef bloquiste

FRANÇOIS CARDINAL
DE NOTRE BUREAU
DE QUÉBEC

À fin de «rester solidaires», douze jeunes candidats du Bloc québécois ont appuyé publiquement leur chef Gilles Duceppe hier. Dans une lettre publiée dans notre édition d'aujourd'hui (voir page A 12), les douze signataires soutiennent que la décision de M. Duceppe d'écarter Sylvain Gaudreault du comté de Chicoutimi-Le Fjord au profit de Noël Tremblay a été prise «dans le meilleur intérêt du parti». Ainsi, ils demandent à M. Gaudreault et à l'ex-président du Forum jeunesse, Nicolas Brisson, de revoir leur décision de quitter le navire bloquiste.

De son côté, le candidat Noël Tremblay a indiqué au *Devoir* qu'il n'était nullement surpris de l'ampleur que le litige a prise hier. «On se doutait que les gens qui ont travaillé à l'intérieur du parti n'allaient pas être de bonne humeur lundi matin lors de la conférence de presse. C'est une réaction normale.» Mais cela ne l'empêche pas de rejeter la responsabilité du mécontentement. Tantôt, il affirme que c'est au Bloc de régler ce problème interne; tantôt, il soutient que c'est au chef d'assumer la responsabilité du geste qu'il a fait. «J'imagine que si des gens pensent que le parti est dans l'erreur, c'est le problème du parti. Nous, on s'en va en élections et on n'a pas de problèmes à gérer. [...] Si le chef a pris cette décision, c'est sa responsabilité à lui.»

Toute la semaine, le choix de M. Tremblay a fait des vagues. Des membres du parti ont déchiré leur carte, une éventuelle poursuite a été évoquée et certains songent à présenter un candidat indépendant dans le comté pour

nuire aux chances du candidat bloquiste d'être élu. Les opposants affirment que le chef a passé outre les règlements du parti pour écarter unilatéralement le jeune candidat choisi par les militants, Sylvain Gaudreault.

Mais les jeunes candidats pensent le contraire. Dans leur lettre, ils soutiennent que «la décision du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, de nommer un candidat a été prise en vertu des statuts et règlements adoptés par les délégués lors de notre dernier congrès. Nous sommes convaincus que Gilles Duceppe a agi en son âme et conscience dans le meilleur intérêt du parti, et sa décision ne remet pas en cause son estime pour Sylvain Gaudreault.»

Ils refusent de voir le débat s'envenimer pour des raisons de conflit de générations. Ainsi, ils soulignent que M. Duceppe a toujours défendu et soutenu les cinq jeunes députés du Bloc québécois à la Chambre des communes en leur donnant toute la place qui leur revenait. «Nous en avons pour preuve la présence accrue des jeunes au sein des instances du parti, notamment dans les débats sur la démocratie, la mondialisation, la monnaie unique et la légalisation de la marijuana à des fins thérapeutiques. Par conséquent, il est faux de dire que la décision prise par notre chef est dirigée contre les jeunes.»

Pour sa part, M. Tremblay souhaite «mettre un point final» à toute cette histoire en fin de semaine. «On va être prêts dès la semaine prochaine, et s'il faut par la suite travailler 18 heures par jour, nous le ferons.» Le vrai test de popularité, note-t-il, c'est le 27 novembre. D'ici là, il mènera une «campagne agressive» contre «le transfuge du Parti conservateur», André Harvey.

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Rimouski — Une victoire du Bloc québécois aux prochaines élections va contribuer «puissamment» à la tenue d'un prochain référendum sur la souveraineté.

C'est ce qu'a déclaré, hier, au cours d'un point de presse, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

Et une victoire du Bloc, pour Gilles Duceppe, c'est d'avoir plus de députés bloquistes à la Chambre des communes que les 44 élus de 1997.

Le chef bloquiste rappelle que de nombreux péquistes avaient voté pour des candidats conservateurs aux dernières élections. Il s'est dit «intimement convaincu» qu'une telle victoire aura «un effet tonifiant». M. Duceppe a refusé

d'envisager le scénario inverse où le Bloc perdrait du terrain. «Nous aurons plus de députés que maintenant», a-t-il réitéré.

Tout au long de la journée qu'il a passée dans la circonscription de Rimouski-Neigette-et-la-Mitis, représentée par la députée Suzanne Tremblay — une circonscription considérée comme sûre par le Bloc —, M. Duceppe a poursuivi ses attaques nourries

à l'endroit du premier ministre Jean Chrétien. «Déconnecté de la réalité québécoise», le chef libéral s'attaque non seulement au mouvement souverainiste mais aussi à l'ensemble du Québec pour «gagner ses élections sur le dos du Québec».

«C'est une constante. Toute sa carrière s'est bâtie sur cette volonté de rapetisser et de ratatiner le Québec», a dit M. Duceppe.

Gilles Duceppe

Une victoire du Bloc accélérera la tenue d'un référendum

L'infiltration du port de Montréal

La preuve qu'il faut une loi antigangs, soutient Duceppe

Martin Cauchon accuse le chef bloquiste de simplisme

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Rimouski — Le chef bloquiste Gilles Duceppe estime que l'infiltration du port de Montréal et des aéroports de Dorval et Mirabel par des groupes criminels illustre de façon éclatante l'importance d'adopter une loi antigangs renforcée, comme le préconise le Bloc québécois.

Le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe réagissait au reportage diffusé jeudi à la télévision de Radio-Canada selon lequel le crime organisé avait réussi à corrompre certains fonctionnaires et n'avait aucune difficulté à faire transiter au port

et dans les aéroports montréalais d'importantes quantités de drogue. Le reportage citait un rapport confidentiel de l'unité d'analyse de renseignements du Service des douanes. Ce rapport établissait l'existence, au port de Montréal, d'une «conspiration interne» qui a pris des proportions endémiques.

«Ça passe par une loi antigangs. Il n'y a pas assez de moyens», a réitéré M. Duceppe. Le chef bloquiste s'en est pris au ministre fédéral du Revenu national, Martin Cauchon, pour n'avoir rien fait, bien qu'il eût en main ce rapport accablant de Douanes Canada. «Mais ce qui m'a le plus estomacé ce matin [hier], c'est d'entendre Martin Cauchon ni plus ni moins me demander de me taire sur le crime organisé», a-t-il lancé.

Lors d'une entrevue radiophonique mercredi, M. Cauchon a déclaré que M. Duceppe «était le seul à continuer à crier sur la question de la loi antigangs», soutenant que le Canada était un leader sur

le plan mondial en matière de lutte contre le crime organisé.

En plus d'une loi antigangs renforcée, le Bloc québécois réclame des normes plus sévères pour l'embauche des employés au port de Montréal, des ressources humaines et techniques pour venir en aide aux 35 douaniers du port et une présence plus marquée de la Gendarmerie royale du Canada.

Duceppe, un simpliste

Le ministre Martin Cauchon a pour sa part fait valoir, hier au cours d'un entretien téléphonique, que jamais un gouvernement n'a investi autant d'énergie pour réformer le service des douanes et assurer l'étanchéité des frontières.

À l'échelle du pays, l'État a consenti 100 millions sur cinq ans pour moderniser la sécurité dans les ports et les aéroports et donner aux douaniers des outils au diapason de la révolution technologique.

M. Cauchon se réjouit du bilan de Douanes Canada. Au Québec

seulement, ils ont saisi des stupéfiants d'une valeur de 520 millions de dollars depuis le début de l'année 2000.

«Actuellement, nous essayons de jumeler l'utilisation des technologies et une meilleure affectation de nos ressources humaines», a-t-il commenté.

Cela dit, le ministre n'a jamais osé démentir le contenu du reportage du Point même s'il juge certains constats «exagérés». «Il est pratiquement impossible de pouvoir passer à travers tout ce qui transite dans le port de Montréal, comme il est impossible pour les corps policiers d'enrayer la criminalité», admet M. Cauchon.

Martin Cauchon a enfin décoché une flèche au leader du Bloc, Gilles Duceppe, qui s'égosille à réclamer une loi antigangs. «Il semble venir de l'avant avec des solutions plutôt simplistes pour des problèmes qui sont très très très complexes.»

Avec Brian Myles

À l'attention des membres d'une Première nation qui vivent hors réserve

Vous êtes-vous inscrits pour voter lors des prochaines élections de votre Première nation qui se tiendront dans la réserve?

Si vous êtes un membre d'une Première nation qui vivez hors réserve et désirez voter lors des élections et des référendums communautaires qui se tiendront à partir du 20 novembre en vertu de la *Loi sur les Indiens*, vous devez vous inscrire au bureau de votre conseil de bande en fournissant votre nom et votre adresse.

Dans le cas des élections au sein d'une Première nation qui se tiendront entre le 20 novembre 2000 et le 7 janvier 2001,

1. vous devez vous inscrire au plus tard 31 jours avant la date du scrutin;
2. les réunions électorales doivent avoir lieu 23 jours avant la date du scrutin;
3. l'agent d'élection doit faire parvenir par la poste, trois semaines avant les élections, des bulletins de vote aux électeurs inscrits vivant hors réserve.

Les collectivités des Premières nations dont le chef et les membres du conseil terminent leur mandat entre le 20 novembre 2000 et le 7 janvier 2001 sont les suivantes:

Ontario : Big Grassy Batchewana Whitefish River	Manitoba : Brokenhead Pine Creek Swan Lake Ebb and Flow	Colombie-Britannique : Fort Nelson Musqueam Semiahmoo Cape Mudge Comox Nazko
Alberta : O'Chiese Tsuu T'ina Driftpile	Saskatchewan : Key Fishing Lake Canoe Lake Flying Dust Waterhen Witchekan Lake	

Dans le cas des élections au sein d'une Première nation qui se tiendront à partir du 8 janvier 2001,

1. vous devez vous inscrire au plus tard 79 jours avant la date du scrutin;
2. les réunions électorales se tiendront six semaines avant la date du scrutin;
3. l'agent d'élection doit faire parvenir par la poste, trois semaines avant le scrutin, des bulletins de vote et de l'information sur le vote aux électeurs inscrits vivant hors réserve.

Pour en savoir davantage sur les changements initiaux apportés aux règlements ou sur les plans de la prochaine étape de consultation sur le jugement *Corbiere*, vous pouvez composer le

1 888 543-0004
ou consulter le site Web, à l'adresse www.ainc.gc.ca

Pour femmes
Nouvelle collection
automne-hiver
2000

Pour hommes
Complets italiens
à partir de
299\$

DANNA UOMO

Pour Elle
277, av. Laurier O.
270-6154
Centre de
Commerce Mondial
844-9125

Pour Lui
Centre de
Commerce Mondial
281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
277-7558

ÉLECTIONS 2000

Démission de libéraux pro-Martin dans Rimouski

Chrétien aussi doit composer avec des militants récalcitrants

Les publicités libérales mettent Paul Martin en vedette

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Rimouski — Le président démissionnaire de l'Association du Parti libéral du Canada de la circonscription de Rimouski-Neigette-et-la Mitis, Réal Tremblay, a critiqué vertement, hier, le chef libéral Jean Chrétien, l'accusant de réduire à néant les chances du PLC dans le comté.

Au cours d'une conférence de presse, le militant libéral Réal Tremblay s'est vidé le cœur. Vendredi dernier, M. Tremblay et quatre autres membres de l'association libérale fédérale du comté ont annoncé leur démission en bloc. «Pour que le Parti libéral du Canada gagne dans Rimouski, c'est clair que ça prend un nouveau chef et une nouvelle orientation», a livré M. Tremblay.

Ces libéraux dépités ont cherché à imposer leur candidat, pro-Martin celui-là, pour s'opposer à la députée bloquiste Suzanne Tremblay, qui jouit, selon les évaluations, d'une forte longueur d'avance. Leur conférence de presse coïncidait avec le dépôt du bulletin de candidature de Réal Marmen, le candidat imposé par la direction du PLC.

Pour appuyer ses dires sur l'importance d'un changement de leadership, l'ex-président de l'association de comté, Réal Tremblay, a dévoilé un sondage maison qui indique que 73 % de la population locale ne veut plus de l'ingérence du gouvernement fédéral dans la région de Rimouski.

Publicité

Comme pour donner en partie

raison au militant Tremblay, les premières publicités télévisées du Parti libéral au Québec font une large place au ministre des Finances, Paul Martin.

Dans une de ces publicités, on voit le premier ministre Jean Chrétien discuter avec M. Martin alors que tous deux se promènent dans un parc où jouent des enfants.

Le ministre des Travaux publics et ministre en charge de l'organisation politique libérale au Québec, Alfonso Gagliano, a déclaré qu'il ne fallait pas s'étonner de cette présence.

«M. Martin est le ministre des Finances, il est responsable de la politique fiscale, économique et monétaire, a-t-il fait valoir. C'est le ministre le plus près du premier ministre.»

M. Gagliano a rencontré les médias hier matin pour faire le bilan de la première semaine de campagne électorale au Québec et pour présenter les premières publicités télévisées. Il a indiqué que tous les candidats libéraux au Québec avaient été choisis et que près de 10 % d'entre eux provenaient des rangs conservateurs.

On compte d'abord les députés André Harvey, David Price et Diane Saint-Jacques, qui ont récemment quitté le Parti conservateur pour se joindre aux libéraux. Il faut aussi compter l'ancien ministre conservateur Guy Saint-Julien et l'ancienne députée conservatrice Lise Bourgault. Enfin, l'ancienne journaliste Carole-Marie Allard, qui se présente dans Laval-Est, avait aussi été identifiée aux conservateurs.

Avec la Presse canadienne



Aline Chrétien jette un coup d'œil à son mari, le premier ministre Jean Chrétien, dont on aperçoit l'ombre.

Au Nouveau-Brunswick

Le chef libéral défend «la famille canadienne-française»

HUGUETTE YOUNG
PRESSE CANADIENNE

Moncton — Accusant les souverainistes de vouloir laisser tomber les francophones hors Québec, le premier ministre Jean Chrétien a promis hier de défendre les Acadiens et les francophones de l'extérieur du Québec. Lors de visites à Scouduc et à Moncton, le premier ministre Chrétien a tenté de marquer des points chez les Acadiens en rappelant les engagements des libéraux et en agitant le spectre d'un nouveau référendum sur la souveraineté.

Il a d'abord accusé le Bloc québécois de cacher son option souverainiste pendant la campagne électorale. Puis, se contredisant, il a ajouté que le Bloc voulait «nous rasseoir sur la chaise du dentiste» et faire «souffrir» les Acadiens avec sa «perceuse référendaire».

«La famille canadienne-française est là pour rester», a-t-il déclaré devant quelques centaines de personnes à Moncton. «C'est pour quoi nous nous sommes battus pour le bilinguisme, c'est pourquoi nous avons inscrit les droits aux francophones hors Québec d'avoir leurs écoles françaises partout au Cana-

da, parce que notre fierté française, canadienne-française, est là pour rester, et nous allons continuer à nous battre.»

«Quand je pense qu'il y en a qui sont prêts à laisser tomber les francophones hors Québec! Moi, je pense que ce qui fait la force du Canada, l'image du Canada, c'est que nous avons été capables de vivre entre francophones et anglophones avec deux langues officielles dans le respect les uns des autres. Et c'est ça le futur, mes chers amis.»

Soulignant qu'il a des «convictions profondes» au sujet du bilinguisme et des droits des minorités francophones, il a invité les Acadiens à donner un «mandat au Parti libéral» pour continuer «à bâtir le pays».

Rappelons que la commissaire aux langues Dyane Adam a toutefois fortement critiqué le gouvernement dans son dernier rapport annuel, parlant d'un «recul du bilinguisme et d'une performance inacceptable des libéraux» à ce chapitre.

M. Chrétien a été applaudi chaleureusement pendant plusieurs minutes. Pour remplir une salle à moitié vide, les libéraux étaient allés chercher du renfort dans une école secondaire située juste à côté.

EN BREF

Dépenses des tiers: Ottawa s'adresse à la Cour suprême

(PC) — Le gouvernement fédéral a demandé à la Cour suprême du Canada de rétablir les limites de dépenses à des tiers pendant les élections fédérales. Le procureur du gouvernement, M. Tom Wakeling, a soumis la cause au plus haut tribunal au pays, hier, à la demande du ministre de la Justice. M. Wakeling s'attend à ce que la

cause soit traitée rapidement, peut-être au début de la semaine prochaine, compte tenu du fait que le pays est en pleine campagne électorale. La Coalition nationale des citoyens, un organisme de Calgary qui conteste la loi, doute que la Cour suprême accepte d'entendre la cause, surtout que les trois juges de la Cour d'appel de l'Alberta ont maintenu la décision du tribunal de moindre instance. Plus tôt cette semaine, le juge Robert Cairns, de la Cour du banc de la reine, avait suspendu l'application d'un article de la Loi électorale limitant les dépenses de tiers.

«À moi de veiller à mes intérêts... sans obligations.»

À la recherche de souplesse?

Optez pour l'Épargne rachetable Desjardins:

- encaissable en tout temps sans frais ni pénalité;
- taux avantageux;
- investissement au comptant ou par versements périodiques.

À la recherche d'un rendement supérieur? Choisissez le DUO Desjardins constitué d'une Épargne à terme Gestion active et d'une épargne à terme conventionnelle:

- profitez d'un taux supérieur garanti sur la moitié de votre placement investie dans l'épargne à terme conventionnelle (terme de 5 ans);
- profitez du potentiel de rendement supérieur des marchés internationaux pour l'autre moitié investie dans l'Épargne à terme Gestion active Desjardins** (terme de 5 ans);
- investissement minimal de 5 000 \$.

6,5 %*

Si vous désirez conserver le privilège d'encaisser une partie de vos épargnes au moment voulu, Desjardins vous offre aussi un DUO avec Épargne rachetable.

Alors, pour en savoir plus, renseignez-vous auprès de votre conseiller à la caisse, composez le **1 800 CAISSES** ou visitez notre site Internet **www.desjardins.com**

* Offre d'une durée limitée. Taux sujet à changement sans préavis. ** Le rendement de l'Épargne à terme Gestion active Desjardins pourrait être nul.

LA PLUS GRANDE FORCE CONSEIL



Desjardins

ÉLECTIONS 2000

Enquête Sondagem - Le Devoir - CKAC

Méthode

■ Ce sondage a été réalisé par Sondagem inc. pour le journal *Le Devoir* et CKAC.

■ Pour cette étude, 1008 entrevues téléphoniques ont été complétées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec

■ L'échantillon probabiliste a été stratifié selon les 17 régions administratives du Québec. Il fut tiré aléatoirement par ordinateur des listes de numéros de téléphone résidentiels par la méthode du hasard systématique. À partir de 1631 numéros de téléphone valides, 1008 entrevues ont été complétées permettant d'obtenir un taux de réponse de 61,8 %.

■ Toutes les entrevues ont été réalisées à partir de Montréal du 15 au 26 octobre 2000. En retenant un seuil de confiance de 95 %, la marge d'erreur statistique maximale d'un tel sondage est estimée à plus ou moins 3,1 %, dans 19 cas sur 20.

Pour obtenir le sondage...

En vertu de la loi électorale, toute personne peut obtenir un exemplaire de ce sondage en nous faisant parvenir sa demande, par courrier, au 2050, de Bleury, Montréal, H3A 3M9. Cette demande doit être accompagnée d'un chèque visé ou d'un mandat-poste au montant de 9 \$.



Les questions du sondage

1. Souhaiteriez-vous que la campagne électorale fédérale accorde une priorité au partage des pouvoirs entre le fédéral et les provinces ou à l'utilisation des surplus budgétaires?

Partage des pouvoirs — 38,5
Surplus budgétaires — 55,2
 Pas de réponse — 6,3

2. Diriez-vous que les positions politiques défendues par Jean Chrétien sont semblables ou différentes à celles que défendait autrefois Pierre Elliott Trudeau?

Semblables — 38,7
Différentes — 40,5
 Pas de réponse — 20,8

3. D'après vous, est-ce que la vague de sympathies suscitée par le décès de l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau va favoriser la réélection du Parti libéral aux prochaines élections?

Oui — 40,6
Non — 54,5
 Pas de réponse — 4,9

4. À votre avis, le Parti libéral aura-t-il le nombre de députés suffisant pour former un gouvernement majoritaire à la Chambre des communes?

Oui — 58,2
 Non — 24,7
 Pas de réponse — 17,1

5. L'Alliance canadienne propose d'uniformiser les impôts à 17 % pour tous ceux qui gagnent moins de 100 000 \$ et à 25 % pour tous ceux qui gagnent plus de 100 000 \$. Cette proposition vous paraît-elle réaliste?

Oui — 36,8
Non — 57,1
 Pas de réponse — 6,1

6. Cette proposition de l'Alliance canadienne aurait-elle pour conséquence de mieux distribuer la richesse entre les riches et les pauvres ou d'accroître l'écart entre les riches et les pauvres?

Mieux distribuer la richesse — 29,6
Accentuer l'écart — 55,9
 Pas de réponse — 14,5

7. Personnellement, êtes-vous pour ou contre cette proposition de l'Alliance canadienne?

Pour — 34,0
Contre — 49,1
 Pas de réponse — 16,9

8. À votre avis, dans le contexte actuel de la politique fédérale, la présence du Bloc québécois à Ottawa est-elle toujours pertinente?

Oui — 55,8
 Non — 34,6
 Pas de réponse — 9,4

9. S'il y avait des élections fédérales aujourd'hui, pour quel parti politique voteriez-vous?

Le Parti libéral du Canada — 36,7
Le Bloc québécois — 36,4
 Le Parti conservateur — 3,5
 Le Nouveau Parti démocratique — 2,9
 L'Alliance canadienne — 5,0
 Autre parti — 0,6
 Ne voterait pas/annulerait, Ne sait pas, Pas de réponse — 14,9

Sondage Sondagem-Le Devoir-CKAC

Le Bloc reste pertinent

LE DEVOIR

Dans le contexte actuel de la politique fédérale, une majorité claire de Québécois estime que la présence du Bloc québécois à Ottawa est toujours pertinente.

Par contre, les propositions de l'Alliance canadienne dirigée par Stockwell Day, en faveur d'une échelle fiscale à deux taux, ne passent pas la rampe.

Selon une enquête Sondagem-Le Devoir-CKAC (voir méthode ci-contre), 56 % des Québécois interrogés croient en la pertinence du parti dirigé par Gilles Duceppe à Ottawa, 35 % répondent non à la même question tandis que 9 % n'expriment aucune opinion. Les deux tiers des francophones approuvent la présence du BQ sur la scène fédérale. Le Bloc recueille ses appuis les plus forts chez les chômeurs et les étudiants.

Rappelons que, lorsqu'il a été créé dans la foulée de l'échec de l'Accord du lac Meech, le Bloc québécois devait être un parti temporaire, dévoué à la souveraineté et à la défense des intérêts du Québec. Le Bloc, qui a formé l'opposition officielle à Ottawa de 1993 à 1997, en est à sa troisième campagne électorale.

Cette semaine, le chef libéral Jean Chrétien a raillé le Bloc, estimant que ce parti qui devait être temporaire était dépassé, n'avait plus rien à dire et que les Québécois perdaient leur temps à voter pour ses candidats. Or 43 % des répondants qui s'approprient à voter libéral croient que la pré-

sence du Bloc à Ottawa est toujours pertinente.

Selon ce sondage, le Bloc recueille 43 % des intentions de vote, à égalité avec les libéraux.

Le sondage indique par ailleurs que les propositions en faveur d'un aplatissement de l'échelle d'imposition formulées par l'Alliance canadienne, qui ne recueille que 6 % des intentions de vote, ne passent pas la rampe.

Le parti de Stockwell Day propose d'uniformiser à 17 % le taux d'imposition pour tous les contribuables qui gagnent moins de 100 000 \$ et de le fixer à 25 % pour tous ceux qui gagnent plus de 100 000 \$.

Selon 5 % des répondants, cette proposition n'est pas réaliste (37 % pensent le contraire), 56 % estiment qu'elle aurait pour effet d'élargir l'écart entre les riches et les pauvres (contre 30 % qui pensent qu'elle permettrait de mieux répartir la richesse). Et 49 % rejettent personnellement cette proposition (34 % l'approuvent et 17 % n'expriment aucune opinion).

Pourtant, 38 % des répondants qui s'approprient à voter pour l'Alliance sont en désaccord avec cette proposition.

Lors de son mini-budget pré-électoral, le ministre des Finances, Paul Martin, a au contraire augmenté à quatre le nombre de taux d'imposition pour rendre l'échelle plus progressive (16 % pour les moins de 31 000 \$, 22 % pour les contribuables gagnant entre 31 000 et 61 000 \$ par an, 26 % pour ceux gagnant entre 61 000 et 100 000 et 29 % pour les 100 000 et plus).

Clark dénonce l'intolérance de l'Alliance

PRESSE CANADIENNE

Calgary — Joe Clark a entrepris la bataille ardue qu'il devra livrer dans sa circonscription de Calgary-Centre en dénonçant le commentaire d'un membre de l'Alliance canadienne à l'encontre d'un candidat conservateur homosexuel.

Jeudi soir à Toronto, un membre de l'Alliance canadienne, Kevyn Nightingale, a déclaré publiquement à un candidat conservateur gay, Randall Pearce: «*Statistiquement, vous êtes un déviant.*»

Ce commentaire démontre que l'Alliance canadienne a des vues étroites, a déclaré Joe Clark hier lors d'un déjeuner réunissant des gens d'affaires de Calgary.

Quelles que soient les prétentions de l'Alliance canadienne, a-t-il ajouté, «*il ressort constamment de ses actions et de ses déclarations qu'il est un parti aux vues très étroites. Il n'aurait pas les Canadiens, il les diviserait.*»

Les conservateurs tirent de l'arrière dans Calgary-Centre, où M. Clark affronte un député de l'Alliance, Eric Lowther.

M. Clark dit espérer que les électeurs «*voudront travailler avec le leader d'un parti national qui aura un rôle très influent au Parlement, peut-être comme leader du gouvernement.*»

McDonough choisit la même cible

PRESSE CANADIENNE

Regina — Les politiques de l'Alliance canadienne sont basées sur la haine, les reproches et l'égoïsme, une attitude mesquine qui ne reflète pas les valeurs de la plupart des citoyens canadiens, a affirmé le leader du NPD, Alexa McDonough.

Mme McDonough, qui a dirigé ses attaques contre les libéraux pendant presque toute la première semaine de la campagne électorale fédérale, a changé de cible hier, alors qu'elle visitait une ferme céréalière en Saskatchewan.

Les politiques de l'Alliance ne reposent que sur une question: «*Je pense à moi, rien qu'à moi, et tant pis pour tous les autres.*», a déclaré le leader du NPD.

L'Alliance canadienne, comme son prédécesseur, le Parti réformiste, menace sérieusement le NPD en Saskatchewan, ainsi que dans d'autres régions de l'ouest du pays. Il y a un an, le premier ministre néo-démocrate, Roy Romanow, a failli perdre le pouvoir et s'est retrouvé dans un gouvernement minoritaire lorsque les électeurs ont décidé de se ranger du côté de l'Alliance canadienne.

Prenez le **train** pour la Syrie **via** Québec.

Douze mille ans d'histoire et de civilisation à travers les richesses et les trésors de la Syrie. Un voyage magnifique par-delà les frontières et les cultures proposant plus de 400 trésors et trouvailles archéologiques. Jusqu'au 7 janvier 2001, découvrez vos origines au Musée de la civilisation dans le Vieux-Port de Québec et profitez de l'occasion pour vous dépayser dans l'un des endroits pittoresques de la région.

www.regiondequebec.com

La région de **QUÉBEC**
Une histoire d'amour!

1-877-BONJOUR, poste 673

Québec

MUSÉE DE LA CIVILISATION

Québec

Le Musée de la civilisation est subventionné par le ministère de la Culture et des Communications.



85, rue Dalhousie
 Québec, CANADA, G1K 7A6
 (418) 643-2158
www.mcq.org

Le musée est fermé le lundi.
 L'exposition est réalisée en collaboration avec le ministère de la Culture, Direction générale des antiquités et des musées de la République arabe syrienne.

Forfait Charmant : Culture & Gastronomie

Découvrez le Vieux-Québec

UN SEUL TARIF, TOUT INCLUS !

- 1 nuitée à l'hôtel de votre choix (*chambre régulière*)
- 1 déjeuner complet
- 1 souper gastronomique (*5 services*) dans l'un des restaurants participants :
 - Le Louis-Hébert • Les Anciens Canadiens • Le Ciccio Café
- Le stationnement, les taxes et les pourboires sont inclus.

- INCLUANT UN BILLET D'ENTRÉE POUR L'EXPOSITION SYRIE, TERRE DE CIVILISATIONS AU MUSÉE DE LA CIVILISATION •

92,50 \$

par personne en occupation double minimum 2 nuits les week-end & jours fériés

Valide jusqu'au 7 janvier 2001
 Non disponible le 31 décembre 2000



1220, Place George-V Ouest
 (Coin Grande-Allée)
 Québec (Québec) G1R 5B8



16, rue de la Porte
 Québec (Québec) G1R 4M9



661, rue Grande-Allée Est
 Québec (Québec) G1R 4K4

Renseignements et réservations : 1. 877. 999. 9625

www.vieux-quebec.com

5\$ 10\$
 DE RABAIS

ÉCONOMIE PLUS !

Applicable à l'achat de votre prochain billet de train.

5\$ 10\$
 DE RABAIS

- Ce certificat vous donne droit à un rabais de 5 \$ à l'achat d'un billet de train de 25 \$ à 74,99 \$ ou à un rabais de 10 \$ à l'achat d'un billet de train de 75 \$ ou plus, taxes en sus.
- Offre valide pour votre prochain voyage aller-retour entre le 28 octobre 2000 et le 31 mai 2001 (à l'exception de la période du 15 décembre 2000 au 2 janvier 2001 et de la période du jeudi au lundi de Pâques).

- Ne peut être combiné à aucun autre bon-rabais.
- Ce certificat (original seulement) doit être remis au moment de l'achat à votre agent de voyages ou à n'importe quelle gare de VIA Rail Canada.
- D'autres conditions peuvent s'appliquer.

Communiquez avec votre agent de voyages ou VIA Rail Canada au
 1 888 VIA RAIL (1 888 842-7245)
 ou ATS 1 800 268-9503
 (malentendants)

www.viarail.ca

VIA Rail Canada

LES GENS QUI VOUS TRANSPORTENT

Marque de commerce utilisée et propriété de VIA Rail Canada inc.

ÉLECTIONS 2000



Manon
Cornellier

La joue tendue

Le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, a fait un pari osé: faire campagne en s'en prenant avant tout au bilan de ses adversaires plutôt qu'à leur personnalité. Il répète sans cesse que son programme en est un de respect, y compris envers ses opposants.

Les libéraux, eux, ne s'embarrassent pas de pareils scrupules, surtout dans leurs communications avec les médias. Une partie de cette campagne, comme ce fut le cas en 1993 et en 1997, se fait à coup de communiqués envoyés en rafale aux journalistes, question d'attirer leur attention sur les erreurs commises quelques heures plus tôt par les équipes adversaires.

Du côté libéral, on en a presque exclusivement pour Stockwell Day. On cherche de toute évidence à miner sa crédibilité personnelle avant qu'il ne soit trop bien connu. L'équipe de francs tireurs réunie dans le «war room» du quartier général suit M. Day à la trace afin de le prendre en défaut. Rien n'est trop puéril à leurs yeux. Aussitôt pris, aussitôt dénoncé au moyen d'un communiqué truffé d'accusations parfois sans nuances. On l'accuse d'avoir un penchant pour les «inventions chroniques», on indique qu'il tend à «falsifier son curriculum vitae», à «broder de manière flagrante [...] son bilan», au point de «se demander s'il est capable de ne pas faire d'erreurs».

L'Alliance a son «war room» où des chercheurs s'emploient à répliquer aux «demi-vérités» et aux «mensonges» libéraux. L'essentiel de leur travail cependant est consacré à rectifier les allégations libérales portant sur le programme du parti et à démontrer la véracité des propos de leur chef. Le ton n'est pas aussi personnel et vindicatif que celui des libéraux. Le caractère de M. Chrétien n'est pratiquement jamais la cible de leurs communications.

Le chef allianciste s'en est rarement pris au premier ministre de façon personnelle jusqu'à présent. Le cas le plus notable est sa critique, jeudi, de la performance de M. Chrétien comme ministre des Finances à la fin des années 70.

Le pari de M. Day est osé parce que, depuis le début de la campagne, le combat a des allures de concours de personnalité. Or lui n'est pas connu par l'ensemble de la population. M. Chrétien, en contrepartie, est une figure tellement familière que tout le monde a l'impression de le connaître depuis toujours.

Dans cette campagne, c'est lui qui est parti avec une image défavorable, tout le monde lui collant l'étiquette d'arrogant à la peau dès le départ. En dénigrant son principal adversaire, en tentant d'imposer une image défavorable de lui pour le faire passer pour un véritable Bonhomme Sept Heures, le chef libéral, mais surtout son équipe, espère visiblement que les citoyens seront plus rassurés avec Jean Chrétien à la tête du pays.

Au Québec, le Bloc a aussi opté pour une personnalisation des débats, préférant même dans sa publicité parler de Jean Chrétien plutôt que du Parti libéral du Canada.

En refusant de se laisser entraîner sur ce terrain, l'Alliance espère en somme que les citoyens, en comparant eux-mêmes les chefs, jugeront positivement M. Day et son attitude.

Le pari est osé parce que la campagne est courte et se livre en grande partie à travers la télévision. L'image prend une importance capitale tout comme la capacité de faire des déclarations accrocheuses. Pour attirer l'attention sur autre chose, le message doit être ciblé et percutant.

Or, depuis le début de la campagne, Stockwell Day a eu des difficultés à cet égard. Son organisation a accordé trop d'importance au cadrage de ses apparitions en plus de faire plusieurs erreurs d'aiguillage et de faits. L'insistance de M. Day à vouloir parler sans notes accentue les risques d'erreurs et, en plus, a donné lieu trop souvent depuis le début de la campagne à des discours éclatés et sans ligne directrice claire. L'attention porte alors sur les ratés plutôt que sur le message.

Le déclenchement hâtif des élections a brouillé les plans de l'Alliance. L'organisation n'est pas au point, malgré la présence d'organiseurs d'expérience des équipes Klein et Harris. On cherche quand même à resserrer l'organisation, à prouver le retour de certains vétérans de la campagne de 1997.

Un premier sondage paru hier peut laisser croire que M. Day a raison. Selon le dernier Ipsos-Reid, réalisé pour le compte de *Globe and Mail* et CTV entre les 19 et 25 octobre, 28 % des 1502 personnes interrogées ont dit que leur opinion de M. Day s'était améliorée depuis quelques semaines. Seulement 18 % ont dit l'inverse. En contrepartie, 39 % ont dit que leur opinion de M. Chrétien et des libéraux s'était détériorée contrairement à 14 % qui en ont une meilleure idée.

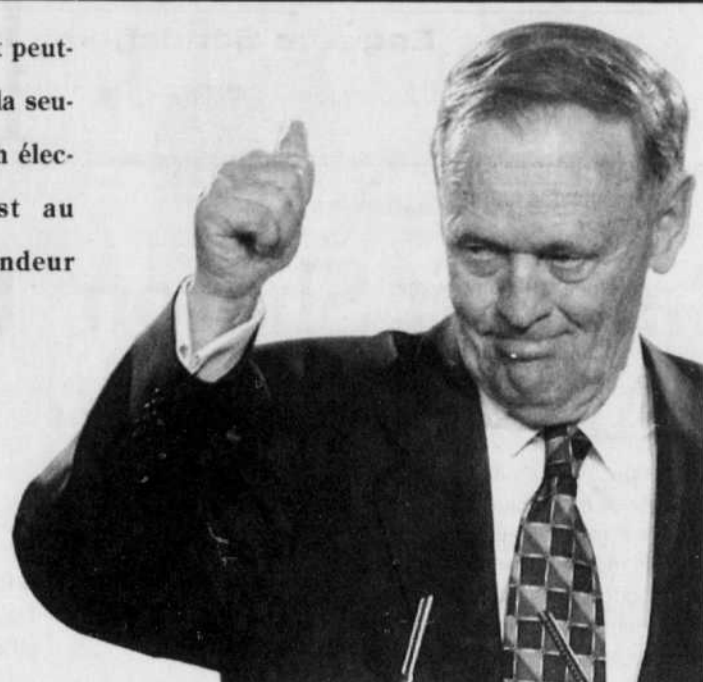
Mais il s'agit d'une assurance temporaire. La campagne est encore jeune. Et, peu importe ce qu'on en pense, la publicité négative est souvent une arme efficace en politique. Quand on en est la cible, même si ce n'est que par voie de communiqués, il devient difficile de ne pas répliquer.

M. Day soutenait encore hier qu'il resterait au-dessus de la mêlée, soutenant que le sondage d'hier lui donnait en quelque sorte raison. «J'ai toujours considéré qu'il était de mon devoir d'exposer vigoureusement la mauvaise gestion politique et financière de ce gouvernement et je vais continuer de le faire. Il ne s'agit pas d'attaques personnelles négatives mais de mon obligation en tant que leader de l'opposition. Je vais continuer de le faire mais je ne me livrerai pas, peu importe qui me le demande, à des attaques personnelles durant cette campagne», a-t-il affirmé.

Il a tenu le coup durant sa course au leadership mais il était en avance. Il ne lui reste que quatre semaines pour gagner suffisamment de terrain pour empêcher l'élection d'un gouvernement majoritaire libéral. Si l'écart ne se comble pas, les pressions sur lui seront intenses et la tentation sera grande pour l'équipe allianciste de rogner sur ses principes. Quand la vertu ne paie pas en politique, c'est la première valeur qu'on abandonne.



«Les Québécois n'en sont peut-être pas conscients, mais la seule place où il y a un match électoral au Canada, c'est au Québec», explique le sondeur Jean-Marc Léger.



La bataille du Québec

- La question nationale constitue le principal handicap du Bloc
- La division du vote fédéraliste pourrait jouer des tours au PLC

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Même si le Bloc québécois a démarré sur un ton combatif et avec une organisation bien ficelée, ce qui met définitivement au rancart les relents de la campagne houleuse de 1997, le véritable adversaire du parti souverainiste est vite remonté à la surface au cours de cette première semaine de campagne électorale: l'indifférence des électeurs, ou ce que le premier ministre Lucien Bouchard avait défini, le mois dernier, comme étant «une grande fatigue» dans le dossier constitutionnel.

Jeudi, le chef bloquiste Gilles Duceppe remettait à l'ordre du jour la souveraineté après avoir martelé un appel aux urnes depuis le conseil général. D'accusés y verront, après des discours devant séduire les fédéralistes mous, une opération de renforcement auprès des souverainistes.

«Au-delà de Jean Chrétien, le véritable adversaire du Bloc, c'est l'indifférence. Le Bloc se bat plus contre l'indifférence et le taux de tolérance, qui est relativement fort au Québec», souligne le sondeur Jean-Marc Léger.

Après une campagne préélectorale cousue de fil blanc avec l'entente sur la santé et le minibudget, le Parti libéral du Canada (PLC) mise entre autres sur la désaffection des Québécois en ce qui a trait à la question nationale pour faire des gains au Québec au détriment du Bloc. Mais le défi des libéraux réside surtout dans le fractionnement du vote fédéraliste avec l'Alliance canadienne. Tout comme en 1997 avec les conservateurs, cette division pourrait freiner le combat du Parti libéral. Le discours libéral est d'ailleurs clairement orienté.

«On travaille pour aller chercher l'union des forces fédéralistes. [...] Nous aurons 38 sièges et plus. Il y en a qui trouvent que la campagne est trop courte; moi, je trouve qu'elle est trop longue», laisse tomber le responsable de la campagne libérale québécoise, le ministre Alfonso Gagliano.

Ce dernier croit pouvoir écarter le Bloc dans des circonscriptions où le candidat bloquiste s'était faufilé entre les libéraux et les conservateurs: Laval-Est, Laval-Centre, Beauharnois-Salaberry, Châteauguay, Frontenac-Mégantic, Louis-Hébert, Québec-Est et Charlesbourg. Le PLC mise également dans l'est du Québec avec Bonaventure-Gaspé-Iles-de-la-Madeleine-Pabok et Matapédia-Matane, où le recrutement de plus de 4000 membres fouette les troupes de là-bas.

Quant à l'arrivée de Jacques Parizeau et Lucien Bouchard, au cours des prochains jours, pour aider le Bloc québécois, M. Gagliano y voit surtout une stratégie qui risque d'irriter la population. Et si le premier ministre Bouchard s'avisait d'établir un calendrier référendaire, il n'est pas certain que cela donnerait une impulsion à la ferveur souverainiste, croit-il. «Ils n'ont pas grand-chose à gagner avec le discours sur le référendum. Les gens sont tellement fatigués de ça qu'il pourrait y avoir un effet boomerang», estime Alfonso Gagliano.

Ces élections semblent revêtir une importance certaine pour l'ensemble du mouvement souverainiste. Les résultats obtenus par le Bloc pourraient fournir un indice de la vitalité du projet souverainiste et ainsi ralentir ce dernier ou, à l'inverse, lui donner un élan. Selon Jean-Marc Léger, le Bloc québécois est déjà dans une situation précaire.

«Si le Bloc obtient moins de 40 % des voix encore une fois [38 % en 1997, soit une baisse de 11 points par rapport à 1993], ça démontrera un certain affaiblissement du mouvement souverainiste. S'il obtient plus de 40 %, cela voudra dire que l'idée de la souveraineté est encore en santé», évalue M. Léger.

Le Bloc compte ajouter au moins sept sièges supplémentaires aux 44 qu'il détient déjà. Mais il

se retrouve sur la défensive dans autant de comtés. Les stratèges misent notamment sur des circonscriptions remportées par le Parti conservateur: Shefford, Richmond-Arthabaska et Compton-Stanstead.

Dans ce contexte d'affrontement entre bloquistes et libéraux, le parti de l'Alliance canadienne se préoccupe vraisemblablement davantage de construire une structure militante au Québec, alors qu'il a été pris de court par le déclenchement hâtif des élections. «Ce qui est vraiment important, c'est de faire connaître le chef et de faire connaître notre programme», affirme le directeur de la campagne allianciste pour le Québec, Eric Duhaime.

Pour l'instant, l'Alliance n'apparaît pas comme une véritable menace ni pour le PLC ni pour le Bloc. L'Alliance canadienne tente tout de même de se faufiler tant bien que mal. L'organisation est encore embryonnaire et la plupart des candidats ont été choisis à la sauvette. Mais les plus optimistes dans l'entourage de Stockwell Day au Québec croient pouvoir faire

une première percée en terre québécoise. «On est capables de récupérer la même force au Québec que les conservateurs ont eue en 1997, soit environ 22 % du vote. On ne s'attend pas à balayer le Québec mais on vise à aller chercher cinq sièges», soutient Daniel Goulet, qui sonde les intentions de vote pour l'Alliance. Ces gains se feraient principalement dans le centre du Québec.

«Selon nos sondages et nos «focus groups», ce sont les jeunes familles de banlieue qui sont particulièrement sensibles à notre programme fiscal. C'est une clientèle qui en a ras le bol au chapitre constitutionnel», affirme Eric Duhaime. «À partir de 20 %, on gagne des sièges. Vingt, c'est le chiffre magique où l'on commence à faire une vraie percée en matière de présence à la Chambre des communes.»

«Les Québécois n'en sont peut-être pas conscients, mais la seule place où il y a un match électoral au Canada, c'est au Québec. Soit que l'Alliance est très forte dans l'Ouest, soit que les libéraux écrasent en Ontario et dans les Maritimes», conclut Jean-Marc Léger.

Les 16 luttes à surveiller

Par-delà des forteresses libérales comme Saint-Laurent-Cartierville ou Saint-Léonard-Saint-Michel et des bastions bloquistes comme Mercier et Laurier-Saint-Marie, la lutte électorale s'annonce serrée dans quelque quinze circonscriptions à travers le Québec. L'élément central est sans contredit le fractionnement ou l'unité des votes fédéralistes.

Argenteuil-Papineau-Mirabel

Le Bloc est allé chercher l'ancien président de l'Union des municipalités du Québec, Mario Laframboise. Ce dernier en a surpris plus d'un car il était étiqueté fédéraliste.

Beauharnois-Salaberry

Ce sera la bataille de deux candidats d'envergure: Daniel Turp, du Bloc, et Serge Marcell, un ancien ministre libéral à Québec.

Chicoutimi-Le Fjord

Le Bloc espérait mettre facilement la main sur ce comté. Mais c'était avant que le chef Gilles Duceppe ne décide d'imposer son candidat, Noël Tremblay, déclenchant du coup un tollé en écartant le jeune Sylvain Gaudreault, ce qui place son parti en situation précaire. Un candidat «bloquiste» indépendant pourrait faire tourner le vent, ce qui créerait une lutte à trois incluant le député sortant, le libéral André Harvey (élu sous la bannière conservatrice en 1997).

Bonaventure-Gaspé-Iles-de-la-Madeleine-Pabok

Les libéraux y présentent Georges Farrah, un ancien député libéral provincial qui s'était montré fort critique envers Jean Chrétien. M. Farrah jouit toutefois d'une grande crédibilité.

Bellechasse-Etchemins-Montmagny-L'Islet

L'actuel député libéral, Gilbert Normand, a gagné son siège par moins de 100 voix.

Laval-Centre

Les libéraux avaient perdu cette circonscription de justesse. Les électeurs qui avaient donné leur appui aux conservateurs avaient fait pencher la balance en faveur du Bloc.

Laval-Est

Le Bloc québécois mise sur un jeune candidat, Ma-

thieu Alarie. En 1997, le Bloc avait remporté le comté grâce à un bon résultat du conservateur Vincent Della Noce, qui avait divisé le vote fédéraliste.

Louis-Hébert

La bloquiste Hélène Alarie avait remporté la palme avec une majorité de 3000 voix devant les libéraux et les conservateurs dont les électeurs, s'ils s'avéraient être davantage fédéralistes que souverainistes, pourraient faire pencher la balance en faveur du PLC.

Québec-Est

Le député bloquiste Jean-Paul Marchand tente de nouveau sa chance. Au scrutin précédent, M. Marchand avait profité de la présence de deux adversaires fédéralistes.

Charlesbourg

L'allianciste Gérard Latulippe s'y présente. Divisera-t-il le vote fédéraliste en faveur du Bloc ou sa notoriété réussira-t-elle à déloger le Bloc québécois?

Frontenac-Mégantic

Là aussi, le déplacement du vote conservateur pourrait être déterminant cette année. En 1997, les candidats bloquistes et libéraux étaient presque coude à coude; les quelque 10 000 voix des conservateurs avaient scellé le sort en faveur du Bloc.

Kamouraska-Rivière-du-Loup-Témiscouata-Les Basques

La lutte s'y annonce chaude. En 1997, le Bloc avait gagné mais s'était fait talonner de près par le PLC et le PC.

Richmond-Arthabaska

André Bachand est le seul député demeuré fidèle au Parti conservateur.

Shefford

Détenu par Diane Saint-Jacques, élue avec les conservateurs et qui, récemment, est passée chez les libéraux. Elle semble s'accommoder d'avoir voté contre le projet de loi C-20.

Sherbrooke

Le Bloc a obtenu ce comté à l'arraché lors d'élections complémentaires. Les libéraux misent sur l'effet d'entraînement dans la région pour ravir le comté

Kathleen Lévesque

Pas d'attaques personnelles

Day maintient le cap

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Stockwell Day estime que sa décision d'éviter les attaques personnelles, de se concentrer sur la politique et d'avoir une attitude cordiale donne jusqu'à maintenant les résultats escomptés auprès des électeurs.

Un sondage Ipsos-Reid commandé par CTV et le *Globe and Mail*, rendu public hier, indique que l'appui des électeurs à l'Alliance canadienne est passé de 20 à 28 % la semaine dernière.

«Pendant les trois premiers jours [de la campagne], les gens me recommandaient d'être négatif et de lancer des attaques personnelles, mais je continue à refuser d'adopter cette attitude», a déclaré M. Day lors d'une conférence de presse

hier. «Je pense que les Canadiens apprécient une attitude respectueuse [...] et nous entendons continuer de cette façon.»

Les conseillers de M. Day ont tenté de le convaincre de faire preuve de plus d'agressivité dans ses discours et ses attaques contre le premier ministre Jean Chrétien, mais il a refusé de le faire. Le discours qu'il a prononcé jeudi soir différerait presque entièrement de l'allocation préparée à son intention, et il a adouci considérablement certains propos qui lui avaient été suggérés.

Mais M. Day n'est pas entièrement opposé à l'idée de décocher quelques flèches à M. Chrétien. Jeudi, il a reproché au premier ministre d'avoir été «un des pires ministres des Finances de l'histoire

récente», évoquant l'époque où M. Chrétien détenait ce portefeuille, à la fin des années 70.

Et en couilles, les conseillers et le personnel de M. Day expédient un flot incessant de messages télécopiés qui ne s'embarassent pas de subtilités pour critiquer les libéraux.

M. Day se décrit comme un homme respectueux et honorable tout en laissant entendre que Jean Chrétien prend un plaisir particulier à se livrer à des attaques personnelles.

«Les gens de tout le pays apprécient le respect démontré par l'Alliance canadienne, dit-il. Ils apprécient le fait que nous allons respecter la démocratie et les contribuables qui gagnent durablement leur vie.»

EN BREF

Les débats des chefs auront lieu les 8 et 9 novembre

(PC) — Le Consortium des télédiffuseurs réunissant les réseaux français et anglais de Radio-Canada, CTV, Global et TVA a confirmé que les débats des chefs de partis fédéraux se tiendront les 8 et 9 novembre. Ils auront lieu au Studio du Centre national des arts à Ottawa. Le débat en français aura lieu le mercredi 8 novembre à 21h, et en anglais, le jeudi 9 novembre à 20h. Le débat en français sera animé par Stéphane Bureau de Radio-Canada. Les journalistes qui questionneront les chefs de partis fédéraux seront Lina Dib, du réseau TVA, et Daniel Lessard, de Radio-Canada.

Des électeurs compréhensifs

(PC) — Les électeurs comprennent pourquoi le gouvernement fédéral a dû réduire de plusieurs milliards de dollars les fonds transférés aux provinces pour les soins de santé, affirme le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock. Les Canadiens réalisent qu'il était nécessaire de contrôler le déficit et qu'à cet effet, on devait faire des choix, a indiqué M. Rock, hier, après une allocution devant des chercheurs médicaux à l'Université de Toronto.

LE DEVOIR

LE MONDE

Quatre Palestiniens tués

Barak et Sharon vont s'entendre

Il ne reste plus que quelques questions à régler pour former un cabinet «d'urgence nationale»

HUSAM IZEDDIN
AGENCE FRANCE-PRESSE

Ramallah, Cisjordanie — Quatre Palestiniens ont été tués et près de 200 blessés hier par l'armée israélienne dans un sursaut de violence qui a fait voler en éclats une amorce d'accalmie au moment où le projet d'un cabinet «d'urgence nationale» en Israël, qui semblait condamné, refaisait surface.

Les heurts les plus violents se sont produits à Ramallah, dans le nord de la Cisjordanie, où un manifestant palestinien de 27 ans, Ghassan Salem Awaissah, a été tué et 83 autres blessés par les tirs israéliens lors d'affrontements à l'entrée de la ville.

Deux autres manifestants palestiniens, Ahmad Mohammad Kasseem, 25 ans, et Bachir Saleh Chalahit, 15 ans, ont été tués alors qu'ils lançaient des pierres sur les soldats respectivement dans les villes de Tulkarim et Kalkiliya (nord de la Cisjordanie).

Un quatrième Palestinien, Jaber Ahmad al-Mishal, 23 ans, a été tué par l'armée israélienne près du terminal d'Erez, principal point de passage entre la bande de Gaza et Israël. Ces décès portent à 144 le nombre de morts, en majorité des Arabes, depuis le début de l'intifada (soulèvement palestinien), le 28 septembre. Plus de 4000 autres personnes ont été blessées.

Hier soir, les blindés israéliens ont tiré quatre obus contre des objectifs à Jéricho (Cisjordanie), a constaté un journaliste de l'AFP. Il n'y a pas eu de blessé et les obus ont détruit les deux étages supérieurs d'un édifice qui servait aux Palestiniens de position de tir contre la colonie israélienne voisine de Véred Jéricho, a-t-il ajouté.

À Beit Jala (Cisjordanie), deux hélicoptères israéliens ont attaqué à la mitrailleuse la localité palestinienne, également la cible de deux obus tirés par un char, selon des sources militaires israéliennes.

Les hélicoptères ont aussi tiré deux missiles, selon un correspondant de l'AFP, qui a fait état d'un Palestinien légèrement blessé et d'un autre en état de choc.

Dans la bande de Gaza, des échanges de tirs ont eu lieu pendant la soirée entre des Palestiniens armés et des soldats israéliens en poste à Rafah (sud de la bande autonome), ont rapporté des témoins, sans faire état de victimes.

Cet incident avait été précédé par l'attaque de manifestants palestiniens contre un char israélien, qu'ils avaient incendié à coups de cocktails Molotov, près du passage routier de Karni, entre la bande autonome et Israël.

Ce regain de violence a coïncidé avec l'annonce d'un accord partiel entre le premier ministre israélien Ehoud Barak et le chef de l'opposition de droite, Ariel Sharon, sur les conditions de formation d'un cabinet d'urgence nationale, un projet qui battait de l'aile depuis plusieurs jours.

«Le représentant de M. Sharon, le député Méir Cheerit, et celui de M. Barak, le ministre des Télécommunications, Binyamin Ben Eliezer, sont parvenus à s'entendre sur quatre des six points conditionnant la formation d'un tel cabinet», a indiqué Tami Sherkman, porte-parole de M. Ben Eliezer.

«Les dernières questions à régler seront sans doute tranchées directement par MM. Barak et Sharon lors d'une rencontre qui pourrait se tenir samedi soir», a ajouté Mme Sherkman sans préciser quels sont ces deux points en suspens.

La création d'un cabinet d'urgence en Israël — souhaitée par plus des deux tiers des Israéliens, selon un sondage publié hier — se heurte notamment à l'exigence de M. Sharon de disposer d'un droit de veto sur toute initiative diplomatique concernant le processus de paix, condition rejetée par M. Barak.

D'autre part, le président américain Bill Clinton, qui se refuse à jeter l'éponge malgré la violence, a eu hier un entretien téléphonique sur la situation dans la région avec le chancelier allemand Gerhard Schröder, qui entamera aujourd'hui une tournée au Proche-Orient, a annoncé la Maison-Blanche.

M. Clinton avait auparavant évoqué avec M. Barak l'idée de sa venue, ainsi que celle de M. Arafat, à Washington, pour des entretiens séparés. Il a cependant affirmé que la violence devrait être nettement réduite pour qu'il puisse recevoir les deux dirigeants.

En outre, lors des obsèques d'un kamikaze du Jihad islamique qui avait trouvé la mort jeudi dans une attaque suicide contre un poste militaire israélien dans la bande de Gaza, des milliers de Palestiniens ont clamé leur détermination à anéantir l'Etat d'Israël.

La Côte d'Ivoire dans la tourmente

Un charnier découvert à Abidjan

■ Laurent Gbagbo forme son premier gouvernement

■ Alassane Ouattara opte pour l'attentisme

Plusieurs dizaines de cadavres de jeunes gens, pour la plupart abattus à bout portant, ont été découverts hier à Abidjan. L'identité et l'appartenance ethnique des victimes n'ont pas encore été établies. Sur le plan politique, le nouveau président Laurent Gbagbo a formé son gouvernement et rencontré l'ex-premier ministre Alassane Ouattara.

Abidjan (AFP) — Un charnier de plusieurs dizaines de cadavres a été découvert hier soir à Abidjan, où le président Laurent Gbagbo s'était efforcé dans la journée de normaliser la situation, au lendemain d'affrontements qui ont fait plus de 155 morts selon l'opposition.

Le risque d'une guerre civile plane sur la Côte d'Ivoire, a estimé Amnistie internationale dans un communiqué transmis à l'AFP, au lendemain des affrontements entre militants rivaux qui avaient fait plusieurs dizaines de morts.

Selon le Rassemblement des républicains (RDR), parti de l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, quelque 155 personnes, dont nombre de leurs sympathisants, ont été tuées dans ces violences, qui avaient dégénéré en affrontements interethniques.

En outre, toujours selon le RDR, 316 personnes ont été blessées et 116 interpellées.

Ce bilan, établi par les responsables régionaux du parti, comprend les 40 à 50 personnes tuées par balles, dont les corps ont été découverts hier en lisière du quartier de Yopougan à Abidjan. Les responsables du RDR ont affirmé les avoir identifiées comme étant des militants de ce parti.

Les victimes, principalement des jeunes, semblaient toutes avoir été tuées par balles. De nombreuses douilles jonchaient le sol, maculé de sang près des corps, a constaté un journaliste de l'AFP. Il n'était pas immédiatement possible de préciser les causes de ce massacre ou sa date.

Hier, les heurts s'étaient calmés en Côte d'Ivoire, mais deux villes au moins, Odienné (610 km au nord d'Abidjan) et Anyama (à quelques dizaines de kilomètres d'Abidjan), ont connu des troubles qui ont fait plusieurs blessés. Investi président jeudi au terme d'une journée de violences politiques qui ont dégénéré en une véritable guerre ethnico-religieuse, Laurent Gbagbo a nommé hier son premier ministre, Affi Nguessan, après avoir rencontré les dirigeants des deux principaux partis qui composent avec son Front populaire ivoirien (FPI - so-



Au lendemain de violences entre ses partisans et ceux du nouveau président Laurent Gbagbo (à droite), l'ex-premier ministre Alassane Ouattara a adopté une position attentiste à l'égard de celui qu'il appelle le «président de fait» de la Côte d'Ivoire. Apparemment décidés à calmer le jeu, les deux hommes se sont rencontrés hier, posant tout sourire pour les photographes.

VINCENT S'AS REUTERS

cialiste) le paysage politique du pays. L'ancien premier ministre Alassane Ouattara, président du Rassemblement des républicains (RDR - libéral très influent dans le nord musulman), a été le premier reçu par M. Gbagbo.

Ouattara n'écarte rien

Il a indiqué au nouveau président que la priorité du RDR n'était pas de participer au gouvernement, mais il ne l'a pas exclu après la tenue des élections législatives prévues pour le 10 décembre. Laurent Dona Fologo, secrétaire général du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, au pouvoir depuis l'indépendance jusqu'au coup d'état militaire de décembre 1999) a pour sa part accepté la proposition de participation au gouvernement.

Il a toutefois indiqué que le nombre et l'identité des ministres concernés n'avaient pas été dé-

finis. Hier soir, Amnistie internationale a estimé que «la menace d'une guerre civile plane sur la Côte d'Ivoire» et demandé aux responsables des forces de sécurité de «protéger les droits humains de toute la population, y compris ceux des citoyens de nationalité étrangère qui sont pris à partie par d'autres civils ou par certains membres des forces de l'ordre».

Selon Amnistie, durant les violents affrontements de jeudi entre partisans de l'ancien premier ministre Alassane Ouattara et partisans du président Laurent Gbagbo, «le rôle des forces de l'ordre a été parfois ambigu».

«Dans certains cas, les forces de sécurité se sont jointes aux partisans du Front populaire ivoirien (FPI de M. Gbagbo) dans leur combat de rue contre les membres du RDR et dans d'autres cas, les gendarmes ont protégé des membres du RDR menacés de lynchage», note le communiqué.

« Le Falungong est bon »

La secte poursuit sans faiblir son défi au pouvoir chinois

PIERRE HASKI
LIBÉRATION

Pékin — Malgré une répression féroce depuis plus d'un an, la secte Falungong poursuit sans faiblir son défi au pouvoir chinois. Des dizaines d'adeptes de ce mouvement interdit ont été arrêtés jeudi et hier sur la place Tiananmen. Des policiers en civil, mêlés à la foule toujours nombreuse sur la célèbre place, ont interpellé les manifestants qui tentaient de déployer leurs banderoles «Le Falungong est bon».

C'est la troisième fois ce mois-ci que les adeptes de cette secte, qui combine le qigong (art martial

chinois ancien) et des croyances bouddhistes et taoïstes, portent leur défi en ce lieu symbolique de Pékin. Le 1^{er} octobre, jour anniversaire de la victoire communiste, un millier d'entre eux avaient manifesté au beau milieu des célébrations officielles, du jamais vu! Hier, ils ont voulu célébrer le premier anniversaire de la déclaration gouvernementale en décrivant le Falungong comme une «secte hérétique».

Leur détermination trouble les responsables chinois, peu habitués à voir leur puissante machine à broyer les oppositions ainsi tenue en échec. Une foi aveugle qui fait disparaître la peur, une structure clandestine efficace et un recours

aux moyens de communication accessibles (Internet et téléphone portable) font de Falungong un redoutable adversaire pour le régime, depuis son apparition au grand jour, le 25 avril 1999. Plus de 10 000 adeptes avaient alors assiégé pacifiquement le siège du pouvoir chinois au centre de Pékin pour réclamer la légalisation de leur groupe. Les services de sécurité n'avaient rien vu venir et le régime, choqué, a découvert que le Falungong bénéficiait d'un soutien important au sein de l'appareil d'Etat, voire de l'armée et de la police.

La machine répressive s'est alors mise en marche, ainsi qu'une propagande intense en direction des millions de personnes «contaminées». Selon le Centre d'information sur les droits de l'homme et la démocratie, organi-

sation indépendante basée à Hong-Kong, quelque 50 000 adeptes ont été arrêtés depuis 18 mois, dont 450 condamnés à des peines allant jusqu'à 18 ans de prison. Des milliers ont été envoyés dans des camps de «rééducation par le travail». Cinquante-neuf seraient morts de mauvais traitements et torture. Après avoir interdit le mouvement, puis l'avoir déclaré «hérétique», le pouvoir l'accuse maintenant d'œuvrer au renversement du système communiste, accusation de la plus haute gravité qui pourrait augurer une répression accrue. Jeudi, l'agence officielle Chine nouvelle a ainsi accusé le Falungong «d'être devenu un outil politique des forces occidentales hostiles à la Chine [pour] saboter la stabilité sociale et la bonne marche des réformes et de l'ouverture».

Leur détermination trouble les responsables chinois

De nouveau premier ministre du Liban

Hariri, un milliardaire heureux

Le gouvernement formé jeudi par Rafic Hariri aura la lourde tâche de rétablir la confiance indispensable à la relance d'une économie en miettes, pour faire revenir les investisseurs tant libanais qu'étrangers. La situation économique que le magnat de l'immobilier trouve à son retour au pouvoir est catastrophique: la dette publique a dépassé les 23 milliards de dollars, soit plus de 140 % du produit national brut, pour une population d'au plus quatre millions d'habitants.

CHANTAL RAYES
LIBÉRATION

Beirut — Rafic Hariri a plus d'une raison de se féliciter. Premier ministre fraîchement désigné, il revient au pouvoir après en avoir été écarté il y a deux ans. Grand vainqueur des législatives de cet été, il se taille la part du lion dans le gouvernement nommé jeudi, avec huit ministres sur trente à sa solde. Surtout, le milliardaire peut se targuer d'avoir formé le

cabinet «le plus représentatif depuis la fin de la guerre», en 1990. Pour satisfaire le plus grand nombre et respecter les délicats équilibres confessionnels et politiques, on a choisi une formule élargie de trente ministres. On y trouve aussi bien un Ghassan Salamé (Culture), professeur à Sciences Po, qu'un Elias Murr, gendre du président, à l'Intérieur. Tous les courants parlementaires sont là. A commencer, bien sûr, par les plus prosyriens.

La nouvelle équipe compte au moins six ministres directement inféodés à Damas, dont certains se sont fait confier des portefeuilles clés comme la Défense.

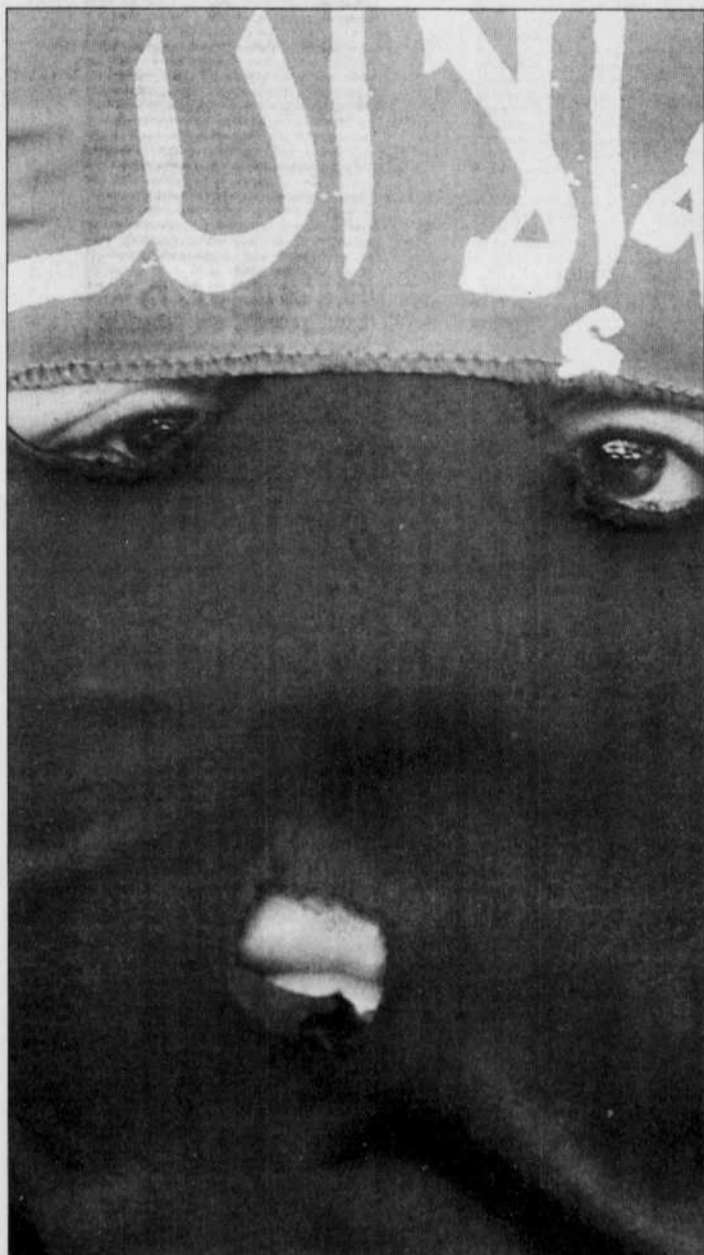
Mais la Syrie, étroitement associée au choix du cabinet, a fait preuve d'ouverture envers un camp chrétien exclu du pouvoir depuis la fin de la guerre à cause de son désaveu de la pax syriana. Quelques figures maronites (la plus grande communauté chrétienne), représentant toutefois l'aile modérée de ce courant, ont intégré le gouvernement dans un remaniement de dernière heure, imposé par la droite populaire... et par Walid Joublat. Le chef druze a en effet tenu à se faire représenter par

un chrétien, au nom de la réconciliation, aux côtés de deux ministres druzes.

Seule la frange chrétienne irréductible opposée à la mainmise syrienne, comme le courant du général Aoun, subit toujours le veto de Damas. Autre absent, volontairement celui-ci: le Hezbollah, qui a décidé de ne pas «s'embarquer dans une galère». Mais outre l'aversion que lui voue Hariri, Washington aurait fait pression pour que le parti islamiste soit exclu.

Une tâche difficile attend toutefois Hariri. Outre une crise économique sans précédent, sa marge de manœuvre est réduite, voire nulle, sur deux dossiers importants: les relations libano-syriennes et le conflit syro-libano-israélien.

La Syrie a fait preuve d'ouverture envers un camp chrétien exclu du pouvoir



DAMIR SAGOLJ REUTERS

Ce Palestinien du Sud-Liban manifestait hier contre la violence dans les Territoires occupés.

LE MONDE

EN BREF



Augusto Pinochet

Extradez-le !

Buenos Aires (AFP) — La justice argentine a formellement demandé l'extradition de l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet pour son implication présumée dans l'attentat qui a coûté la vie en 1974 à Buenos Aires à l'ancien chef de l'armée chilienne Carlos Prats et à son épouse, a-t-on appris hier de source judiciaire. «Le juge fédéral Juan José Galeano [...] a demandé l'arrestation préventive [de Pinochet] à une fin d'extradition», a déclaré à la presse le procureur du procès d'Enrique Lautaro Arancibia Clavel, ancien agent de la DINA (police secrète du régime de Pinochet), poursuivi pour l'attentat ayant causé la mort des époux Prats. Carlos Prats était chef de l'armée sous l'ex-président Salvador Allende. Il avait été remplacé par le général Pinochet vingt jours seulement avant le putsch dans lequel Salvador Allende devait trouver la mort au palais de la Moneda à Santiago.

Clinton hésite

Washington (AFP) — La Maison-Blanche a indiqué hier que les discussions sur les missiles prévues la semaine prochaine entre les États-Unis et la Corée du Nord seraient «très importantes» pour déterminer l'utilité ou non d'une visite du président Bill Clinton en Corée du Nord. «Ces discussions seront très importantes pour obtenir certains détails des idées qui ont été discutées à Pyongyang [par le secrétaire d'Etat Madeleine Albright] et nous devrions avoir des vues plus précises sur où elles nous mèneront», a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche Jake Siewert. Au cours d'un bref voyage de deux jours de Mme Albright à Pyongyang, le leader nord-coréen Kim Jong-Il avait laissé entendre qu'il était prêt à renoncer au développement d'un programme de missiles balistiques, mais sans apporter beaucoup de précisions sur cette intention. Les projets balistiques nord-coréens avaient été jugés suffisamment inquiétants par les États-Unis pour envisager la mise en place d'un bouclier antimissiles.

«Inaki» réclamé

Madrid (Reuters) — L'Espagne va demander à la France l'extradition d'Ignacio Gracia Arregui, alias «Inaki de Renteria», dirigeant présumé de l'organisation séparatiste basque ETA. De source autorisée, on précisait hier qu'«Inaki», appréhendé en septembre à Bidart (Pyrenées atlantiques) par la police française, fait l'objet en Espagne de plusieurs chefs d'accusation pour terrorisme, dont une pour tentative d'assassinat en 1995 sur l'île de Majorque (Baléares) du roi Juan Carlos. Madrid a effectué la même démarche auprès de Paris pour un autre suspect d'ETA, Maria del Rosario Delgado Iriando, recherchée pour possession d'armes et appartenance à un groupe armé.

Lettre à l'ONU

Nations unies (Reuters) — La Yougoslavie a officiellement demandé hier son admission aux Nations unies dont elle est suspendue depuis 1992. Un porte-parole de l'ONU a déclaré que le secrétaire général Kofi Annan avait reçu une lettre en ce sens du gouvernement du nouveau président Vojislav Kostunica. La suspension remonte à l'éclatement de l'ancienne fédération socialiste yougoslave et le départ de la Croatie, de la Slovénie, de la Bosnie et de la Mécédoine.

Porte fermée

Berlin (AFP) — La porte de Brandebourg, l'un des plus célèbres monuments berlinois, était pour la dernière fois visible hier, puisqu'elle disparaîtra à partir de ce week-end et pendant seize mois sous des échafaudages pour sa rénovation. Les travaux de réparation et de nettoyage de la porte commenceront aujourd'hui, a précisé la Fondation de protection des bâtiments de la ville de Berlin. Le monument, situé à la frontière du mur de Berlin séparant l'est et l'ouest de la ville, est devenu l'un des symboles de la réunification de l'Allemagne depuis la chute du Mur. Pour consoler les touristes déçus, Berlin a prévu de recouvrir la porte d'une bâche représentant le monument.

Bush et Gore se crêpent le chignon

Les attaques personnelles entre les deux candidats fusent

PATRICK ANIDJAR
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — La course à la Maison-Blanche prend un ton de plus en plus acide entre les candidats démocrate Al Gore et républicain George W. Bush, qui se lancent des attaques personnelles à dix jours d'un scrutin dont l'issue demeure toujours incertaine.

Les derniers sondages sont révélateurs des difficultés qu'éprouve l'électorat américain pour choisir clairement, à l'approche de l'échéance du 7 novembre.

Un sondage publié hier par le site voter.com donne ainsi une légère avance au candidat républicain avec 45 % des intentions de vote contre 40 % pour le vice-président Gore, mais avec une marge d'erreur de 3,1 %.

En revanche, un autre sondage réalisé la veille par Zogbi International confère l'avantage à

Gore avec 45 points contre 43 pour son rival républicain.

Selon le *New York Times*, les deux candidats sont au coude à coude dans dix-huit États, alors que généralement, à ce stade d'une campagne électorale, seuls moins de douze États sont encore indécis.

Inconfortable

La position de Gore, qui s'appuie pourtant sur huit années d'une prospérité sans précédent aux États-Unis, semble plus inconfortable que celle de son rival.

Les démocrates incriminent à ce sujet le candidat des Verts américains, l'écologiste Ralph Nader, qui grignote l'électorat démocrate dans plusieurs États, notamment celui de Washington ou de l'Oregon (nord-ouest), où les électeurs ont une sensibilité écologique marquée. Le gouverneur du Texas, qui s'emploie pour sa part à faire oublier les acquis économiques de



Élections américaines

l'administration Clinton-Gore, a ciblé ses critiques des dernières 24 heures sur la personnalité de Gore, avec une tentative de l'associer à celle, controversée, du président Bill Clinton. «Un dirigeant doit défendre la dignité et l'honneur de sa fonction», a lancé le gouverneur du

Texas, en insistant sur la réussite de son mariage avec sa femme Laura, allusion aux scandales sexuels qui ont émaillé la présidence Clinton. Ironique, Bush a estimé qu'un «bon dirigeant est prévisible. Il n'est pas de changer de personnalité, disons, à chaque débat», en référence aux trois confrontations télévisées qui l'ont opposé à un Gore tour à tour condescendant, serene et pugnace.

Sur la défensive, le vice-président a préféré s'expliquer sur l'absence remarquée de Bill Clinton dans sa campagne en affirmant: «Je suis ce que je suis, je fais campagne moi-même.»

Aucune apparition commune avec Clinton n'est d'ailleurs prévue à son programme. Plus virulent, un conseiller du vice-président a riposté en décortiquant point par point la structure des derniers discours de Bush: 1. introduction; 2. attaques (a/attaques, b/attaques, c/at-

taques); 3. appel à «un changement de ton»; 4. échange de vues possible sur l'ironie et l'hypocrisie; 5. conclusion.

Bush est présenté comme «désespéré» par ce stratège démocrate. Ron Klain, qui juge incompatible la volonté affichée du gouverneur du Texas pour une politique «propre», sa campagne de dénigrement et ce qu'il nomme l'échec de sa gestion au Texas.

«Le conservateur avec du cœur s'est envolé. Disparu le réformateur avec des résultats. Il ne reste que l'instigateur d'insultes», a affirmé Ron Klain, qui dénombre une vingtaine d'attaques personnelles récentes en provenance du camp Bush.

Le gouverneur du Texas s'est toutefois défendu d'attaquer son rival. «Je n'ai rien contre le bonhomme, personnellement», a-t-il assuré lors d'une réunion électorale dans l'Ohio.

Vote décisif pour le processus de paix en Ulster

Belfast, (AFP) — Le chef unioniste David Trimble, premier ministre d'Irlande du Nord, se préparait hier à livrer une bataille décisive pour son avenir politique et le processus de paix dans la province dirigée depuis deux ans par un gouvernement biconfessionnel.

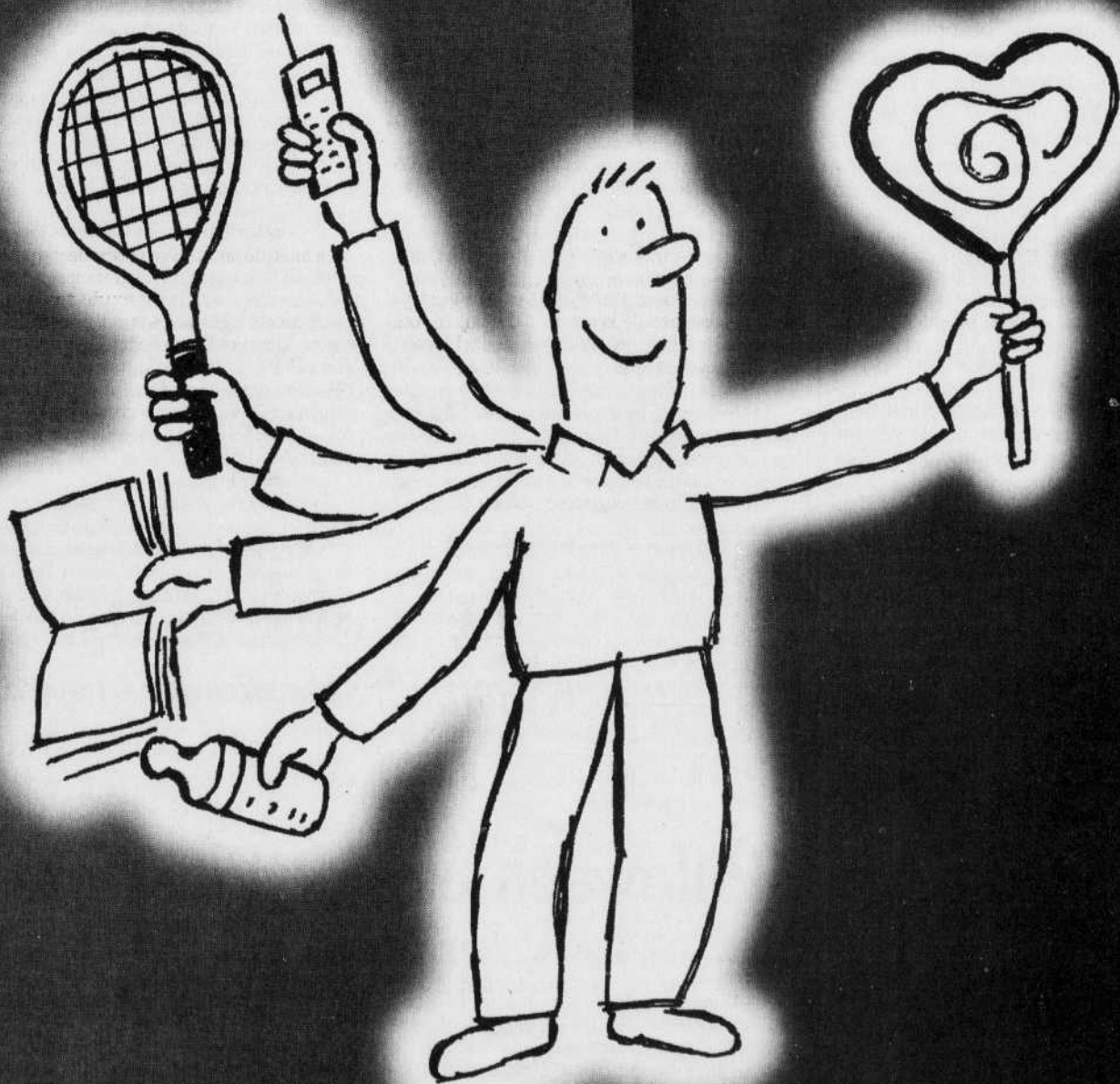
M. Trimble sera aux prises aujourd'hui avec une révolte d'une partie des 860 cadres de son parti, l'UUP (Ulster Unionist Party), déterminés à mettre un terme à l'expérience

de partage du pouvoir avec les catholiques si l'Armée républicaine irlandaise (IRA) ne commence pas à remettre à la police les armes et munitions qu'elle détient.

Le chef de file des «frondeurs» de l'UUP, Jeffrey Donaldson, a mis en garde M. Trimble: si d'ici le 30 novembre l'IRA n'a pas commencé à rendre son arsenal, en vue de sa destruction, le gouvernement biconfessionnel nord-irlandais né des accords d'avril 1998 aura vécu.

M. Donaldson devrait donc présenter aujourd'hui une motion appelant les députés de l'UUP à boycotter l'assemblée de Stormont et l'exécutif si aucun progrès n'est enregistré à l'expiration de l'ultimatum. La motion proposera aussi une pause dans la réforme de la police (la Royal Ulster Constabulary/RUC), c'est-à-dire son changement de nom et son ouverture à des catholiques. Tous les analystes en conviennent: le vote de samedi sera serré. La dernière fois que les partisans de

MM. Trimble et Donaldson s'étaient comptés, lors d'un vote du conseil de l'UUP en mai, les deux camps étaient pratiquement à égalité: 53 % en faveur du premier ministre, 47 % pour son rival. Au sein de la communauté protestante, 68 % des électeurs de l'UUP soutiennent toujours M. Trimble et 60 % sont d'avis qu'il doit rester à la tête du parti, selon un sondage effectué auprès de 1000 personnes et publié hier par l'Institut d'enquêtes marketing d'Ulster.



Vous manquez de temps ?

Vous ne manquez pas de générosité ?

Ne manquez pas Lotomatique.

Ne ratez pas votre chance de gagner. Abonnez-vous dès maintenant à vos loteries préférées et Lotomatique s'occupe de tout pour vous. Chaque semaine, vous participerez automatiquement à tous les tirages choisis.



Grâce à votre générosité, vous contribuerez au financement d'organismes sans but lucratif sans qu'il vous en coûte un sou de plus. L'an dernier, par la vente de loteries, ces organismes se sont partagé plus de 10 millions de dollars.

18 ans+
LOTOMATIQUE
MC

formulaires d'abonnement: (514) 873.7198 sans frais 1 800 361.8095
www.loto-quebec.com

É D I T O R I A L

L'école dans tous ses états

La publication par un institut privé d'un palmarès des meilleures — et des pires — écoles secondaires a créé tout un émoi hier, qui s'explique en partie par l'efficacité de la stratégie de marketing entourant la publication de cette liste. Mais il y a plus. Les Québécois sont avides d'information à propos de leurs écoles et d'un système public qu'ils jugent de plus en plus sévèrement. Et malgré ses failles importantes, le palmarès rendu public hier vient leur donner raison. Il est temps d'agir.

Disons-le d'emblée: il y a quelque chose d'odieux à comparer une école privée qui sélectionne scrupuleusement ses candidats en rejetant tous ceux qui seraient susceptibles de présenter des difficultés et une école publique dans laquelle s'engouffrent tous ceux qui en font la demande. En ce sens, personne n'est étonné de constater que 86 des 100 premières écoles du classement appartiennent au secteur privé. D'ailleurs, le fait que l'Institut économique de Montréal, associé au très conservateur Institut Fraser de Vancouver, place sur le même pied le Collège Jean-de-Brébeuf et l'école pour décrocheurs Marie-Anne ou la polyvalente Pierre-Dupuy, située en milieu défavorisé, en dit long sur son parti pris idéologique. En prenant acte, ce qui ne surprend personne, du fait que les écoles des milieux défavorisés sont, règle générale, au bas du palmarès, et celles de quartiers mieux nantis, en haut de la liste, le palmarès confirme que la démocratisation de l'école reste un projet inachevé pour lequel le Québec doit réaffirmer son engagement.

Cela étant, le ministre de l'Éducation, François Legault, a raison d'être dans ses petits souliers. Car ses réserves, légitimes, vis-à-vis le palmarès rendu public hier n'annulent pas les durs constats qui s'y trouvent: oui, l'école secondaire publique a des problèmes; oui, les directions d'établissement et les enseignants doivent réévaluer leurs manières de faire. Il ne s'agit pas de jeter la pierre et de chercher des coupables mais plutôt de modifier des pratiques qui ne donnent pas les fruits escomptés, quitte à se remettre en question. Qu'il suffise de mentionner que la discipline et l'encadrement gagneraient à être renforcés dans plusieurs écoles en se rappelant que les jeunes de première ou de deuxième secondaire ne peuvent être laissés à eux-mêmes. Et ces failles trop fréquentes éloignent les parents des écoles publiques, comme en témoigne la popularité sans cesse croissante de l'école secondaire privée, particulièrement à Montréal. Près de 30 % des élèves francophones de Montréal fréquentent une école privée et leurs parents n'en ont pas toujours les moyens. Voilà une réalité qui en dit long sur les sentiments que nourrissent les Québécois au sujet du système public. Il faudra davantage de belles paroles pour le remettre sur les rails.

M. Legault est mal placé pour répudier des palmarès. N'avait-il pas lui-même donné le ton, plus tôt ce mois-ci, en dressant une liste des «écoles à surveiller», des établissements dont les résultats étaient inférieurs à la moyenne d'établissements comparables à travers le Québec? Le ministère de l'Éducation ne prévoyait pas de rendre cette liste publique mais comptait la mettre à la disposition des écoles. Comme il fallait s'y attendre, et c'est tant mieux, son existence n'a pas longtemps été gardée secrète. Cette liste-là non plus n'était pas sans failles. Mais elle n'en contenait pas moins un certain nombre de données pertinentes. Les parents ont le droit de savoir dans quelle école leur enfant étudie. Et ils sont parfaitement capables de faire la part des choses lorsqu'ils examinent des données à propos de tel ou tel établissement.

Faut-il par ailleurs rappeler que le ministre de l'Éducation est celui qui, le premier, a lancé le bal en insistant sur la nécessité de rendre des comptes, d'évaluer davantage et mieux, d'élaborer des plans visant la réussite à 100 %? Une fois entré sur ce terrain, il faut prévoir des outils de mesure des résultats, ce qui n'est pas une mauvaise chose, loin s'en faut, à la condition qu'on ne perde pas de vue que ce sont des enfants et non des boîtes de conserve qu'on évalue. M. Legault doit poursuivre sur cette voie et renouer avec la clarté des propos qu'il privilégiait l'année dernière, de manière à donner des directives claires. À trop vouloir plaire à tous, on envoie des messages ambigus sur lesquels peuvent se rabattre toutes les tendances.

L'évaluation des écoles comporte des risques évidents de dérapage, comme on a pu le voir en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Mais le Québec n'est pas forcé de sacrifier ses valeurs sur l'autel de la performance. Les commissions scolaires et les directions d'école peuvent mettre en place de nouvelles pratiques sans pour autant s'aventurer dans les primes au rendement et les palmarès d'enseignants! La Centrale des syndicats du Québec est d'avis que la cote de performance rendue publique hier encourage la désertion des écoles moins performantes par les parents qui en ont les moyens, conduisant ainsi à un système d'éducation à deux vitesses. Mais nous évoluons déjà dans un système à deux vitesses, avec un secteur privé et un secteur public dont les responsables, aux abois, n'aiment pas que la divulgation de renseignements échappe à leur contrôle.

Le ministre de l'Éducation semble vouloir secouer le réseau public. Il doit continuer. Souhaitons aussi que la valorisation de l'école publique devienne la cause non pas d'un seul ministère mais de tout un gouvernement. En effet, comme le montre le bulletin provincial publié hier, il faudra une mobilisation générale pour réussir le virage de la rigueur, qui a donné des fruits dans le secteur privé.

pdesrivieres@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Le Bloc et les jeunes

Tout d'abord, il est important de mentionner que les soussignés déplorent le départ subit de Nicolas Brissson de la présidence du Forum jeunesse du Bloc. Nous trouvons dommage qu'il quitte ainsi le parti en pleine campagne électorale. Son aide aurait été grandement utile pour défaire nos véritables adversaires, les libéraux de Jean Chrétien.

Nous trouvons cependant normale la déception que vit Sylvain Gaudreault, lui qui a travaillé avec acharnement dans la circonscription de Chicoutimi-Le Fjord pour remporter l'assemblée d'investiture. D'ailleurs, nous aimerions qu'il continue à faire avancer la cause souverainiste et celle des jeunes en demeurant au sein du Bloc québécois.

Maintenant, la décision du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, de nommer un candidat à été prise en vertu des statuts et règlements adoptés par les délégués lors de notre dernier congrès. Nous sommes convaincus que Gilles Duceppe a agi en son âme et conscience dans le meilleur intérêt du parti et que sa décision ne remet pas en cause son estime envers Sylvain Gaudreault.

Gilles Duceppe a toujours défendu et soutenu les cinq jeunes députés du Bloc québécois et nous a donné toute la place qui nous revenait. Nous en avons pour preuve la présence accrue des jeunes au sein des instances du parti, notamment dans les débats

sur la démocratie, la mondialisation, la monnaie unique et la légalisation de la marijuana à des fins thérapeutiques.

Par conséquent, il est faux de dire que la décision prise par notre chef est dirigée contre les jeunes. Aujourd'hui, 12 jeunes candidats briguent les suffrages sous la bannière du Bloc québécois. Nous sommes ainsi le parti fédéral qui présente le plus de candidats jeunes aux élections. Il faut donc rester solidaires afin de consolider le vote bloquiste et ainsi augmenter le nombre de députés souverainistes à la Chambre des communes le 27 novembre prochain.

Caroline St-Hilaire (Longueuil), Gary Morin (Beauce), Mathieu Alarie (Laval-Est), Philippe Ordonnes-Jacob (Papineau-Saint-Denis), Bernard Bigras (Rosemont-Petite-Patrie), Nicolas Tétreault (Brossard-La Prairie), Pierre Brien (Témiscamingue), Stéphan Tremblay (Lac-Saint-Jean-Saguenay), Caroline Brouard (Hull-Aylmer), Eric Cimon (Vaudeuil-Soulages), Jean-Sébastien Houle (Mont-Royal), Richard Marceau (Charlesbourg-Jacques-Cartier)
Longueuil, vendredi 27 octobre 2000

Ma mémoire se souvient

Puisqu'on est à la veille d'avoir des élections,

permettez-moi de vous dire ceci: ma mémoire est plutôt bonne, et elle se souvient qu'en 1997, lorsque Jean Chrétien a été réélu, des médias lui avaient reproché de ne pas avoir attendu la fin de son mandat pour déclencher des élections et qu'il les avait déclenchées car il avait une nette avance dans les sondages. Pour calmer la foule, il avait dit qu'il attendrait la fin de son mandat la prochaine fois. Je m'étais dit: la prochaine fois, je pourrai voter.

J'aurai 18 ans en avril. À ce jour, ça fait trois ans qu'il est au pouvoir et il n'est pas encore rendu à la fin de son mandat, qui devait se terminer dans un an ou deux. Je n'ai pas fait de recherches très approfondies à ce sujet, mais ça prouve qu'encore une fois, il ne tient pas ses promesses et tente encore de se jouer de nous... Il sait que s'il attend, Stockwell Day aura gagné en popularité, et que s'il déclenche des élections dans six mois, il a moins de chances de gagner, pour ne pas dire qu'il pourrait très bien perdre.

J'appelle ça le pouvoir par lâcheté. Beaucoup de gens ont parfois la mémoire courte par rapport à ce que font les politiciens, et ceci en est un autre exemple. Ce serait bien si quelqu'un pouvait lui rafraîchir la mémoire...

Mon seul pouvoir est de m'exprimer. J'espère donc être entendue.
Marie-Pierre Poulin, 17 ans
Québec
21 octobre 2000

REVUE DE PRESSE

Halloween et élections, monstres et bonbons

Antoine Robitaille

Les élections fédérales bouleverseront l'Halloween cette année, déplore Stephen Lautens, chroniqueur au *Calgary Sun*. «Le porte-à-porte de zombis stupides nuira à celui des enfants», écrit-il. Au moins, se console-t-il, il y a des façons de distinguer politiciens et enfants déguisés. Identifier un néo-démocrate? Rien de plus facile: c'est celui qui tient «à ce que tous les enfants reçoivent la même quantité de bonbons, indépendamment du nombre d'heures que chacun a passé de porte en porte et du soin particulier qu'il a mis à confectionner son costume». Le type du NPD, c'est aussi celui qui invoquera une «victoire morale» même s'il n'aura recueilli que «neuf caramels après un mois de porte-à-porte». Quant aux types du Bloc québécois, ils «prendront tous vos bonbons, diront que tout cela est insultant puisque vous en avez donné davantage aux autres enfants et vous menaceront de déménager en dehors du quartier si vous ne leur en donnez pas davantage lorsqu'ils reviendront la semaine suivante». Ensuite, vous recevrez «une assignation à comparaître devant la cour linguistique du Québec parce que les enfants ne criaient pas "trick or treat!" aussi fort en français qu'en anglais». Quant aux conservateurs, on les reconnaîtra à leur accoutrement de livre de pizza «puisqu'ils n'auront pas encore fini leur journée de travail». Les gens de l'Alliance, eux, promettent de ne vous prendre que 17 % de vos bonbons. Les libéraux? Ce sont ceux «qui se pointeront six mois trop tôt».

À propos de monstres, doit-on respecter la liberté d'expression d'un chanteur de rap qui vomit des insanités? Christina Blizzard, du *Toronto Sun*, avait bien envie de répondre non dans sa chronique d'hier, où elle citait certaines des pires paroles d'Eminem. «Est-ce vraiment de l'art?», écrivait-elle. Reste que l'intervention du procureur général de l'Ontario, Jim Flaherty, qui a tenté de faire interdire le spectacle du chanteur au Skydome, est suspecte, selon elle. Le politicien l'aurait fait pour la publicité car il rêverait, un jour, de prendre la place de Mike

Harris à la tête du Parti conservateur. Même son de cloche, ou presque, dans l'éditorial du *Globe and Mail* d'hier. Le *Globe*, après avoir qualifié les paroles du rappeur de «dégoutantes» et de «misogynes», s'interrogeait cependant: «Est-ce vraiment une coïncidence si M. Flaherty a menacé d'intervenir alors que la campagne électorale fédérale bat son plein?» Autrement dit, pour un conservateur ontarien, allié de Stockwell Day, se poser ainsi en défenseur de la moralité revient à mettre en relief le fossé entre les positions de la droite et celles de Jean Chrétien, plus «libérales en ces matières». (Ce que condamnait d'ailleurs la chroniqueuse Linda Williamson, dans le *Toronto Sun*, hier, en rappelant la «mollesse» du gouvernement Chrétien dans plusieurs dossiers liés au crime, de la pornographie infantile à la lutte contre les bandes de motards.) Mais pour le *Globe*, même si les propos d'Eminem donnent la nausée et transpirent la haine de la femme, il faut se résoudre à dire qu'il a «le droit de les chanter, comme nous de ne pas les écouter, d'en débattre sérieusement et d'en parler avec nos enfants».

Qu'en est-il de la liberté d'expression des tiers, c'est-à-dire des «groupes de pression, des entreprises, des syndicats et des lobbyistes»? Un juge albertain décidait cette semaine que les dispositions de la loi électorale fédérale interdisant toutes dépenses publicitaires de leur part violent leur «droit d'expression et d'association». Le *Toronto Star* exprimait hier un sentiment ambivalent devant ce jugement. D'une part, le *Star* prévoit un «free for all» dans le domaine des dépenses électorales, ce qui aura pour effet de renvoyer la cause devant la Cour suprême. Le *Star* rappelle qu'il s'est toujours élevé contre les tentatives des gouvernements de limiter de quelque façon que ce soit la liberté d'expression des tiers pendant les campagnes électorales. «Mais nous croyons que les groupes de pression devraient, tout comme les partis politiques, se faire imposer un plafond de dépenses.» Plafond que le *Star* fixerait à la même hauteur que celui des partis politiques. Il doit être clair, insiste le *Star*, que «le pouvoir politique n'est pas à

vendre au Canada». Non seulement il n'est pas à vendre, expliquait Rick Salutin hier dans le *Globe*, il est difficile à acheter. Le chroniqueur faisait remarquer que ce ne sont pas toujours ceux qui ont de gros moyens qui remportent les élections. À «l'époque où la moitié des jeunes électeurs s'informent au sujet de l'élection présidentielle en écoutant les talk-shows humoristiques de fin de soirée» (Salutin citait une étude américaine), les blagues ont peut-être plus de poids que les sous. Au reste, rappelle Salutin, les publicités du NON étaient plutôt laides, en 1992, lors de la campagne référendaire sur Charlottetown, et c'est ce camp qui l'a emporté. De même, Salutin prend pour exemple un livre contre le libre-échange qu'il avait écrit avec Aislin, le caricaturiste de la *Gazette*. Le livre avait eu tant d'effet qu'un ministre du cabinet Mulrone, peu après les élections sur le libre-échange, s'était exclamé: «Nous avons presque perdu! Et tout cela à cause d'un livre de comique merdique.» Pour Salutin, peu importe l'argent, c'est «l'aura de vérité» d'une position qui l'importe.

Le *Calgary Sun* incitait, hier en éditorial, l'Alliance canadienne et Stockwell Day à prendre leurs distances face à l'avocat Doug Christie, défenseur de la «liberté d'expression» de révisionnistes et de négationnistes tels Jim Keegstra et Ernst Zundel. Christie participera à une assemblée des séparatistes de l'Ouest le mois prochain et a annoncé qu'il les enjoindra d'appuyer l'Alliance canadienne. Le *Sun* dit qu'un tel appui de la part de personnes aux «idées stupides» et «antisémites» pourrait nuire grandement au parti de Day. Après tout, note le *Sun*, l'Alliance a fait une percée dans la communauté juive en dénonçant l'attitude pro-palestinienne du gouvernement Chrétien.

Le *National Post*, hier, notait du reste avec force sarcasmes que le *Toronto Star* avait complètement changé d'idée sur la question du conflit israélo-palestinien. Normal, «les positions pro-palestiniennes du *Star* lui ont coûté plusieurs abonnés dans les rangs de la communauté juive libérale». Qu'on le veuille ou non, dit le *Post*, la politique étrangère est une question électorale.

IDÉES

Un mouvement d'éducation pour les jeunes?



MARTIN CHAMBERLAND LE DEVOIR

Les scouts veulent offrir des activités intéressantes, l'aventure high tech dans toute sa splendeur, et attirer les jeunes modernes de l'an 2000 au sein du mouvement. Pour ce faire, la direction et le conseil d'administration pensent qu'il faut en offrir plus, plus et toujours plus aux jeunes.

Les scouts de Montréal s'associent à Loto-Québec

Une alliance controversée...

103^e Groupe scout Saint-André-Apôtre
Ahuntsic, Montréal

Nous sommes scouts et fiers de l'être. Nous nous sommes engagés dans le mouvement scout, chacun d'entre nous, à des moments différents de notre vie. Certains d'entre nous sont parents. Comme animateurs, nous contribuons, chacun avec son expérience, à l'éducation des jeunes scouts. Comme Baden Powell, le fondateur du mouvement scout, nous voulons aider les jeunes à acquérir une meilleure connaissance de soi, à apprendre et à mettre en application les principes du respect des autres et du respect de la nature. Pour nous, le scoutisme est un mouvement dynamique, vivant, qui a fait ses preuves par le passé, généralement garant de l'avenir.

Il existe 25 districts au Québec. Notre groupe scout relève du district de Montréal. Nous avons, depuis dimanche dernier, un goût amer quant au choix qu'a fait l'assemblée des scouts relativement à un projet d'association entre les scouts du district de Montréal et la Lotomatique de Loto-Québec. 61 % des membres présents ont voté en faveur de l'association. L'assemblée a donc choisi d'appuyer le conseil d'administration du district de Montréal en acceptant que les scouts soient associés à Loto-Québec.

Pourquoi cette association? «Parce que nous avons besoin d'argent pour financer notre mouvement et que nous voulons maintenir les cotisations des jeunes le plus bas possible», nous ont répondu la direction et les membres du conseil d'administration du district de Montréal. Qui vendra le produit Lotomatique? «Pas les jeunes scouts. On s'adressera directement aux adultes du mouvement, parents et animateurs. Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter, nous a-t-on assuré. En aucun temps les jeunes du mouvement ne seront en contact avec la Lotomatique.» «Par ailleurs, plusieurs districts scouts du Québec vendent déjà le produit Lotomatique», a précisé Claude Lapointe, directeur général des Scouts du Montréal métropolitain.

Malgré les assurances que l'on nous a données, nous demeurons inquiets et ne pouvons avaliser cette association entre les scouts et Loto-Québec. Bien sûr, nous a-t-on dit hier, notre groupe — ainsi que ceux qui s'opposent à cette association — n'a qu'à se dissocier de la vente de Lotomatique. Aucun groupe ne sera obligé de participer, a-t-on ajouté. Mais nous croyons que l'image projetée par cette association entre Lotomatique et les scouts de Montréal nuira à notre mouvement. Certains se sont opposés à cet argument en disant qu'ils avaient continué à être fiers d'être scouts même si certains adultes du mouvement avaient déjà eu des accidents de parcours.

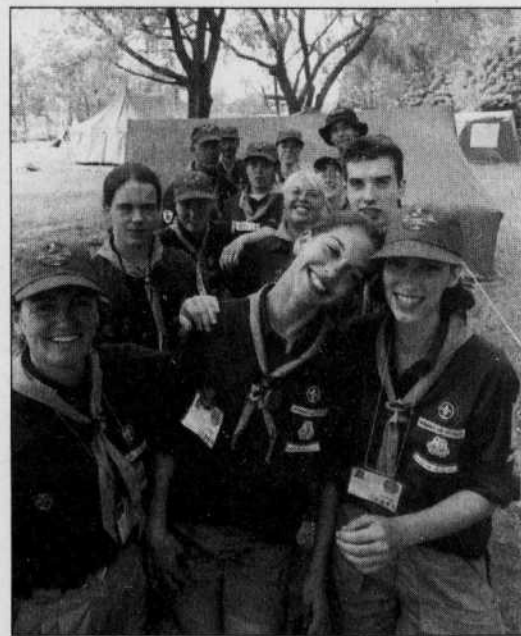
Nous ne sommes ni des illuminés ni des idéalistes. Nous sommes extrêmement conscients des enjeux, ici d'ordre financier. Les scouts veulent offrir des activités intéressantes, l'aventure high tech dans toute sa splendeur, et attirer les jeunes modernes de l'an 2000 au sein du mouvement. Pour ce faire, la direction et le conseil d'administration pensent qu'il faut en offrir plus, plus et toujours plus aux jeunes. Camps d'hiver dans des bases de plein air, repas cuisinés, kayak, traîneaux à chiens et le reste: bref, ne

pas lésiner sur les moyens susceptibles d'attirer de nouveaux membres déjà courtisés par de nombreux autres cours parascolaires et d'autres activités. Mais tout ça coûte des sous, bien sûr. Les scouts doivent avoir une machine bien huilée pour que l'organisation soit au point dans le sens qu'on a bien voulu donner au mouvement ces dernières années: et l'huile, ça coûte cher! D'ailleurs, le district est sans cesse à la recherche de commanditaires.

Localement, pour pouvoir faire des activités, souvent plus simples, avec leurs jeunes, les unités scouts doivent organiser elles-mêmes des activités de financement: vendre des citrouilles, faire des collectes de bouteilles, nettoyer le terrain des gens du voisinage, laver des voitures, etc.

Mais nous sommes également très conscients que le scoutisme n'est pas seulement une question de gros sous. On parle de plus en plus de simplicité volontaire; pourquoi ne pas faire mieux avec moins, chez les scouts également? Et pourquoi faudrait-il que l'apprentissage de certaines valeurs passe nécessairement par l'ajout d'argent? Où en est le sens de la débrouillardise chez nos scouts, et comment peuvent-ils l'exercer si on leur sert tout sur un plateau d'argent?

Lotomatique constitue, à notre avis, une solution de facilité. Un commanditaire facile à trouver. Pensez donc! Une petite commission de 6 % versée par Loto-Québec pour les ventes de Lotomatique que le district de Montréal aura faites, ça se prend bien! De plus, pour chaque dollar de financement que le mouvement réussit à aller chercher par son propre financement, le gouvernement met un autre dollar dans la cagnotte! Quelle aubaine! Plus on appauvrit les gens, plus on gagne d'argent. Nous nous demandons si Centraide, un organisme qui aide les plus démunis de notre société et qui subventionne aussi les Scouts du Montréal métropolitain, trouvera cette association heureuse entre scouts et loterie.



MARTIN CHAMBERLAND LE DEVOIR

Pourquoi faudrait-il que l'apprentissage de certaines valeurs passe nécessairement par l'ajout d'argent?

Et si ça n'était pas une aubaine? Si le district des scouts de Montréal se trompait? Nous nous sommes posé la question depuis un mois et sommes allés chercher des réponses: des témoignages de gens du passé et du présent, connus et œuvrant auprès des jeunes.

Commençons donc par Baden Powell lui-même, fondateur du mouvement scout. Dans son livre *Éclaireurs*, en page 252, Baden Powell affirme au sujet de l'argent: «Si vous essayez d'en gagner trop facilement, sans travailler, en achetant des billets de loterie, [...] vous êtes certains de vous casser le nez pour finir. Personne ne gagne jamais au jeu à la longue.»

Sid Stevens, président de Jeunesse au Soleil, nous a déclaré que son organisme a été sollicité plusieurs fois par Loto-Québec, par la Lotomatique. «On a refusé à chaque fois», dit-il. Selon lui, Loto-Québec aimerait bien avoir les scouts pour vendre la Lotomatique à cause de leur bonne réputation. Le père John Emmett, dit Pops, de l'organisme Le Bon Dieu dans la rue, nous a quant à lui mentionné que Loto-Québec voulait convertir ceux qu'il aide en vendeurs de Lotomatique mais que l'entreprise n'a pas réussi. «Même si la Lotomatique est envoyée directement aux parents, nous a-t-il dit avec à-propos, le courrier ne peut pas toujours être caché. Les jeunes qui reviennent de l'école avant les parents vont voir le courrier de Loto-Québec.» Toujours selon Pops, il ne faut pas encourager les jeunes à penser aux loteries mais plutôt les encourager à étudier et à travailler.

Jacques Grand Maison, sociologue, nous a affirmé: «Tout mouvement d'éducation se doit de refuser une telle association. Le scoutisme, a-t-il poursuivi, est un extraordinaire mouvement, et s'associer à Loto-Québec aura pour effet de donner l'impression que les jeux [de hasard] sont sans conséquence. C'est donc anti-éducatif. En banalisant les jeux de hasard, plusieurs vont commencer à jouer, et vite de façon démesurée. Il ne faut pas devenir complice de ça. Il n'existe pas de clôture entre les enfants et les parents. Même si seuls les parents sont sollicités, les enfants vont le savoir tôt ou tard.»

Le cardinal Jean-Claude Turcotte, quant à lui, nous a transmis ces propos par l'entremise de son attachée de presse le 11 octobre dernier. Se référant à un article signé par Jean-Claude Leclerc, intitulé «Loterie — Quand toute une société exploite ses membres les plus vulnérables» et publié dans *Le Devoir* du 10 octobre, le cardinal se dit à peu près d'accord avec les propos de M. Leclerc, qui écrit notamment «que les groupes communautaires qui touchent un pourcentage des bénéfices de la vente de loterie ont perdu leur indépendance d'esprit et ont renoncé à la critique qu'il leur faudrait pourtant faire de ces pratiques». Selon le cardinal, «la Lotomatique peut faire entrer de l'argent chez les scouts à court terme, mais à long terme, ce n'est pas la meilleure méthode; ça contribue à créer l'habitude chez les jeunes. Qu'est-ce que cela va vraiment rapporter aux scouts?».

Charles Caouette, professeur honoraire au département de psychologie de la faculté des sciences de l'éducation, déclare: «Les scouts ne devraient pas s'associer à la loterie. S'associer à une entreprise semblable, c'est laisser entendre que les scouts, qui sont d'abord un mouvement de jeunes, se moquent des pro-

blèmes de plus en plus importants des joueurs pathologiques, toujours en plus grand nombre.»

Quand au docteur Jeff Derevensky, de l'université McGill, l'autorité en matière de prévention des problèmes de dépendance liés aux jeux de hasard chez les jeunes — qui reçoit des subventions de Loto-Québec pour faire de la recherche en ce domaine —, il nous a affirmé ceci: «Après tout le travail que nous avons fait avec Loto-Québec en éducation et en prévention, je suis frustré de voir qu'ils veulent instaurer la loterie au sein de votre organisation, qui s'occupe des jeunes. Loto-Québec devrait pourtant savoir ce que nos recherches démontrent: l'influence parentale augmente les risques de problèmes avec les jeux de hasard chez les jeunes. Les loteries sont la porte d'entrée pour les problèmes plus sérieux d'accoutumance. Nous avons travaillé très fort pour instaurer la loi qui interdit aux mineurs de jouer, le Québec étant le seul État-province où il n'y avait pas d'âge minimal avant.»

Comme vous pouvez le constater, nous ne sommes pas les seuls à être contre cette association entre Lotomatique et les scouts de Montréal, bien que d'autres districts et groupes se prêtent déjà à l'exercice. On peut toutefois se demander si la question a fait, chez eux, l'objet d'un débat. À notre dernière assemblée, quelques intervenants en faveur de l'association avec Loto-Québec nous ont dit: «Il faut évoluer. Baden Powell était de son temps. Soyons du nôtre!» Fort bien. Cela signifie-t-il qu'il faudra désormais faire fi des principes et des valeurs morales qui ont mis au monde le mouvement scout et qui l'ont nourri depuis sa création? Faudra-t-il bientôt jeter le bébé avec l'eau du bain?

Nous ne sommes ni apôtres ni missionnaires. Nous sommes des animateurs déçus et inquiets pour l'avenir. Nous sommes un petit groupe scout contre Loto-Québec. David contre Goliath. Avec nos minces ressources et le peu de temps dont nous disposons, nous avons tenté de démontrer que cette association entre Loto-Québec et les Scouts de Montréal — et autres organismes éducatifs — était loin d'être souhaitable. Bientôt, toutes les écoles du Québec se financeront-elles avec Lotomatique? Sachez que quelques-unes le font déjà, ainsi que d'autres organismes qui œuvrent auprès des jeunes (cf. site Internet de Loto-Québec). Est-ce là ce que nous voulons de mouvements, d'organismes ou d'écoles qui visent d'abord et avant tout l'éducation des jeunes? Il semble que le débat n'ait pas encore eu lieu.

N. B.: pour l'accès aux recherches et textes complets, voir le site Internet suivant: www.mlink.net/~durap/loteries.html

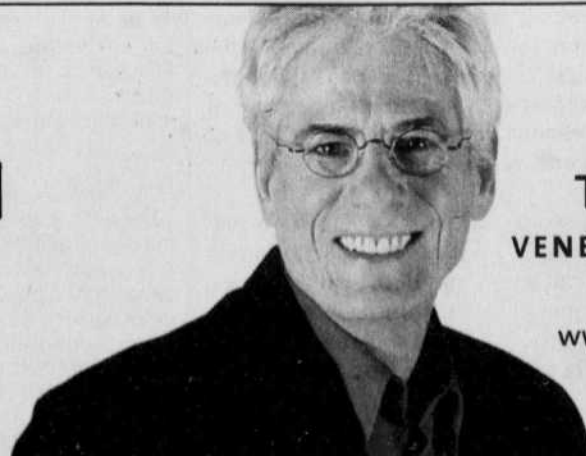
Ont signé ce texte: Dominic Desgagnés, responsable, branche Aînés (mixte, 17-21 ans); Gilles Déry, responsable d'unité, branche Louveteaux (garçons 9-11 ans); James Dessain, responsable d'unité, branche Castors (mixte, 7-9 ans); Sylvain Fleurant, responsable d'unité, branche Éclaireurs (garçons 11-14 ans); Benoît Fournier, responsable d'unité, branche Éclaireurs (filles 11-14 ans); Audrey Pellerin, responsable d'unité, branche Exploratives (filles 9-11 ans); Jean-Pierre Sylvain, responsable d'unité, branche Pionniers (mixte, 14-17 ans).

CHASSEURS D'IDÉES

Réalisation: Simon Girard

avec Jacques Véronneau DIMANCHE 14h • 23h01

La mythanalyse, vous connaissez?

Une entrevue avec **Hervé Fischer**, philosophe et artiste.Télé-Québec
VENEZ VOIR AILLEURS!www.telequebec.qc.ca

LE DEVOIR

ACTUALITÉS



Romulo Larrea
est en direct
à la Chaîne culturelle.
détails en page 8 de
L'agenda du Devoir.

MÉDECINS

SUIITE DE LA PAGE 1

Pour éviter cette mauvaise gestion, le Collège des médecins plaide donc en faveur de la création d'une société d'État qui aurait pour mandat de gérer tous les régimes d'assurance associés à la santé, soit la Régie de l'assurance-maladie du Québec, le régime d'assurance-médicaments, la Commission de santé et de sécurité du travail (CSST) et la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

Cette nouvelle société dotée «d'une forte marge de manœuvre» gèrerait les quelque 15 milliards reliés à la santé et disposerait d'un conseil formé d'administrateurs compétents et de médecins. L'État garderait le pouvoir de voter le niveau des crédits disponibles et déciderait des grandes orientations du système de santé.

Interrogé à savoir s'il était justifié, publiquement, de remettre des milliards entre les mains de personnes non élues, le D^r Lamontagne s'est fait cinglant: «Vous pensez qu'en remettant des milliards et des milliards entre les mains d'élus, qu'ils nous font une bonne job? Moi, je vais vous avouer que j'aimerais mieux mettre des milliards et des milliards entre les mains de non-élus mais de choisir des non-élus qu'on paie pour faire cette job-là. Au moins, eux, quand ils ne font pas leur job, on peut les mettre dehors.»

Le Collège se montre aussi ouvertement en faveur de la vente de services médicaux, comme des chirurgies, à des résidents étrangers. Une position qui a soulevé jusqu'ici beaucoup de controverse compte tenu de l'accès déjà difficile à certains types de chirurgies pour les citoyens québécois. Mais selon le D^r Lamontagne, cela pourrait être une solution aux problèmes financiers de certains hôpitaux spécialisés, voire une façon d'ouvrir davantage des salles d'opération mal utilisées, faute de budgets.

«On s'en va faire traiter nos patients à Plattsburgh pour 50 % de plus que notre dollar, et pendant ce temps-là, nos salles d'opération sont fermées. Peut-être qu'en opérant un Américain, on aurait assez d'argent pour opérer deux Québécois et réinvestir dans l'hôpital. Peut-être que ça vaut la peine de se poser la question alors que la clé est dans la porte [des salles d'opération]», a tonné le président du Collège.

Selon ce dernier, «il y a du stock qui vaut des millions dans nos hôpitaux, et c'est fermé 16 heures par jour. Ça dort là, c'est honteux.»

Par ailleurs, le Collège ne démonte toujours pas de son idée de faire en sorte que tous les médecins participent aux activités médicales prioritaires. Cependant, il croit qu'il faut y parvenir par des incitations plutôt que par des méthodes coercitives. Quant au fractionnement des enveloppes de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ), réclamée haut et fort par les régions pour pouvoir attirer des médecins, le D^r Lamontagne craint que cela n'ouvre le bal d'un maraudage féroce entre régions. «On pourrait peut-être régionaliser seulement une partie de l'enveloppe, car du maraudage, il y en a déjà assez comme ça», dit-il.

Rectificatif

Nos lecteurs sont priés de noter qu'une imprécision s'est glissée dans la page C 3 de notre cahier Arts. Dans le texte «L'horreur au rendez-vous», on fait allusion à la célèbre scène de la douche dans le film *Psychose* d'Alfred Hitchcock alors que la photo illustrant ce propos est plutôt tirée d'un remake de *Psychose* tourné il y a quelques années. Toutes nos excuses.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

SUIITE DE LA PAGE 1

Ainsi, à la question «S'il y avait des élections fédérales aujourd'hui, pour quel parti politique voteriez-vous?», 36,7 % des 1008 répondants ont choisi le Parti libéral alors que 36,4 % ont retenu le Bloc québécois. Après répartition proportionnelle des indécis, les pourcentages respectifs passent à 43,1 % pour les libéraux et à 42,8 % pour le Bloc, une différence insignifiante en regard du taux d'erreur de plus ou moins 3,1 % inhérent à ce genre d'exercice.

Le même sondage tend à montrer que la recette de l'Alliance canadienne de Stockwell Day n'a pas encore pris au Québec, où ce parti ne recueille que 5,9 % des intentions de vote (voir autre texte en page A 8). Quant aux conservateurs, ils ont disparu de la carte électorale québécoise avec 4,2 % des réponses, tout comme le NPD, qui ne retient l'attention que de 3,4 % des personnes interrogées.

«Depuis notre sondage précédent, effectué en septembre, nous assistons à des résultats étonnamment stables», souligne le sociologue Jean Noisieux, de la firme Sondagem. Il ajoute du même souffle que «nous allons assister à un duel entre le Bloc et les libéraux, l'Alliance ne parvenant pas, du moins pas encore, à marquer des points au Québec». Un constat qui tranche nettement avec la montée modeste mais réelle de l'Alliance dans l'ensemble du pays, où ce parti recueille autour de 28 % des intentions de vote.

Malgré le fait que les deux formations les plus populaires au Québec parviennent chacune à recueillir une portion égale de l'électorat, notons que 58,2 % des personnes interrogées s'attendent à une victoire des libé-

ÉGALITÉ

raux, victoire qui, par surcroît, leur procurerait une majorité de sièges en Chambre. Cette observation permet de déduire que le choix des répondants pour l'une ou l'autre formation en ce début de campagne n'est pas influencé par la perspective d'une victoire libérale minoritaire, ce qui ajouterait à l'intérêt de voter pour une formation secondaire dont on s'attendrait à ce qu'elle détiennne la balance du pouvoir. Le NPD a tenté de jouer cette carte auprès de l'opinion publique mais, visiblement, ni lui ni aucune autre formation ne peut présentement prétendre à cette éventualité pour convaincre les électeurs.

Comme d'habitude, c'est chez les francophones que le Bloc obtient le plus d'appuis alors que les libéraux jouissent du soutien des trois quarts des anglophones et des allophones.

Constitution ou budget?

Étant donné la présence du Bloc à Ottawa, *Le Devoir* a voulu savoir si les discussions au cours de cette campagne devraient porter d'abord sur la question du partage des pouvoirs entre le fédéral et les provinces ou sur l'utilisation des surplus budgétaires. À cela, une majorité, soit 55,2 % des personnes interrogées, a choisi le thème de l'utilisation des surplus par rapport à 38,8 % des répondants qui ont opté pour le partage des pouvoirs. Même parmi les répondants qui ont dit qu'ils voteront pour le Bloc, une majorité de 51,5 % préfère que l'on parle de l'utilisation des surplus.

La campagne électorale ayant suivi de près le décès de l'ancien premier ministre et chef du Parti libéral Pierre Elliott Trudeau, certains commentateurs avaient émis l'hypothèse que l'événement pourrait influencer les électeurs. Nous avons donc voulu vérifier

cette hypothèse en demandant aux répondants si la vague de sympathie suscitée par le décès de Pierre Elliott Trudeau favoriserait la réélection du Parti libéral: 54,5 % des gens ont répondu non alors que 40,6 % ont dit oui. À une deuxième question qui visait à connaître la perception des électeurs quant à la parenté politique entre Jean Chrétien et Pierre Trudeau, 40,5 % des répondants ont dit croire que leurs politiques étaient différentes, contre 38,7 % qui les jugent semblables. Là encore, ces résultats, qui peuvent paraître surprenants, aident à comprendre pourquoi, malgré l'énorme battage médiatique qui a entouré le départ de l'ancien premier ministre et aussi malgré la tentative de M. Chrétien de se présenter comme l'héritier légitime de M. Trudeau, le choix des électeurs du Québec n'a à peu près pas changé.

Couplés à un autre sondage publié cette semaine dans le *Globe and Mail*, sondage national celui-là, les résultats de ce matin indiquent que les libéraux se dirigent vers une victoire au pays mais que la bataille sera beaucoup plus serrée au Québec, où le Bloc leur livre un dur combat. Le sondage du *Globe and Mail*, dont le taux d'erreur est plus élevé pour le Québec seulement à cause d'un échantillonnage réduit, donnait une avance de six points aux libéraux sur le Bloc et montrait une percée de l'Alliance à 11 % des intentions de vote contre 6 % dans le sondage du *Devoir*. «Mais comme la marge d'erreur du *Globe* est très élevée, à plus ou moins 5 % pour le Québec, l'échantillonnage étant d'au plus 400 personnes, les résultats sont peu significatifs pour des partis marginaux comme l'Alliance ou le NPD, qui recueillent moins de 10 % des votes», commente le sondeur de Sondagem, Jean Noisieux.

MISSIONS

SUIITE DE LA PAGE 1

En effet, tant du côté du ministre fédéral du Commerce international, Pierre Pettigrew, que de celui du ministre des Finances, Bernard Landry, on s'attribue le mérite d'une entente conclue entre une entreprise québécoise de télécommunication, Bestar Radio inc., et la société marocaine de distribution Cogebel. Mais alors que le gouvernement Chrétien prétend que Québec nuit aux entreprises en organisant une mission commerciale distincte de la sienne, il appert que le fédéral s'approprie la paternité d'ententes signées par son vis-à-vis provincial.

«On a été obligés de participer à la mission économique du fédéral, a indiqué au *Devoir* le directeur des affaires commerciales de Bestar Radio, Georges Klein. On n'avait pas le choix. [...] Mais pour avoir le contrat, je travaillais avec le gouvernement du Québec depuis juillet dernier.» Selon M. Klein, la seule raison pour laquelle son entreprise était des deux missions, c'est que la Banque de développement du Canada (BDC) subventionnait son entreprise, tout comme la Caisse de dépôt et placements. «Ce sont des raisons plutôt politiques. On était obligés de le faire.»

Selon M. Klein, cette situation est la conséquence directe du dédoublement des missions commerciales au Maghreb. Le vice-premier ministre Bernard Landry s'est en effet rendu dans cette région entre le 24 septembre et le 2 octobre alors que le ministre Pettigrew a fait de même entre le 10 et le 21 octobre. «On n'a pas compris que les deux missions se sont faites une en arrière

de l'autre, a affirmé M. Klein. Ça n'a pas de bon sens.»

Autre écho du côté du ministère fédéral du Commerce international. En l'absence de commentaires de M. Pettigrew, le porte-parole de son ministère, André Lemay, a parlé d'un «partenariat entre deux paliers de gouvernement pour aller chercher le contrat». «Dans ce cas-là, la compagnie a eu deux grands partenaires pour essayer de dénicher ce contrat, la CDP [Caisse de dépôt et placements] et la BDC [Banque de développement du Canada]. Le gouvernement fédéral a été un partenaire assez actif, comme l'a été le gouvernement du Québec pour l'obtention de ce contrat.» Or M. Klein, de Bestar Radio, a été sans équivoque à ce propos: «Le fédéral n'a pas travaillé [sur cette entente].»

Le porte-parole fédéral ne voit rien de mal à annoncer la signature d'un même contrat à deux reprises. «[Si on ne pouvait pas le faire], ça voudrait dire que, si on a des projets qui sont développés avec les deux paliers de gouvernement, un des deux l'annonce le lundi par exemple et l'autre ne peut même pas le faire l'après-midi ou le lendemain.» En outre, il a affirmé que M. Pettigrew avait «félicité le Québec» pour sa mission économique. «Il était très fier des contrats signés par le Québec», a-t-il dit.

Tout autre son de cloche à Québec, où l'attaché de presse du ministre Landry, Hubert Bolduc, affirme que le Québec «s'est fait accuser de redondance» de la part d'Ottawa. «Or, d'après ce que l'on voit, on fait des annonces qu'ils s'empressent de répéter.» «C'est plus une question d'administration qu'autre cho-

se», a répliqué M. Lemay, du ministère du Commerce international. «Mais il est évident que, lorsqu'il y a deux missions dans une même région, on se demande si la planification n'aurait pas été mieux faite si les deux ordres de gouvernement avaient été ensemble», a-t-il convenu.

En août dernier, les deux gouvernements s'étaient disputés pour savoir qui avait décidé le premier d'aller dans cette partie du monde. Certaines entreprises avaient même déploré la situation, arguant qu'elle n'était en rien avantageuse. Une des raisons évoquées était les trop longues absences des dirigeants d'entreprise qu'imposait la tenue de deux missions distinctes.

Le ministre Pettigrew, le 13 octobre dernier, se réjouissait des résultats d'une «des plus importantes missions commerciales menées par un ministre canadien du Commerce international». Sa tournée, qui l'avait mené au Maghreb et dans la péninsule ibérique avec 69 entreprises canadiennes, avait permis la conclusion de sept ententes (dont celle de Bestar Radio) qui ouvriront la porte à des investissements de plus de 90 millions.

Pour sa part, le vice-premier ministre Landry soutenait que la mission économique qu'il a menée au Maroc, au Liban et en Algérie a mené à la signature de sept ententes dont la valeur totale frôle les 100 millions. La mission a rassemblé 55 participants qui ont signé des contrats dont les retombées pour le Québec sont à hauteur de près de 60 millions de dollars. Cette mission était la plus importante que le Québec ait menée dans ce coin du globe.

TEXANS

SUIITE DE LA PAGE 1

Bush est donc occupé à se battre ailleurs, dans l'État de New York, en Ohio, dans l'Illinois, au Michigan, même en Floride où le gouverneur, son frère Jeb, n'est plus certain de pouvoir lui livrer l'État.

Le Texas, c'est sa culture du port d'armes. En fait, les révolvers, on n'en voit nulle part, mais ils sont interdits partout. C'est voir, accrochés aux portes des musées, des McDo et des églises, des écriteaux interdisant d'y pénétrer avec une arme à feu... «non enregistrée». C'est cet autocollant: «Le contrôle des armes à feu, ça veut dire se servir des deux mains.» Le Texas, c'est le centre-ville oublié de Dallas et ses banlieues riches à craquer qui poussent dans la roche. C'est la banlieue du vide. De prospères et labyrinthiques Laval-dans-le-désert. C'est une constellation de centres commerciaux grands comme des terminaux aéroportuaires, reliés entre eux par des autoroutes entretenues comme des sous-neufs. C'est le Far West du camion et du SUV. C'est une industrie de la construction qui a besoin des bras des immigrants illégaux mexicains et qui voudrait pouvoir s'en passer. Mais aussi, des villages fantômes aux maisons à moitié écroulées. C'est une industrie florissante de l'Eglise évangéliste («Troublé? Essayez la prière») et un bastion de la Christian Coalition. C'est, à la télé, une heure plus tôt qu'à New York. C'est à perte de vue ses champs pétroliers percés par les derricks. Ce sont des taureaux qui prennent le soleil devant l'usine Westinghouse, le long de l'autoroute 35. C'est, à El Paso, le plus grand concessionnaire Harley Davidson au monde. C'est un panneau qui avertit les automobilistes le long de la 90: «Région pénitentiaire. Ne faites pas monter d'autostoppeurs.» C'est appliquer la peine de mort sans la moindre arrière-pensée dans un État où la criminalité est l'une des plus élevées au pays. C'est un sentiment aigu et unificateur de Texas pride, frôlant le complexe de supériorité, où la majorité blanche veut en avoir fini avec son histoire esclavagiste. Où le nombrilisme cote l'impression d'être ouvert sur le monde.

Vous avez des préjugés face aux Texans? Pour vous en dissuader, ne comptez pas sur M. Hufford, directeur du département de relations internatio-

nales à l'université St. Mary's, à San Antonio. «Pour un libéral comme moi, le Texas est une terre de missionnarisme», ironise-t-il. Et quelle honte, estime-t-il, qu'un homme favorable au recours à la peine capitale soit candidat à la présidence des États-Unis.

Une bande de rednecks, les 20 millions de Texans? Hufford hésite: «Non, quand même, pas tous...» Comme en dégradé, il y a plusieurs Texans: celui de l'est, avec la puissante Houston au noyau, et celui du nord-ouest, rural et «anglo», sont ceux qui collent le plus à la réputation texane; celui du sud, nettement moins riche et moins influent, inextricablement lié au nord du Mexique, où la massive influence latino en fait une région bilingue et biculturelle; et puis, celui du centre, autour de la capitale, Austin, de Dallas à San Antonio, terrain du développement de l'industrie de haute technologie et abri de la fragile «gauche» texane. «Austin est le seul endroit au Texas où existe un mouvement environnementaliste», dit-il.

Timidité fiscale

Riche, le Texas, très riche. État traditionnel du Big Oil, il a rompu en bonne partie sa dépendance face au pétrole et à l'agriculture, est devenu un géant de la technologie de l'extraction pétrolière ainsi qu'un centre de haute technologie. Un autre Silicon Valley qui vient tout de suite après la Californie en matière d'emplois de pointe. Le faible niveau de taxation (les Texans ne font de rapport d'impôts qu'à Washington, l'État tirant l'essentiel de ses revenus des taxes à la consommation) a attiré les sièges sociaux d'Exxon et American Airlines, par exemple. Timidité fiscale et développement high tech (sans syndicalisation), les deux ingrédients de la «texanification» de l'Amérique du Nord, disent certains, qui aiment à penser que le modèle de développement texan prend peu à peu le pas sur les «libéraux» de la Californie et de New York.

«Bien sûr», affirme Hufford, «une grande proportion des gens ici perçoivent d'instinct le gouvernement comme un ennemi.» Et s'il y a un chauvinisme texan, il passe en ces dernières semaines de campagne présidentielle par une haine générale des big government democrats et de Bill Clinton en particulier. «C'est très personnel», dit M. Hufford: le fait que sous sa présidence le pays connaisse une période de prospérité

inoûte n'y change rien. Difficile alors de penser, malgré ce que prétendent la presse et les sondages, que dans cet État aux valeurs familiales traditionnelles Monica Lewinsky ait complètement disparu des mémoires. L'influent *Dallas Morning News* ne vient-il pas de se prononcer en faveur de Bush dans l'espoir qu'il saura «rétablir l'intégrité» de la Maison-Blanche et ouvrir une ère «progressiste-conservatrice»?

Si l'Amérique se «texanifie», alors cela inquiète Arnold Flores, un vieux démocrate qui a travaillé sous Jimmy Carter: «Bush n'est pas une lumière.» Sur le plan social, le Texas obéit, selon lui, à une dynamique de pays du Tiers-Monde. Car qui dit absence de taxation dit faiblesse des services publics. Le Texas est prospère mais inégalitaire; on dirait le Mexique. En matière de santé, les démocrates accusent Bush de n'avoir pas fait d'efforts, à titre de gouverneur, pour inscrire des centaines de milliers d'enfants à Medicaid (l'assurance-maladie américaine pour les pauvres) alors qu'ils y ont droit. Le *New York Times* a bien documenté la chose. En matière d'éducation, ce dont Bush s'est proclamé le champion, un palmarès récent du *U.S. News & World Report* place les collèges et les universités du Texas en queue de peloton en matière de qualité de la formation. Le p.d.g. de Texas Instruments, Tom Engibous, sonnait l'alarme à ce sujet récemment. Avec le résultat que ce sont des diplômés de la Chine, de l'Inde et d'autres régions des États-Unis qui occupent les postes dans l'industrie des télécommunications. «Cela donne, dit Hufford, un Texas un peu moins pur et dur dans son conservatisme.»

Aussi, Arnold Flores ne croit pas que le Texas soit aussi républicain qu'il en a l'air. Si Bush a si facilement remporté le poste de gouverneur en 1998, croit-il, c'est qu'il n'avait aucune opposition. Et qu'il importe à M. Flores le fait que quasiment la moitié de l'électorat texan soit regroupée dans les régions lourdement urbaines et conservatrices de Houston et Dallas-Fort Worth. «Le vieux vote blanc ne représente plus que 20 % des électeurs», analyse M. Flores. Tout le monde dira qu'il rêve en couleurs, sans jeu de mots. Au Texas, ceux qui pensent que Bush pourrait perdre chez lui se comptent sur les doigts de la main.

IL Y A LES RAISINS SECS ET LA CANNEBERGE SÉCHÉE... PAR OSMOSE.

Animée par Frédéric Loisel

Télé-Québec
VENEZ VOIR AILLEURS I

zone
DEMAIN 18 H

Avec la participation du ministère de la Culture et des Communications du Québec. Programme «Étalez votre science». Production Icotop Inc.